SÉNAT

Session ordinaire de 1916.

COMPTE RENDU IN EXTENSO. — 49^e SÉANCE

Séance du jeudi 27 juillet

SOMMAIRE

1. — Procès-verbal.

2. — Excuse.

3. — Dépôt, par M. Louis Nail, sous-secrétaire d'Etat de la marine, au nom de M. le ministre de la marine, de M. le ministre des finances, de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et de M. le ministre des colonies, d'un projet de loi adopté par la Chambre des députés, modifiant l'article 12 de la loi du 19 avril 1906 et l'article 15 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande.

Lecture de l'exposé des motifs.

Déclaration de l'urgence.

Renvoi à la commission de la marine.

4. — Dépôt, par M. Gaston Doumergue, ministre des colonies, de deux projets de loi adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, au nom de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de M. le ministre des finances et au sien, comportant garantie de l'Etat des risques de guerre pour les voyages exécutés sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique jusqu'à la fin des hostilités, et remboursement aux budgets généraux de l'Afrique occidentale et équatoriale de ses soins versés pour la garantie desdits risques depuis l'ouverture des hostilités. — Renvoi à la commission des finances.

Le 2^e, au nom de M. le ministre des finances, de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et au sien, portant ratification du décret du 12 décembre 1914 relatif à la sortie et la réexportation des colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc sous un régime douanier qui l'enquête de l'argent brut en masses, lingots, barres, poudres, objets détruits. — Renvoi à la commission des douanes.

5. — Dépôt et lecture par M. l'amiral de la Jaille d'un rapport, au nom de la commission de la marine, sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, relatif à la nomination dans les corps de la marine des élèves sortis de l'école polytechnique en 1914.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi.

6. — Dépôt et lecture par M. l'amiral de la Jaille d'un rapport, au nom de la commission de la marine, sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, concernant les conditions d'avancement, en temps de guerre, des officiers de marine occupant des emplois spéciaux à terre.

Discussion immédiate prononcée.

Adoption des deux articles et de l'ensemble du projet de loi.

7. — Dépôt par M. Cabart-Danneville d'un rapport, au nom de la commission de la marine, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les allocations dues au personnel du service sanitaire maritime appelé à concourir à l'application de la loi du 17 avril 1907.

Déclaration de l'urgence.

Insertion du rapport au *Journal officiel*.

Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance.

8. — Dépôt par M. Cabart-Danneville d'un rapport, au nom de la commission de la marine, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant l'article 12 de la loi du 19 avril 1906 et l'article 15 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande.

Déclaration de l'urgence.

SÉNAT — IN EXTENSO

Insertion du rapport au *Journal officiel*.

Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance.

9. — Dépôt par M. Alexandre Bérard d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements.

Déclaration de l'urgence.

Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Dépôt par M. Milliès-Lacroix d'un rapport de M. Aimond, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1917.

Déclaration de l'urgence.

Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Dépôt par M. Milliès-Lacroix d'un rapport de M. Aimond, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés tendant à suspendre jusqu'à la fin des hostilités les effets de l'article 59 de la loi de finances du 25 février 1901 (suppression de l'allocation accordée aux dénaturateurs d'alcool).

Déclaration de l'urgence.

Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Dépôt par M. Milliès-Lacroix d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, comportant garantie par l'Etat des risques de guerre pour les voyages exécutés sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique jusqu'à la fin des hostilités, et remboursement aux budgets généraux de l'Afrique occidentale et équatoriale des sommes versées pour la garantie desdits risques depuis l'ouverture des hostilités.

Déclaration de l'urgence.

Insertion du rapport au *Journal officiel*.

Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Dépôt par M. Lucien Cornet d'un rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, et l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché.

Déclaration de l'urgence.

Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance.

10. — Lettre de M. le président de la Chambre des députés portant transmission d'une proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, relative à la taxation et à la réquisition des créées. — Renvoi à la commission des finances.

11. — Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre.

Discussion des articles :

Art. 1^{er} :

Observations : MM. de Las Cases, Guillaume Chastenet et Henry Chéron, rapporteur.

Amendement de M. Jénouvrier : M. Jénouvrier.

Amendement de M. Brager de La Ville-Moysan (soumis à la prise en considération) : MM. Brager de La Ville-Moysan et le rapporteur. — Rejet de l'amendement.

Adoption de l'amendement de M. Jénouvrier (devenant l'art. 1^{er}).

Art. 2. — Adoption.

Art. 3 :

Retrait d'un amendement de M. Lemarié. Observations : MM. Vieu, le rapporteur et André Lebert.

Adoption de l'article 3.

Art. 4 et 5. — Adoption.

Art. 6 : MM. Vieu et le rapporteur. — Adoption.

Art. 7 : M. Vieu. — Adoption.

Art. 8. — Adoption.

Art. 9 :

Amendement de M. Lemarié : MM. Lema-

rié, le rapporteur, René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice. — Adoption de l'amendement modifié (devenant l'article 9).

Art. 10 :

Observations : MM. Guillaume Chastenet et le garde des sceaux.

Amendement de M. Tournon au 1^o : M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article 10, modifié.

Art. 11 et 12. — Adoption.

Art. 13 (nouvelle rédaction) :

Retrait d'un amendement de M. Louis Martin.

Adoption de l'article 13.

Art. 14. — Adoption.

Art. 15 :

Amendement de M. Reynald : MM. Reynald, le rapporteur. — Adoption.

Sur l'article : MM. Gaudin de Villaine, le rapporteur, Paul Strauss et le garde des sceaux.

Amendement de M. Paul Strauss (soumis à la prise en considération) : MM. Paul Strauss et le rapporteur.

Adoption du premier alinéa (amendement de M. Reynald).

Retrait de l'amendement de M. Paul Strauss au deuxième alinéa et adoption de cet alinéa.

Observations de M. Henri Michel.

Adoption des 2^o, 3^o, 4^o et 5^o.Amendement de M. Paul Strauss au 6^o soumis à la prise en considération : MM. Paul Strauss et le rapporteur. — Rejet de l'amendement.

Adoption de la fin l'article modifié.

Adoption de l'ensemble de l'article 15.

Art. 16 :

Amendement de M. Reynald : MM. Reynald et le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article 16 modifié.

Art. 17 :

Observations : MM. Brager de La Ville-Moysan et le rapporteur.

Adoption de l'article 17.

Art. 18. — Adoption.

Article 19. — Adoption.

Amendement (disposition additionnelle) de M. Debierre : MM. Debierre, le rapporteur, le garde des sceaux, Tournon, Jénouvrier, Lemarié. — Rejet.

Art. 20 :

Amendement de M. Lemarié : M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article 20 modifié.

Art. 21. — Adoption.

Art. 22 :

Amendement de M. Lebert : MM. André Lebert, le rapporteur. — Adoption de l'amendement (devenant le 1^{er} alinéa de l'article).

Amendement (disposition additionnelle) de M. Herriot et plusieurs de ses collègues : M. Herriot.

Amendement de MM. Boivin-Champeaux et Jénouvrier : MM. Boivin-Champeaux, le rapporteur, André Lebert, Jénouvrier.

Fusion des deux amendements. — Adoption des trois premiers alinéas de l'article modifiés par ces amendements.

Disposition additionnelle de M. Herriot et plusieurs de ses collègues : MM. Herriot et le rapporteur. — Adoption.

Adoption du dernier alinéa du nouveau texte de la commission.

Sur la fin de l'article : MM. Leblond et le rapporteur.

Adoption de l'ensemble de l'article 22.

Art. 23 :

Amendement de MM. Poirrier, T. Steeg, Deloncle et de Las Cases : M. le rapporteur. — Adoption.

Adoption de l'article 23 modifié.

Art. 24 à 26. — Adoption.

Art. 27 : MM. Jénouvrier et le rapporteur. — Adoption.

Renvoi de la suite de la discussion à la prochaine séance.

12. — Dépôt par M. Ribot, ministre des finances, de deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, portant ouverture de crédits additionnels au titre du budget annexe des monnaies et médailles, en vue de la reprise des frappes de monnaie de nickel ;
Le 2^e, portant autorisation d'avances, aux gouvernements alliés ou amis.

Renvoi des deux projets de loi à la commission des finances.

Dépôt par M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice, au nom de M. le ministre de la guerre, d'un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif : 1^o à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupes, et des officiers combattants dans une arme autre que dans le r arme d'origine ; 2^o à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active. — Renvoi à la commission de l'armée.

13. — Dépôt par M. Beauvisage d'un rapport, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels au titre du budget annexe des monnaies et médailles en vue de la reprise des frappes de monnaie de nickel.

Déclaration de l'extrême urgence.

Insertion du rapport au *Journal officiel*.

Inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Dépôt par M. Gervais de deux rapports, au nom de la commission des finances sur deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, portant application à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyanne de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, modifiée par les lois des 5 mars 1890, 17 avril 1901, 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, ainsi que des dispositions des règlements d'administration publique rendus pour l'exécution de ces lois ;

Le 2^e, relatif à la réorganisation d'un décret du 5 août 1915, ouvrant un crédit de 26,063 fr. 58 au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion (exercice clos 1913).

Déclaration de l'urgence.

Insertion des rapports au *Journal officiel*.

Inscription des deux projets de loi à l'ordre du jour de la prochaine séance.

14. — Lettres de M. le président de la Chambre des députés, portant transmission de deux propositions de loi, adoptées par la Chambre des députés :

La 1^{re}, relative au fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre. — Renvoi aux bureaux ;

La 2^e, tendant à exempter des droits de timbre et à enregistrer gratis les procurations des mutilés de la guerre que la nature de leurs blessures empêche de signer. — Renvoi à la commission des finances.

15. — Dépôt d'un rapport de M. Perchot sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés, portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu (titre III disjoint par le Sénat les 18 et 19 mars 1914).

16. — Dépôt d'un avis de M. T. Steeg, au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés relatif aux indemnités accordées aux fonctionnaires de l'enseignement (art. 98 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913).

Insertion de l'avis au *Journal officiel*.

17. — Règlement de l'ordre du jour : MM. Méline, ministre de l'Agriculture ; Ribot, ministre des finances, et Audiffred.

Fixation de la prochaine séance au vendredi 28 juillet.

PRÉSIDENT DE M. ANTONIN DUBOST

La séance est ouverte à deux heures.

1. — PROCÈS-VERBAL

M. de La Batut, l'un des secrétaires, donne lecture du procès-verbal de la séance du mardi 25 juillet.

Le procès-verbal est adopté.

2. — EXCUSE

M. le président. M. Astier s'excuse de ne pouvoir assister à la séance de ce jour.

3. — DÉPÔT ET LECTURE D'UN PROJET DE LOI. — DÉCLARATION DE L'URGENCE

M. le président. La parole est à M. le sous-secrétaire d'Etat de la marine marchande pour le dépôt d'un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer l'urgence.

M. Louis Nail, sous-secrétaire d'Etat au ministère de la marine. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre de la marine, de M. le ministre des finances, de M. le ministre du commerce, de l'industrie des postes et des télégraphes et de M. le ministre des colonies, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant l'article 12 de la loi du 19 avril 1906 et l'article 15 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition veuillez donner lecture de l'exposé des motifs.

M. le sous-secrétaire d'Etat. Messieurs, la Chambre des députés a adopté, dans sa séance du 26 juillet courant, un projet de loi modifiant l'article 12 de la loi du 19 avril 1906 et l'article 15 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande. Ce projet de loi a pour but, d'une part, de conserver, sous certaines conditions et réserves, aux navires en cours de construction pendant les hostilités, le bénéfice de la prime, alors même que les machines motrices ou chaudières seraient de provenance étrangère, et, d'autre part, d'autoriser, pendant la même période, la réparation ou le remplacement à l'étranger des machines et chaudières des navires français, sans que ces navires perdent la francisation.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi présenté à la Chambre des députés et qui a été distribué à MM. les sénateurs (document parlementaire n° 2016).

Nous avons l'honneur de soumettre ce projet à vos délibérations.

Je prie le Sénat de vouloir bien déclarer l'urgence pour ce projet de loi.

M. le président. Je mets aux voix la déclaration d'urgence qui est demandé par M. le sous-secrétaire d'Etat.

Il n'y a pas d'opposition?...

L'urgence est déclarée.

Le projet de loi est renvoyé à la commission de la marine.

Il sera imprimé et distribué.

4. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre des colonies.

M. Gaston Doumergue, ministre des colonies. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes, de M. le ministre des finances et au mien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, comportant garantie par l'Etat des risques de guerre pour les voyages exécutés sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique jusqu'à la fin des hostilités, et remboursement aux budgets

généraux de l'Afrique occidentale et équatoriale des sommes versées pour la garantie desdits risques depuis l'ouverture des hostilités.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des finances.
Il sera imprimé et distribué.

M. le ministre des colonies. J'ai également l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre des finances, de M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes et au mien, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ratification du décret du 3 décembre 1915 prohibant la sortie et la réexportation des colonies et pays de protectorat autres que la Tunisie et le Maroc, sous un régime douanier quelconque, de l'argent brut, en masses, lingots, barres, poudres, objets détruits.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission des douanes.
Il sera imprimé et distribué.

5. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI RELATIF A LA NOMINATION DANS LE CORPS DE LA MARINE DES ÉLÈVES DE L'ÉCOLE POLYTECHNIQUE

M. le président. La parole est à M. l'amiral de la Jaille, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande au Sénat de déclarer la discussion immédiate.

M. l'amiral de la Jaille, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la nomination dans les corps de la marine des élèves sortis de l'école polytechnique en 1914.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, la Chambre des députés a voté un projet de loi régularisant la situation des élèves sortis de l'école polytechnique en 1914, qui, classés dans les divers corps de la marine, ont été néanmoins affectés au service de l'armée de terre comme sous-lieutenants d'artillerie.

La guerre se prolongeant, ils ont été ou vont être remis à la disposition de la marine. Mais quel grade doit leur être attribué ? Ces jeunes officiers se rangent en trois catégories :

1^o Ceux à qui revient le grade d'enseigne de vaisseau de 1^{re} classe ou assimilés deux ans après leur sortie de l'école, soit en 1916 ;

2^o Ceux qui, ayant fait une année de service avant leur admission à l'école, auraient eu leur deuxième galon un an après leur sortie, c'est-à-dire en 1915 ;

3^o Ceux qui, pour s'être distingués dans les combats au front, ont été promus, en récompense, lieutenants d'artillerie.

Pour les deux premières catégories la solution s'indique d'elle-même et votre commission n'hésite pas à dire que le grade d'enseigne de vaisseau de 1^{re} classe ou assimilé leur revient à dater du jour où ils l'auraient obtenu s'ils étaient entrés directement au service dans la marine.

Pour les jeunes officiers compris dans la 3^e catégorie, il est certain que la récompense obtenue sur le champ de bataille ne peut leur être enlevée et que leur nomination d'enseigne de vaisseau de 1^{re} classe doit leur être acquise à dater du jour où le galon de lieutenant leur a été donné pour fait de guerre.

Une dernière situation est à examiner :

De six élèves classés à leur sortie de

l'école polytechnique en 1914 dans le corps des officiers de marine, et appelés à servir dans l'armée de terre comme sous-lieutenants d'artillerie, deux ont été tués, un autre a renoncé à la carrière. Il en reste trois qui ont été rendus à la marine, le 11 avril 1916.

Tous les trois avaient obtenu le grade de lieutenant. Cependant, sous prétexte qu'ils n'avaient pas satisfait aux examens réglementaires — ils n'avaient pas été à même de le subir — ils n'ont été admis dans la marine qu'avec le grade d'enseigne de 2^e classe et mis en situation de suivre les cours de l'école navale relatifs à l'instruction maritime qu'ils ne possédaient pas.

En toute vérité, on leur doit mieux. Ces jeunes officiers ont acquis sur le champ de bataille leur double galon : ils méritent de le porter encore. L'examen à subir ne doit pas entrer en ligne de compte pour le leur faire perdre. Toutefois, il faut admettre que cet examen devra être subi. Les deux choses sont conciliables. Il sera dit, comme la Chambre l'a voté, que leur grade ne deviendra définitif qu'après la formalité de l'examen. Si cela n'était pas admis, ces jeunes officiers seraient et resteraient placés dans une situation d'infériorité par rapport à leurs camarades du corps des ingénieurs et du commissariat.

Nous vous proposons donc d'adopter le projet tel qu'il a été voté par la Chambre.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. de la Jaille, Guilloteaux, Riotteau, Cabart-Danneville, H. Leygue, R. Leygue, Chautemps, Cuvinot, Reynald, Halgan, Grosjean, Bidault, Gaudin de Villaine, de Las Cases, Fleury, Deloncle, Hayez, Poirson, Trystram, plus une signature illisible.

L'urgence ayant été précédemment déclarée, je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole pour la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Les élèves de l'école polytechnique qui ont été classés dans les différents corps de la marine en 1914 et momentanément conservés au service de l'armée de terre sont nommés au grade d'enseigne de vaisseau de 1^{re} classe et aux grades assimilés au moment où ils sont reversés dans la marine.

« Ils y prennent rang à la date à laquelle ils y auraient été promus s'ils n'avaient pas été maintenus en service dans l'armée de terre ou, s'il y a lieu, à celle à laquelle ils ont été nommés lieutenants pour faits de guerre, si elle est antérieure. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Les nominations faites en vertu de l'article précédent ne deviendront définitives qu'après que ceux qui en auront été l'objet auront satisfait aux examens exigés par les lois organiques des différents corps de la marine. »

Je consulte le Sénat sur l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

6. — ADOPTION D'UN PROJET DE LOI CONCERNANT L'AVANCEMENT DES OFFICIERS DE MARINE

M. le président. La parole est à M. l'amiral de la Jaille, pour un dépôt de rapport sur un projet de loi pour lequel il demande

au Sénat de déclarer la discussion immédiate.

M. l'amiral de la Jaille, rapporteur. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les conditions d'avancement en temps de guerre, des officiers de marine occupant des emplois spéciaux à terre.

M. le président. S'il n'y a pas d'opposition, veuillez donner lecture de votre rapport.

M. le rapporteur. Messieurs, le Gouvernement a déposé, le 6 juin dernier, à la Chambre des députés, un projet de loi tendant à assimiler au commandement ou au service à la mer, pour les officiers de marine et les équipages de la flotte, certains emplois spéciaux à terre qui offrent en temps de guerre une importance particulière, et qui seraient spécifiés par décrets.

La Chambre des députés, sur le rapport de sa commission de la marine de guerre, a estimé qu'il était préférable, pour éviter tout abus, de ne pas concéder au pouvoir exécutif un droit qui appartient au Parlement. C'est, en effet, la loi qui doit fixer limitativement les emplois à terre qu'il convient d'assimiler au service à la mer. La Chambre des députés a, en conséquence, substitué au projet primitif un texte nouveau sur lequel le Gouvernement et la commission s'étaient mis d'accord.

Ce texte énumère comme suit les fonctions en question :

Seraient assimilées au service ou au commandement à la mer les fonctions remplies :

1^o Par le personnel affecté aux centres d'aéronautique ;

2^o Par le personnel attaché aux centres de flottilles de torpilleurs ou de sous-marins en dehors des ports militaires ;

3^o Par les attachés navals et les officiers qui leur sont adjoints ;

4^o Par les officiers chargés de missions à l'étranger ;

5^o Par les officiers en service dans les bases navales organisées à l'étranger ;

6^o Par les majors généraux et les officiers commandant les fronts de mer ;

7^o Par les officiers généraux ou supérieurs faisant partie de l'état-major général de la marine ou du cabinet du ministre, à partir du jour, fixé par le ministre, où, en raison de leur tour, ils auraient dû être désignés pour un commandement à la mer ;

8^o Par les commandants de la marine dans les ports.

Ces différentes fonctions compteraient pour temps de commandement lorsqu'elles seraient exercées par des officiers généraux ou par des officiers supérieurs, à la condition, pour ces derniers, qu'ils ne soient pas en sous-ordre.

Les mêmes dispositions seraient applicables aux équipages de flotte.

Votre commission de la marine n'a aucune objection à formuler au sujet de la liste de ces postes spéciaux. Les emplois ci-dessus énumérés ont une importance indéniable ; il est rationnel de les assimiler au service à la mer. Cette mesure se justifie par la raison suivante :

Les fonctions dont il s'agit doivent, de toute nécessité, n'être confiées en temps de guerre qu'à des officiers choisis parmi les meilleurs. Or, la loi du 10 juin 1896 exige pour l'avancement dans le corps des officiers de marine un certain temps de commandement ou de service à la mer. Qu'en résulte-t-il ? C'est qu'il est impossible de récompenser par un grade des officiers, si méritants qu'ils soient, si on les maintient

dans ces postes jusqu'à présent rangés dans les services à terre. Pour ne pas entraver leur carrière, on est équitablement amené à ne pas les immobiliser longtemps et, par suite, à les remplacer dans leurs fonctions pour les faire servir à bord. De là des mutations fréquentes dont on a pu s'accommoder en temps de paix, mais qui, en temps de guerre, peuvent être très préjudiciables au bien du service. Il faut apporter à cette situation un prompt remède.

Le texte adopté par la Chambre des députés apporte l'amélioration nécessaire. Il assurera la stabilité indispensable en temps de guerre dans les emplois importants à terre, en même temps qu'il traitera comme ils le méritent au point de vue de l'avancement, les officiers appelés à remplir ces fonctions.

En conséquence, votre commission de la marine vous propose d'adopter le projet de loi.

M. le président. Je suis saisi d'une demande de discussion immédiate, signée de vingt de nos collègues, dont voici les noms : MM. l'amiral de la Jaille, Guilloteaux, Riotteau, R. Leygue, H. Leygue, Trystram, Reynald, de Las Cases, Bidault, Gaudin de Villaine, Halgan, Chautemps, Poirson, Hayez, Grosjean, Cabart-Danneville, Cuvinot, Deloncle, Fleury, plus une signature illisible.

L'urgence ayant été précédemment déclarée, je consulte le Sénat sur la discussion immédiate.

(La discussion immédiate est prononcée.)

M. le président. Quelqu'un demande-t-il la parole dans la discussion générale?...

Je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

Il n'y a pas d'opposition?...

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — Pendant la durée de la guerre actuelle, seront assimilées au service ou au commandement à la mer les fonctions remplies :

« 1^o Par le personnel affecté aux centres d'aéronautique ;

« 2^o Par le personnel affecté aux centres de flottilles de torpilleurs ou de sous-marins en dehors des ports militaires ;

« 3^o Par les attachés navals et les officiers qui leur sont adjoints ;

« 4^o Par les officiers chargés de missions à l'étranger ;

« 5^o Par les officiers en service dans les bases navales organisées à l'étranger ;

« 6^o Par les majors généraux et les officiers commandant les fronts de mer ;

« 7^o Par les officiers généraux ou supérieurs faisant partie de l'état-major général de la marine ou du cabinet du ministre à partir du jour fixé par le ministre où, en raison de leur tour, ils auraient dû être désignés pour un commandement à la mer ;

« 8^o Par les commandants de la marine dans les ports.

« Les fonctions ci-dessus comptent pour temps de commandement si elles sont exercées par des officiers généraux ou par des officiers supérieurs, à la condition, pour ces derniers, qu'ils ne soient pas en sous-ordre.

« Les dispositions du présent article sont applicables également au corps des équipages de la flotte. »

Je mets aux voix l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président. « Art. 2. — Les dispositions de la présente loi auront leurs effets à compter du 2 août 1914. » — (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

7. — DÉPÔT D'UN RAPPORT. — DÉCLARATION DE L'URGENCE. — DISCUSSION IMMÉDIATE. — INSERTION AU « JOURNAL OFFICIEL »

M. le président. La parole est à M. Cabart-Danneville pour le dépôt d'un rapport.

M. Cabart-Danneville. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport, fait au nom de la commission de la marine, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les allocations dues au personnel du service sanitaire maritime appelé à concourir à l'application de la loi du 17 avril 1907.

M. le président. La commission demande la déclaration de l'urgence, l'insertion du rapport au *Journal officiel* et l'inscription du projet de loi à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence. (L'urgence est déclarée.)

M. le président. Personne ne s'oppose à l'insertion du rapport au *Journal officiel* de demain?...

L'insertion est ordonnée.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate qui est demandée par vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Cabart-Danneville, Bidault, Gaudin de Villaine, Reynald, Fleury, de Las Cases, Grosjean, Halgan, Poirson, Chautemps, l'amiral de la Jaille, Guilloteaux, Cuvinot, R. Leygue, Trystram, Deloncle, H. Leygue, Hayez, Riotteau, plus une signature illisible.

Il n'y a pas d'opposition?...

La discussion immédiate est prononcée.

L'inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance est également ordonnée.

8. — DÉPÔT D'UN RAPPORT. — DÉCLARATION DE L'URGENCE. — DISCUSSION IMMÉDIATE. — INSERTION AU « JOURNAL OFFICIEL »

M. le président. La parole est à M. Cabart-Danneville, pour le dépôt d'un rapport.

M. Cabart-Danneville. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport, fait au nom de la commission de la marine, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant l'article 12 de la loi du 19 avril 1903 et l'article 15 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande.

M. le président. La commission demande la déclaration de l'urgence, l'insertion du rapport au *Journal officiel* et l'inscription du projet de loi à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence. (L'urgence est déclarée.)

M. le président. Personne ne s'oppose à l'insertion du rapport au *Journal officiel* de demain?...

L'insertion est ordonnée.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate qui est demandée par vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Cabart-Danneville, Riotteau, Deloncle, R. Leygue, Cuvinot, Poirson, H. Leygue, Fleury, de Las Cases, Gaudin de Villaine, Bidault, l'amiral de la Jaille, Chautemps, Halgan, Guilloteaux, Hayez, Grosjean, Reynald, Trystram, plus une signature illisible.

Il n'y a pas d'opposition?...

La discussion immédiate est prononcée. — L'inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance est également ordonnée.

9. — DÉPÔT DE RAPPORTS

M. le président. La parole est à M. Bérard.

M. Alexandre Bérard. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport

fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1917).

Je demande au Sénat de bien vouloir déclarer l'urgence et ordonner l'inscription des conclusions du rapport à l'ordre du jour de la prochaine séance.

M. le président. La commission demande la déclaration de l'urgence et l'inscription du projet de loi à l'ordre du jour de la prochaine séance.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence. (L'urgence est déclarée. — L'inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance est également ordonnée.)

M. le président. La parole est à M. Milliès-Lacroix.

M. Milliès-Lacroix. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. Aimond, rapporteur général de la commission des finances, un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1917.

Je demande au Sénat de vouloir bien déclarer l'urgence et ordonner l'inscription des conclusions du rapport à l'ordre du jour de la prochaine séance.

M. le président. La commission demande la déclaration de l'urgence et l'inscription du projet de loi à l'ordre du jour de la séance de demain.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence. (L'urgence est déclarée.)

M. le président. L'inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance est ordonnée.

M. Milliès-Lacroix. J'ai également l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat au nom de M. Aimond, rapporteur général de la commission des finances, un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à suspendre jusqu'à la fin des hostilités les effets de l'article 59 de la loi de finances du 25 février 1901 (suppression de l'allocation accordée aux dénaturateurs d'alcool).

Je demande au Sénat de vouloir bien déclarer l'urgence et ordonner l'inscription des conclusions du rapport à l'ordre du jour de la prochaine séance.

M. le président. La commission demande la déclaration d'urgence et l'inscription du projet de loi à l'ordre du jour de la séance de demain.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée. L'inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance est également ordonnée.)

M. le président. La parole est à M. Milliès-Lacroix pour le dépôt d'un rapport.

M. Milliès-Lacroix. J'ai enfin l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, comportant garantie par l'État des risques de guerre pour les voyages exécutés sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique jusqu'à la fin des hostilités et remboursement aux budgets généraux de l'Afrique occidentale et équatoriale des sommes versées pour la garantie desdits risques depuis l'ouverture des hostilités.

M. le président. La commission demande la déclaration de l'urgence; l'insertion du rapport au *Journal officiel* et l'inscription

du projet de loi à l'ordre du jour de la séance de demain.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence. (L'urgence est déclarée.)

M. le président. Personne ne s'oppose à l'insertion du rapport au *Journal officiel* de demain?...

(L'insertion est ordonnée.)

M. le président. Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate qui est demandée par vingt de vos collègues dont voici les noms : MM. Milliès-Lacroix, Petitjean, Cornet, Doumer, Bérard, T. Steeg, Guillier, Gervais, Renaudat, Bourganet, Cazeneuve, Mascaraud, Chastenot, Rivet, Gérard, Maurice Faure, Lourties, Jénouvrier, Beauvisage, plus une signature illisible.

Il n'y a pas d'opposition?...

La discussion immédiate est prononcée. — L'inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance est également ordonnée.

La parole est à M. Cornet.

M. Lucien Cornet. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne et l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché.

Je demande au Sénat de vouloir bien déclarer l'urgence et ordonner l'inscription des conclusions du rapport à l'ordre du jour de la prochaine séance.

M. le président. La commission demande la déclaration de l'urgence et l'inscription du projet de loi à l'ordre du jour de la séance de demain.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée. — L'inscription à l'ordre du jour de demain est également ordonnée.)

10. — TRANSMISSION D'UNE PROPOSITION DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés la communication suivante :

« Paris, le 26 juillet 1916.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 26 juillet 1916, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi relative à la taxation et à la réquisition des céréales.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agréer, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération. »

« Le président de la Chambre des députés,
« PAUL DESCHANEL. »

S'il n'y a pas d'opposition, la proposition de loi est renvoyée à la commission des finances. (*Assentiment.*)

Elle sera imprimée et distribuée.

11. — SUITE DE LA DISCUSSION DU PROJET DE LOI CONCERNANT LES BAUX A LOYER

M. le président. L'ordre du jour appelle la suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre.

Je donne lecture de l'article 1^{er} :

« Art. 1^{er}. — A partir de la promulgation

de la présente loi, les rapports entre propriétaires et locataires, en matière de baux à loyer, seront réglés par le code civil, sauf application des règles exceptionnelles et temporaires ci-après :

La parole est à M. de Las Cases.

M. de Las Cases. Messieurs, l'article 1^{er} du projet de loi qui est actuellement soumis à vos délibérations porte en principe que la loi que nous allons voter est une loi de circonstance, une loi provisoire, qui ne doit produire ses effets que momentanément, et qui, plus tard, laissera intacts les principes du droit commun et les principes du droit civil.

Je relève dans cet article tout d'abord un hommage rendu aux principes du code civil, un hommage rendu au principe de la propriété, qui doit rester inviolable et demeurer une des bases de toute civilisation; ensuite, un hommage rendu à ce principe élémentaire : que les conventions doivent rester la loi des parties, qu'il n'est possible que dans des cas tout à fait exceptionnels de leur porter atteinte, et que toutes les fois qu'on peut rentrer dans le droit commun, il faut y rentrer.

J'y relève enfin un hommage au code civil lui-même.

Le code civil, M. le garde des sceaux vous disait dans son dernier discours, avec son éloquence habituelle, qu'il n'avait évidemment pu prévoir et qu'il n'avait pas prévu tous les faits économiques du dix-neuvième et du vingtième siècles, qu'il ne tient pas peut-être compte suffisamment des développements des valeurs mobilières, de l'industrie et du commerce, peut-être aussi du monde du travail.

Il n'en est pas moins vrai que, sur toutes les règles essentielles, le code civil est un monument auquel on peut faire certaines adjonctions nécessitées par l'évolution des temps, mais qu'il faut respecter comme un monument de la raison et de la sagesse humaine. (*Très bien ! très bien !*)

Il est, en effet, le produit d'une heureuse combinaison du droit coutumier français et de l'ancien droit romain, si habile dans ses déductions logiques. Il a été fait par des jurisconsultes éminents éclairés par le génie, et lorsque, sous l'empire, nos armées ont sillonné l'Europe, elles ont amené avec elles et laissé derrière elles, comme un souvenir impérissable, le code civil, de telle sorte que, lorsque le malheur nous a momentanément privés d'une partie de notre gloire, le code est resté comme une preuve de la supériorité intellectuelle de la France et comme ce qui avait été rédigé de plus complet et de plus solide en matière de droit humain. (*Vive approbation.*)

Je voudrais aussi, messieurs, rechercher devant vous — c'est le but des observations, d'ailleurs très courtes, que j'ai à prononcer — la pensée qui a dominé toute votre commission pendant ses longues et nombreuses réunions.

Elle a voulu faire une œuvre, non pas parfaite — rien n'est parfait dans ce monde — mais une œuvre inspirée du sentiment le plus vif, le plus sincère, du sentiment de l'union qui doit exister entre les Français. C'est un acte d'union que nous avons voulu accomplir en essayant de concilier les intérêts des locataires et les droits des propriétaires. (*Très bien ! à gauche.*) Nous avons cherché à tenir compte, dans la mesure du possible, des aspirations légitimes de ceux qui souffrent. Il n'y a pas seulement les locataires qui souffrent : chez les propriétaires aussi, il y a de très grandes souffrances.

Toutes les fois que nous nous sommes trouvés en présence d'une solution qui nous paraissait généreuse et juste, nous l'avons admise. Ce faisant, je crois que nous avons

ouvert dans le principe de l'immutabilité des conventions des brèches sérieuses. Il ne faut pas sur ce point se faire d'illusion. Des jurisconsultes très habiles ont essayé par tous les moyens d'expliquer comment la loi que nous discutons ne porte pas atteinte à l'inviolabilité des contrats et des conventions. Je comprends leurs intentions : je ne crois pas qu'ils soient parvenus à nous convaincre.

M. Igaace, mon honorable confrère au barreau de Paris, un esprit à la distinction duquel tout le monde rend hommage, a cherché, en disséquant le contrat de louage, à y trouver la possibilité de le rompre selon les temps et les heures. Je ne voudrais pas essayer de reproduire son argumentation : elle est tellement spacieuse et subtile que je craindrais de lui nuire et de la trahir. Elle n'a pas séduit la Chambre; elle n'a pas même séduit le ministère.

D'autres, animés d'une différente préoccupation, tirent argument du fait imprévu de la guerre : pour eux l'imprévision de la guerre permettrait de rompre le contrat de louage.

Je vous demande d'écarter immédiatement une telle doctrine qui conduirait infiniment trop loin. Si l'imprévision de la guerre suffisait pour rompre un contrat, il n'y a plus un contrat au monde qui pourrait subsister.

M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice. Il y a cependant l'arrêt du conseil d'Etat dans l'affaire du gaz de Bordeaux!

M. de Las Cases. Cet arrêt vise le cas de force majeure dans un cas spécial. Aller jusqu'à soutenir que l'imprévision de la guerre suffit à rompre un contrat est une théorie avec laquelle aucun contrat ne pourrait subsister.

Un père de famille a marié sa fille à la veille de la guerre, il lui a donné une dot. Puis la guerre est arrivée. Sa fortune s'est trouvée diminuée de moitié, des deux tiers. Ce père pourra-t-il ne pas exécuter son contrat, ne pas payer ce qu'il a promis, parce que s'il avait prévu la guerre, il n'aurait pas doté sa fille aussi largement?

Je sais bien que beaucoup de gendres — galants Français — répondront : « Vous m'avez donné votre fille, c'est un trésor inestimable ! » (*Rires.*) Mais tous n'agiront pas de la sorte.

Ainsi donc, aucun contrat ne tiendrait si l'on admettait que l'imprévision de la guerre suffise à le rendre caduc.

Mais disons-le : si nous faisons échec au principe que les conventions font la loi des parties, c'est parce qu'il y a des circonstances plus fortes que les hommes, c'est parce qu'il y a des faits devant lesquels il faut évidemment s'incliner.

A l'heure actuelle des centaines de milliers de locataires doivent huit termes de loyer. Allez-vous leur dire : « Payez vos termes ou on vous mettra dans la rue. » Y a-t-il un Français ayant un peu de cœur et de bon sens qui accepterait cet exode de milliers de locataires?

Ou bien encore, leur dira-t-on : « On ne vous mettra pas dans la rue, mais on vous obligera à traîner ce boulet de huit termes à payer, huit termes qui seront demain neuf, après-demain dix, peut-être plus encore » ?

Nous comprenons tous que nombre de locataires mis dans cette situation ne pourraient jamais se libérer et que cette servitude intolérable leur enlèverait, au lendemain de la guerre, le courage et l'énergie que tous devront avoir au cœur pour relever les ruines de la patrie et préparer le lendemain de la victoire. (*Très bien ! très bien.*)

Nous avons donc porté atteinte. — je le reconnais — au code civil, pour des raisons

d'humanité et parce qu'il y a des faits et des circonstances supérieures.

Tous nous avons applaudi ce principe : « il faut que ceux qui peuvent payer, payent » ; mais ce principe a un corollaire : il faut que ceux qui ne peuvent pas payer soient exonérés. Il restera seulement à fixer qui doit, en définitive, faire les frais de l'exonération; c'est là ce que nous avons cherché.

Nous avons été mus, avant tout, par une pensée d'union, nous voudrions voir cesser la guerre vraiment malencontreuse que, depuis quelque temps, on s'efforce de soulever entre propriétaires et locataires. A nos yeux, rien n'est plus mauvais que de jeter ainsi entre les classes de la société des brandons de discorde. Nous sommes convaincus qu'il n'y a pas entre propriétaires et locataires de divergences d'intérêt absolues, qu'ils ont besoin les uns des autres.

Si le locataire, en effet, a besoin du propriétaire pour trouver un foyer où il s'établira, lui, sa femme, ses enfants, sa nichée, pour trouver le petit appartement où il vivra de la vie de famille, ce qui est le plus grand bonheur de l'existence, le propriétaire a besoin du locataire pour que l'argent qu'il a dépensé trouve une rémunération et un revenu satisfaisants.

Arriver à les mettre d'accord en demandant aux uns et aux autres de faire les sacrifices que peuvent rendre nécessaires les circonstances exceptionnelles que nous traversons, voilà l'œuvre que la commission a eu à entreprendre. Elle a toujours été enflammée de cette pensée : ne jamais s'écarter du droit autant que possible, mais aussi se préoccuper des intérêts de chacun et ne rien faire qui soit inadmissible dans ce pays qui a toujours eu la réputation d'être très large et très libéral. (*Très bien ! très bien !*)

Est-ce que les locataires ont le droit de se plaindre de la loi que nous discutons ? Je ne le crois pas. Quand on considère le texte de la commission comme contraire aux intérêts des locataires, ou on ne l'a pas lu, ce qui est possible, ou on ne l'a pas compris, ce qui est encore possible.

Les locataires, la commission leur fait, permettez-moi de le dire, une situation exceptionnelle et privilégiée : pour eux seuls elle admet que, d'après les circonstances, la convention pourra subir des modifications allant jusqu'à la résiliation.

Et ces modifications ainsi apportées aux conventions sont nombreuses : résiliation, exonération, délais accordés pour payer ou habiter l'immeuble, voilà les trois ordres d'idées dans lesquels je vous demande la permission d'entrer très rapidement.

Quel est le droit entre un propriétaire et un locataire en cas de mort de l'un d'eux ? Si le propriétaire meurt, ses héritiers doivent continuer le bail au locataire; si le locataire meurt, ses héritiers sont obligés de continuer le bail au propriétaire. Ils ne peuvent pas habiter l'immeuble : tant pis pour eux; ils s'entendent avec le propriétaire pour une résiliation avec indemnité; ils sous-louent à leurs risques et périls : tant pis pour eux si le sous-locataire paye moins ou s'il est insolvable.

A l'article 2, nous déclarons que la veuve d'un locataire tué à l'ennemi, ses enfants, ses ascendants et même certains collatéraux auront le droit de demander la résiliation du bail, et cela sans aucune indemnité. Nous renverserons les rôles : ce qui était à la charge du locataire vient à la charge du propriétaire.

Cela nous a paru juste, parce que celui qui a combattu pour sa patrie, qui est tombé pour elle, est bien un peu en droit que l'Etat se préoccupe de sa veuve, de ses enfants, de ses ascendants et qu'une main tutélaire allège la charge qui porterait sur

leurs épaules en la transportant sur celles du propriétaire.

Ce droit n'est pas réservé à la seule veuve du locataire tué à l'ennemi. Le locataire réformé par suite d'une blessure de guerre a le droit de demander la résiliation de son bail ; de même celui qui du fait de la guerre a perdu une partie de sa fortune et n'a plus les ressources nécessaires.

Ainsi, dans tous les cas, c'est le locataire qui est privilégié ; on ne laisse même pas au propriétaire le droit de demander, par contre-partie, la résiliation.

En ce qui concerne l'exonération, nous instituons en faveur du locataire une série de privilèges.

Tout locataire privé d'une partie de ses ressources par le fait de la guerre a le droit de demander une exonération totale ou partielle.

Enfin, dans la classe spéciale des petits locataires, ceux qui payent moins de 600 fr. ou 400 fr., sont présumés malheureux, ceux de ces locataires mobilisés pourront toujours demander l'exonération de leurs termes, que dis-je, ils l'obtiendront de droit. Ceux qui seront restés dans la vie civile, auront, par le seul fait de cette présomption d'insolvabilité, le droit de demander la même exonération.

Ces règles, évidemment contraires au droit commun, ont été faites pour venir au secours des pauvres, des petits miséreux. Il nous a semblé qu'il le fallait, que ce serait notre honneur de rendre le sort moins dur pour ceux qui souffrent.

A ces mêmes locataires, notre texte, très large, accorde des délais. Ils peuvent même, s'ils sont commerçants, obtenir des commissions arbitrales le droit de rester deux années dans les lieux loués. On veut que le commerçant, l'industriel, frappé par la guerre, trouve, par cette prolongation de jouissance des locaux, une compensation aux heures mauvaises par le bénéfice du loyer dans les heures nouvelles, au lendemain de la victoire, lorsque la France redeviendra plus prospère, plus glorieuse que jamais.

Voilà pour les locataires. Je pense que, dans de pareilles circonstances, ils ne pourront pas se plaindre.

Disons-nous qu'ils nous remercieront ? Avons-nous la prétention de contenter tout le monde ? C'est une tâche bien difficile.

Nous faisons une loi qui est fatalement une loi de transaction. Or, qui dit transaction dit abandon des prétentions de chacune des parties. Les uns et les autres trouveront que nous ne leur avons pas accordé assez et que l'adverse partie a reçu davantage. Mais si l'on veut bien y réfléchir et nous aider, on reconnaîtra, je crois, que nous avons fait une loi de bonne volonté, de bonne foi, une loi sincère et sage.

M. Debierre, disait que nous ne contenterons pas les locataires. Nous ne les contenterons pas s'il y a des gens qui s'efforcent de les exciter contre les propriétaires, s'il y a des gens pour leur dire que l'on aurait dû leur accorder davantage et pour poser comme axiome que la maison doit appartenir, non pas à celui qui l'a construite, mais à celui qui l'habite.

Mon Dieu, messieurs, si l'on veut pousser le locataire, on arrivera bien, à force d'éloquence, à lui démontrer que non seulement le propriétaire doit le loger, mais encore qu'il doit le nourrir. (*Très bien!*)

Je ne suis pas même sûr qu'à un moment donné, quand on aura établi qu'il doit le nourrir, on n'en arrivera pas à discuter le menu. Mais si nous avons en face de nous des hommes qui comprennent que le premier devoir, à l'heure actuelle, c'est l'union de tous les Français et que, quand nous aurons fait notre devoir, ils doivent faire le leur, les locataires comprendront qu'il y a un

effort sérieux, très réel, une amélioration sensible de leur situation. Que si nous ne trouvons pas dans tous les partis l'appui nécessaire, nous aurons confiance dans le bon sens français. En effet, le bon sens français peut se laisser tromper un certain temps — au lendemain de la bataille on n'est pas toujours prêt à se tendre la main — mais quand il aura, vu ce que nous aurons accordé aux locataires et ce que nous avons demandé aux propriétaires, le bon sens des locataires français prendra le dessus ; il dira que la loi qui est sortie des délibérations d'une commission désireuse avant tout de se montrer généreuse et libérale est une loi aussi bonne que possible, étant données les circonstances difficiles dans lesquelles elle a préparée et votée.

Que les locataires le remarquent bien, de tous les contrats, il n'y en a qu'un seul qui, du fait de la guerre, va se trouver modifié et ce contrat c'est celui de louage.

Voulez-vous me permettre une hypothèse ? Voilà un mariage qui s'est célébré le 15 juillet 1914 par exemple. Quel est celui d'entre nous qui ne connaît pas de ces jeunes ménages constitués à la veille de la guerre et dans lesquels le mari est sorti de l'autel pour s'en aller au front, quelquefois même pour s'y faire tuer, laissant à la femme le souvenir ineffaçable mais bien court de quelques jours d'union ? Le jeune mari est un homme sans fortune, mais gagnant beaucoup d'argent ; la femme elle-même n'a pas de fortune, mais compte sur le travail de son mari. Celui-ci a loué un appartement assez cher, de 5,000 fr. par exemple. Le mari a fait cadeau à sa femme d'une automobile, de bijoux, de fourrures. Payera-t-il tout comptant ? Non, mais au fur et à mesure de ses gains comme avocat, comme médecin, comme architecte. La guerre vient et le mari est tué, ou réformé, et ne peut pas continuer son travail. A son propriétaire la jeune femme dira : votre bail est trop lourd pour moi, et le fera résilier. Fera-t-elle résilier son marché avec son marchand d'automobiles ? avec le marchand de fourrures ? avec le marchand de bijoux, alors que peut-être elle ne s'est jamais servie de l'automobile, ni des bijoux, ni des fourrures ? Non, le contrat de vente est irrévocable. Le contrat de louage est révocable par suite de la situation qui a été faite par la guerre au locataire. Quand le locataire verra cette différence de situation, pourra-t-il dire que le Sénat ne s'est pas préoccupé de lui ?

Et quel est le sort que la loi va faire au propriétaire ? Tout d'abord, bien entendu, vous allez mettre au débit du propriétaire tout ce que j'ai dit tout à l'heure du locataire, puisque c'est contre lui que ces privilèges auront été exercés ; mais ce propriétaire, quelle est la situation qui lui est faite ? Est-il possible de dire, comme le font certains, que le propriétaire est un privilégié de la loi et que du Sénat va sortir une loi éminemment propriétaire ? Je vois bien qu'on dit au propriétaire : vous ne toucherez qu'un tiers ou un quart de votre loyer dans telle circonstance.

M. Henry Chéron, rapporteur. Il ne faudrait pourtant pas oublier qu'on a fait la Révolution française pour fonder le droit à la propriété individuelle.

M. de Las Cases. Je vous montre combien, tout en restant fidèle aux principes de la propriété, je demande néanmoins qu'il soit accordé aux locataires un certain nombre d'avantages dont j'imagine que les propriétaires auraient peut-être le droit d'être, dans une certaine mesure, remerciés. La commission a le droit de montrer qu'à cet égard elle a été très large pour les locataires et qu'elle n'a en aucune façon privilégié les propriétaires. Je vois bien le

revenu qu'on diminue au propriétaire, mais je ne vois pas ce qu'on diminue de ses charges. Il n'aura souvent touché qu'un tiers ou un quart de ses loyers, mais quand il ira chez un de ses fournisseurs, pourra-t-il lui dire : « Je suis propriétaire, voici ma carte, je ne reçois qu'un quart de mon loyer, je vais vous payer un quart seulement de mes fournitures ? »

En aucune façon ; il payera la totalité. Et la vie chère sera pour lui doublement chère.

Voilà un propriétaire qui possède au premier de son immeuble deux paliers. Dans celui de droite, habite un locataire qui, atteint par la guerre, demandera la résiliation ou l'exonération. Dans le palier de gauche, habite un locataire qui, lui, a fait fortune pendant la guerre. Le propriétaire aura-t-il le droit — parce que le locataire de droite lui aura demandé une réduction — de demander une augmentation à celui de gauche, parce qu'il a fait fortune ? Evidemment non.

Donc, le propriétaire ne reçoit ni privilège ni avantage.

On nous a fait deux objections auxquelles je vais répondre d'un mot.

Le propriétaire, a-t-on dit, n'est pas intéressant. Il est si riche ! Et l'on ajoute : il a tant gagné d'argent ces dernières années ! il a tant augmenté ses loyers !

L'augmentation des revenus des propriétaires, je n'en veux dire qu'un mot.

Que quelques-uns d'entre eux, dans certaines circonstances, aient abusé de certaines situations, je le regrette et suis le premier à les en blâmer.

Mais, croyez-vous que le propriétaire parisien soit un véritable usurier et un spéculateur éhonté ?

Que produit en général la propriété ?

Demandez-le au propriétaire d'un immeuble ordinaire. Il répondra : quatre et demi pour cent.

M. Lemarié. Dans les sociétés immobilières cela rapporte davantage.

M. de Las Cases. Je parle d'un particulier, propriétaire d'un immeuble à Paris. Lorsqu'il a un rendement de 4,5 ou 5 p. 100, il est loin de s'estimer malheureux. Cela est si vrai que, dans les ventes d'immeubles à Paris, le fisc, qui veut se rendre compte de la vente, regarde si elle correspond au taux de 5 p. 100. Or, dans ces 5 p. 100 ne sont pas compris les amortissements. Ils diminuent en général le revenu d'un quart ou d'un cinquième ; dans beaucoup d'immeubles, il faut compter de 30 à 23 p. 100 de frais généraux.

Un propriétaire qui touche 4,5 ou 5 p. 100 n'est pas un spéculateur, il n'est pas un usurier ; c'est un homme qui a fait un bon placement, un placement qu'il a considéré comme solide et durable ; il n'est pas possible de dire que c'est un homme qui fait payer trop cher à ses locataires.

M. de Lamarzelle. Dans les quartiers pauvres, cela rapporte plus que dans les quartiers riches.

M. le garde des sceaux. Cela rapporte jusqu'à 8 p. 100 !

M. de Las Cases. Dans les quartiers moyens de Paris, il ne faut pas compter plus de 4,5 à 5 p. 100 au maximum. J'ai fait sur ce point une enquête très complète, et je vous assure, monsieur le garde des sceaux, que je ne crois pas me tromper. Je n'apporterais pas ces chiffres à la tribune, si je croyais une discussion possible pour ces propriétaires.

On a dit que le propriétaire est un homme qui non seulement gagne beaucoup mais qui, en général, est très riche. C'est là une question d'espèce. Il y a des propriétaires

très riches, il y en a de très modestes, et c'est la cause de ces derniers, spécialement celle des petits propriétaires de mon pays, qui m'a amené à cette tribune.

Nos compatriotes de la Lozère et des départements voisins, de l'Aveyron, du Cantal, venus à Paris très jeunes, ont, à force de travail, d'énergie et d'intelligence, en se levant dès l'aube, en ne ménageant pas leur santé, en économisant sou par sou, réuni au bout de 30 ou 40 ans un petit capital. Ils l'emploient à acheter une maison à Paris ou à en faire construire une ; leur fortune leur vient de Paris, il leur paraît juste qu'elle y retourne. Quand le bâtiment va, tout va !

Souvent, ces petits propriétaires sont dans l'obligation de s'adresser au Crédit foncier, de faire prendre hypothèque pour la moitié de la propriété et de vivre avec l'autre moitié. Ils ont des charges considérables, leur immeuble leur produit assez peu, mais cela leur suffit, et avec les amortissements ils espèrent qu'un jour leurs enfants auront aussi une situation meilleure.

Lorsque ces propriétaires resteront un an ou deux sans toucher leur revenu tout en continuant à supporter toutes les charges, ils seront plus pauvres qu'un grand nombre de personnes qui ont le bénéfice de l'allocation.

Il y a pour ces petits propriétaires — et ils sont nombreux — des misères considérables.

Le nombre est grand des lettres que nous avons reçues et qui nous révèlent des détresses profondes, souvent d'ailleurs pleines de dignité, mais également pleines de douleurs.

Voulez-vous me permettre — ce sera la seule lecture que je ferai — j'ai pour ainsi dire fini — de vous en lire une que j'ai reçue, non pas d'un petit propriétaire, mais d'une dame que je ne connais pas, qui paraît appartenir à un monde un peu plus relevé et avoir eu une fortune un peu supérieure, mais dont la situation est vraiment déplorable : c'est une propriétaire qui, depuis la guerre, n'a pas pu toucher ses revenus. Voici ce qu'elle m'écrit :

Il suffit d'avoir lu cette lettre pour comprendre la hauteur et la dignité de la pensée qui l'inspire. Elle mérite, à ce titre, d'être écoutée.

« Monsieur, je voudrais que vous fassiez justice des clichés que les socialistes débitent sur nous. Pendant que stoïquement nous supportons une situation des plus pénibles, ces messieurs nous insultent, nous traitent d'insatiables, nous considèrent comme bien heureux que les poitrines des prolétaires défendent nos biens. C'est odieux !

« Est-ce que nos maris, nos fils, ne tombent pas au champ d'honneur comme les autres ? Mon fils aîné est devenu fou ; je n'ai pas d'argent pour le soigner et je vends peu à peu mes bijoux. Mon second a été tué glorieusement, après avoir été cité deux fois à l'ordre du jour. Je reste seule avec mes deux filles, ne touchant que le quart de mes revenus ; la vie qui a doublé devient un douloureux problème, et, comme si notre situation était normale, les feuilles de contributions continuent à pleuvoir, les assurances que je ne peux plus payer menacent, en cas de sinistre, de ne pas m'indemniser. Il faut payer l'eau, le gaz, les concierges.

« Je n'ai jamais vu une situation si paradoxale : ne pas avoir songé depuis deux ans à dégrever du moins une classe d'individus privée par les lois de leurs revenus, et, après les avoir réduits à la misère, les insulter, c'est vraiment intolérable. »

Elle a tort, cette femme, quand elle dit

que la loi ne dégrèvera pas les propriétaires qui verront diminuer leurs revenus. La Chambre les a dégrevés et, au Sénat, nous vous proposons, bien entendu, la même chose. N'a-t-elle pas raison quand elle se plaint, moins encore peut-être de sa détresse matérielle que de ce que j'appellerai sa détresse morale, des injures que l'on publie contre les propriétaires ?

Et lorsque cette femme, qui a donné deux enfants à son pays, s'entend répéter chaque jour qu'elle est insatiable et qu'elle ne sait pas rendre justice à ceux qui la défendent, n'a-t-elle pas raison de protester en disant que, ce que défendent nos poilus au front, ce n'est pas seulement la propriété matérielle, mais quelque chose de plus haut. Ce qui a fait partir pour la bataille et ce qui fait rester dans les tranchées prolétaires et propriétaires, ce qui les fait tomber la main dans la main, du duc de Rohan au simple paysan, ce n'est pas seulement le respect ou la défense d'un morceau de terrain, d'un pan de murs, c'est la défense d'un idéal.

C'est la défense de ce qui constitue le patrimoine de nos aïeux, c'est-à-dire cette patrie qui a été faite de toutes les générosités, de tous les génies, de toutes les forces, de toutes les vertus de ceux qui nous ont précédés. (Applaudissements.)

Ils ne défendent pas autre chose que cela. Lorsqu'entrouvant la capote, trouée de balles, de l'un de nos poilus, nous cherchons sur son sein, nous trouvons, au fond d'un vieux portefeuille, une photographie que les baisers et les larmes, souvent, ont rendue presque méconnaissable ; sur cette photographie, nous discernons, déjà à demi effacés, l'image d'une femme et la figure d'enfants, embrassés vingt fois dans la tranchée. Voilà ce qu'ils défendent !

Ils défendent la France ; ils défendent la liberté ; ils défendent ce qu'ils appellent leurs gosses afin que, plus tard, ayant souffert, eux, ces gosses n'aient pas à souffrir de pareilles douleurs et que la paix que consacra notre victoire complète ne puisse pas, demain, être troublée une fois de plus par les barbares qui l'ont troublée une première fois. Voilà la vérité. (Vive approbation.)

J'en ai dit assez pour vous montrer que la loi n'est pas une loi faite pour les propriétaires. Elle ne leur apporte qu'une chose et, à cet égard, il est indiscutable qu'ils sont un peu mieux traités que par la Chambre : elle accorde un délai aux débiteurs hypothécaires. Elle accorde, surtout, aux propriétaires ce qu'ils désirent, c'est-à-dire la cessation des moratoires, la fin d'un état provisoire qui n'a que trop duré et la liquidation d'un passé avec un statut nouveau pour l'avenir.

Elle leur accorde, aussi, une indemnité, et c'est par là que je veux finir.

On a beaucoup attaqué l'indemnité aux propriétaires. Voyons en quoi elle consiste. Il y a une conception très haute, très idéale, très poétique, qui n'est pas fautive en droit, mais qui est un peu au-dessus des sphères de la politique : c'est la conception d'après laquelle, la guerre étant une lutte entre deux États, entre deux collectivités, les particuliers n'ont pas à en subir les conséquences, l'État seul devant les supporter.

Dans une pareille théorie, tous les désastres de la guerre devraient être entièrement et complètement réparés par l'État. Ce ne sera pas, je l'espère, la théorie de demain parce que j'espère que demain, nous ne reverrons pas de guerre comme celle-là. Mais, dans une certaine mesure, nous admettrons cette théorie quand il sera nécessaire de venir au secours des régions envahies. Pour celles-ci, nous l'appliquerons généreusement et avec bonheur, quoi qu'il puisse en coûter aux contribuables, parce que ce sera, pour nous, le seul moyen de montrer à ces pays

envahis combien leurs tourments ont été les nôtres et combien nous leur sommes reconnaissants de l'admirable attitude et de la dignité qu'ils ont montrées sous le pied de l'ennemi. (Très bien ! très bien !)

Mais les propriétaires demandent-ils l'application d'une pareille théorie ? Demandent-ils qu'on les indemnise de ce que la guerre leur a fait perdre ? Aucun d'eux n'a eu une pareille pensée. La guerre, cas de force majeure pour ceux qui la subissent, les propriétaires devront en subir le contre-coup.

Une seconde théorie est celle de la faute de l'État. Beaucoup de propriétaires trouvent que le premier moratoire était très légitime, que le deuxième s'expliquait peut-être encore, mais que les autres ont été une faute de l'État et qu'il aurait fallu, dès février et mars 1915, établir la loi des loyers de guerre, et ne pas attendre indéfiniment. Si l'on avait agi de la sorte, beaucoup de locataires qui n'ont pas payé auraient payé, et cette pensée mauvaise que l'on peut ne pas payer son loyer et renier ses engagements n'aurait jamais germé dans certains cerveaux. C'est là une conception malsaine qu'il faudra, à tout prix, faire disparaître sans retard, si nous voulons rétablir l'ordre et la paix publique dans ce pays.

Beaucoup de propriétaires pensent ainsi ; et quelles en sont les conséquences ?

Si les moratoires ont été une faute, si cette faute a causé un préjudice aux propriétaires, ceux-ci ont le droit d'en demander réparation.

Est-ce là ce que viennent vous dire les propriétaires ? Est-ce là ce que vous demande la commission ? Pas du tout. La commission ne discute pas s'il y a eu faute de la part des moratoires, s'il y eu préjudice causé par les moratoires. Elle vous dit : ce préjudice serait bien difficile à établir, parce qu'il y a l'insolvabilité résultant en partie de la guerre et celle résultant, en partie, des moratoires. Comment faire la ventilation entre ce que le locataire aurait pu payer s'il n'y avait pas eu les moratoires et ce qu'il peut payer aujourd'hui ? Que de procès ! Que de difficultés ! Que de charges pour l'État !

Et la commission vous dit : « L'insolvabilité résultant des moratoires, nous ne réclamons rien pour elle, au nom des propriétaires. »

Mais il y a autre chose. Il y a dans la loi — et rien n'est plus juste — les exonérés, il y a les pauvres, les miséreux. Vous dites — et vous avez eu raison de le dire — nous sommes heureux que vous l'avez dit et nous l'aurions dit si vous ne l'aviez dit vous-même — : « Vous ne payerez pas vos loyers, vous n'avez pas à les payer. »

Qu'est-ce que cela ? C'est une réquisition. A qui incombe-t-elle ? à l'État, et l'on peut dire qu'en logique pure elle devrait incomber tout entière à l'État.

Votre commission vous demande-t-elle de la faire supporter tout entière par l'État ? Non, elle vous dit : « Vous en ferez supporter la moitié par l'État, l'autre moitié par les propriétaires. »

Cette solution, qui n'est pas la solution logique, c'est entendu, mais qui est une solution équitable, je l'ai toujours soutenue. Au début de la guerre, j'ai souvent parlé dans des meetings de propriétaires et je leur ai dit : « Au Sénat, je défendrai vos droits parce que c'est justice, mais à une condition, c'est qu'à côté de la justice que nous réclamerons, vous ferez le geste généreux qui est indispensable. C'est vous qui devez dire : « Il y a des exonérés, de petits locataires pauvres ; ce sont nos amis, nous entendons prendre leur cause en main. Si vous, État, vous faites ce geste, nous, propriétaires, nous en ferons un autre. Nous vous aiderons à partager la charge,

dans des proportions qui seront à fixer. Nous prendrons, pour notre part, en dehors des impôts que nous aurons à payer, la charge de ces exonérations que vous accordez aux petits locataires.»

Voilà le geste des propriétaires. Il est grand, je crois, il est généreux. Ils ne font pas seulement leur devoir en agissant ainsi, ils font plus que leur devoir ; mais il y a des moments où il est bon de faire plus que son devoir et où il faut faire plus que son devoir pour faire tout son devoir. (*Adhésion.*)

Ils le font dans une pensée d'apaisement, de solidarité avec leurs locataires ; ils font ce geste dans une pensée d'union ; ils espèrent que ces luttes cesseront, que l'on comprendra leur bonne volonté ; ils pensent à demain en agissant ainsi, parce qu'ils se disent que, demain, l'union de tous, l'entente, l'accord seront nécessaires pour refaire, après la victoire, une France plus belle, plus grande et plus prospère. (*Très bien ! et applaudissements.*)

M. le président. La parole est à M. Chastenet, sur l'article 1^{er}.

M. Guillaume Chastenet. Messieurs, je voudrais faire part au Sénat d'un scrupule que m'a suggéré la lecture des premiers articles de la loi.

Il s'agit d'une loi temporaire se rattachant à la guerre actuelle. A l'occasion de cette guerre, nous avons édifié une législation s'inspirant des nécessités supérieures, mais nous devrions revenir à une législation normale, s'inspirant des principes.

La proposition qui nous est soumise a un caractère de transition, elle s'applique aux faits se rattachant à la guerre actuelle. Telle est bien l'intention de la commission, comme l'intention de tous ; mais il faudrait la préciser, sans cela, on risquerait de voir, à propos d'une nouvelle guerre... (*Exclamations.*) à propos d'une guerre coloniale par exemple... (*Mouvements divers.*)

Messieurs, la question a son importance ; il ne suffit pas, en effet, que nos intentions soient claires, il nous faut encore les exprimer. (*Adhésion.*)

L'intention du législateur, certes, n'est pas douteuse ; mais, si cette précision est introduite dans certains articles, on ne la trouve pas dans d'autres. C'est donc au seuil de la loi qu'il faut la placer.

Dans ces conditions, je proposerai d'ajouter à l'article 1^{er}, après les mots : «... des règles exceptionnelles et temporaires ci-après »... les mots suivants : « et se rattachant à la guerre actuelle. »

M. le garde des sceaux. Je vous ferai observer, monsieur Chastenet, que le titre de la loi est ainsi conçu : « Au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre. »

M. Guillaume Chastenet. Monsieur le garde des sceaux, vous n'ignorez pas que le titre d'une loi n'a pas force légale.

En outre, l'expression « l'état de guerre » vise toute espèce de guerre et non pas seulement la guerre actuelle. Prenons par exemple le texte de l'article 3, aux termes duquel, lorsqu'un locataire est tué à l'ennemi ou est décédé des suites de blessures reçues, ou bien de maladie contractée sous les drapeaux, le bail est résilié de plein droit ; je soutiens que, dans trois ans, quatre ans, la veuve d'un officier qui aura été tué dans une expédition coloniale pourra s'appuyer sur cet article pour demander la résiliation de son bail.

Est-ce là votre intention ? Le texte de la commission serait-il donc *ne varietur*, bien que nous ne puissions pas, à l'heure actuelle, éviter un retour à la Chambre des députés ?

Lorsque vous avez l'occasion de vous expliquer clairement, je ne vois vraiment pas pourquoi vous hésiteriez à le faire. Si M. le rapporteur avait admis cette petite précision — qui n'a pas soulevé d'opposition, je puis bien le dire, de la part du Gouvernement — je me serais dispensé d'intervenir pour signaler au Sénat une lacune évidente du texte. (*Très bien !*)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Voici, messieurs, comment la question se pose, à propos de l'article 1^{er}. Cet article avait été ainsi rédigé par nous :

« A partir de la promulgation de la présente loi, les rapports entre propriétaires et locataires, en matière de baux à loyer, seront réglés par le code civil, sauf application des règles exceptionnelles et temporaires ci-après : »

Le Sénat a été saisi d'un amendement de M. Jénouvrier qui me paraît donner satisfaction à des observations formulées par M. Brager de La Ville-Moysan.

Cet amendement est ainsi conçu :

« A partir de la promulgation de la présente loi, les rapports entre propriétaires et locataires régis par le code civil, seront soumis aux dispositions exceptionnelles et temporaires ci-après : »

L'amendement de M. Jénouvrier a le mérite de préciser, dans une forme plus concise, la déclaration de principe que nous avons voulu faire au seuil de l'article 1^{er}. La commission accepte donc l'amendement de M. Jénouvrier, qui deviendrait la formule de l'article 1^{er}.

Ici intervient M. Chastenet qui dit : « Ne serait-il pas utile d'indiquer que cette loi n'est applicable que pendant la guerre actuelle ? » Il n'y a, je crois, aucune équivoque possible à cet égard, si on lit le texte de l'amendement de M. Jénouvrier — et surtout, si on relit le projet d'un bout à l'autre. — Il n'y est question que de la guerre actuelle.

M. Chastenet invoque l'article 3. Or, celui-ci renvoie à d'autres articles dans lesquels on parle de délais applicables à la guerre actuelle.

Je ne me plains point, du reste, des observations de l'honorable M. Chastenet, dont nous connaissons l'esprit si juridique et si précis. Mais il me semble que ma réponse est de nature à lui donner satisfaction.

J'en reste, pour ma part, à l'amendement de l'honorable M. Jénouvrier.

M. Guillaume Chastenet. La réponse de M. le rapporteur est très claire et très précise. Je regrette que le texte du projet ne le soit pas autant, alors surtout qu'un mot y suffisait.

J'ai fait une observation que je crois fondée ; je la livre à l'appréciation de la commission, car, en somme, dans le texte que nous allons voter, ma responsabilité est moins engagée que celle de la commission. (*Sourires.*)

M. le président. Il y a sur l'article 1^{er} un amendement de M. Jénouvrier qui propose de rédiger comme suit cet article :

« A partir de la promulgation de la présente loi les rapports entre propriétaires et locataires régis par le code civil seront soumis aux dispositions exceptionnelles et temporaires ci-après. »

La parole est à M. Jénouvrier.

M. Jénouvrier. Je n'ai rien à dire après ce que l'honorable rapporteur vient de déclarer au Sénat ; la commission ayant accepté mon amendement, je demande au Sénat de vouloir bien le voter.

M. Brager de La Ville-Moysan. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Brager de La Ville-Moysan.

M. Brager de La Ville-Moysan. Messieurs, le texte proposé par mon honorable collègue et ami M. Jénouvrier est certainement beaucoup plus clair et plus net que celui que proposait la commission ; il me semble cependant que les premiers mots de cet amendement, qui sont d'ailleurs exactement les mêmes que ceux du texte de la commission, ne répondent pas d'une manière complète à la réalité des faits.

On dit ceci : « A partir de la promulgation de la présente loi... » En prenant ces mots à la lettre, il semblerait que la loi n'aurait aucune espèce d'effet rétroactif. Or il est absolument certain — on n'a qu'à lire les articles pour s'en rendre compte — que la loi va régler les rapports entre propriétaires et locataires, non pas seulement à partir du jour où elle aura été promulguée, mais à partir du mois d'août 1914 ; il me paraît donc inexact de dire que c'est à partir seulement de la promulgation de la loi qu'elle va produire ses effets.

J'estime qu'il y aurait lieu de substituer à cette formule une formule plus claire qui serait celle-ci :

« Pendant la durée de la guerre et les délais supplémentaires ci-après indiqués, les rapports entre propriétaires et locataires, etc., etc... » Cette formule a l'avantage de préciser d'une manière très nette la période à partir de laquelle la loi actuelle commencera à régir les rapports entre propriétaires et locataires, et elle fixe également la date à partir de laquelle ces rapports cesseront d'être régis par notre loi, puisqu'elle indique que les délais supplémentaires indiqués par la loi limiteront son application.

Il me semble que la formule que je sou mets au Sénat est beaucoup plus exacte que le texte proposé par la commission.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'honorable M. de Las Cases, tout à l'heure, disait dans son discours qu'il est très difficile de satisfaire tout le monde. Je m'en aperçois une fois de plus. (*Sourires.*)

Je m'imaginai, en effet, que la formule de l'amendement de M. Jénouvrier donnait satisfaction à M. Brager de La Ville-Moysan.

Pourquoi avons-nous mis : « à partir de la promulgation de la présente loi... » ? Comme je l'ai dit dans mes observations générales, nous avons voulu signifier le retour au droit commun, nous avons voulu mettre fin aux moratoires civils et judiciaires. Vous dites qu'il y a des dispositions qui pourront rétroagir dans le passé : c'est évident, il y aura des effets dans le passé et dans l'avenir. Je ne vois pas la nécessité de modifier les premières lignes de l'amendement de M. Jénouvrier, et je suis forcé de m'en tenir à ce dernier amendement. (*Très bien !*)

M. Brager de La Ville-Moysan. L'honorable rapporteur dit que la loi établit des dispositions exceptionnelles et temporaires ; je suis d'accord avec lui ; mais ces dispositions, par la nature même des choses, ne s'appliqueront pas seulement à partir de la promulgation de la loi, elles rétroagiront.

M. Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice. Qu'est-ce qu'une loi qui n'est pas promulguée ? Ce n'est rien du tout ! Elle n'a d'effet qu'à partir de la promulgation.

M. le président. Il résulte de la déclaration de M. le rapporteur que l'amendement

de M. Jénouvrier accepté par la commission est devenu l'article 1^{er}.

M. le rapporteur. Parfaitement, monsieur le président.

M. le président. M. Brager de La Ville-Moysan, proposant d'amender ce texte, je vais consulter le Sénat sur la nouvelle disposition suivante :

« Pendant la durée de la guerre et les délais supplémentaires ci-après indiqués, les rapports entre propriétaires et locataires... », le reste comme à l'article.

Je vais mettre aux voix la prise en considération.

M. le rapporteur. La commission et le Gouvernement repoussent l'amendement de M. Brager de La Ville-Moysan.

(L'amendement n'est pas pris en considération.)

M. le président. Je donne une nouvelle lecture de l'article 1^{er} tel qu'il résulte de l'amendement de M. Jénouvrier, accepté par la commission :

« A partir de la promulgation de la présente loi, les rapports entre propriétaires et locataires régis par le code civil seront soumis aux dispositions exceptionnelles et temporaires ci-après. »

Je mets aux voix l'article 1^{er} ainsi modifié.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. le président.

TITRE 1^{er}

RÉSILIATIONS

« Art. 2. — Les baux à loyer seront, sans préjudice des causes de résiliation résultant du droit commun ou des conventions, résiliables conformément aux dispositions suivantes : » (Adopté.)

« Art. 3. — Lorsque le locataire a été tué à l'ennemi ou est décédé des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail est résilié de plein droit sans indemnité, sur la déclaration de sa veuve, de ses héritiers en ligne directe, ou, à leur défaut, de ses héritiers collatéraux, si ceux-ci habitaient ordinairement avec lui les lieux loués.

« La déclaration sera faite au greffe de la justice de paix où elle sera consignée sur un registre spécial et transmise au bailleur par les soins du greffe.

« Cette déclaration aura lieu, à peine de forclusion, dans les six mois qui suivront le décès ou l'avis officiel du décès, et, si le décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, dans les six mois de cette promulgation.

« Lorsque le propriétaire pourra établir qu'il avait effectué dans les lieux loués des aménagements exceptionnels qu'il devait amortir par le prix de la location et la durée du bail, la commission arbitrale, prévue au titre III de la présente loi, pourra, en tenant compte de la situation de fortune des parties, décider que la résiliation aura lieu moyennant une indemnité dont elle fixera le montant. »

Sur cet article il y avait amendement de M. Lemarié...

M. le rapporteur. Que M. Lemarié a eu l'obligeance de retirer.

M. le président. L'amendement étant retiré, je vais mettre aux voix l'article 3.

M. Vieu. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Vieu.

M. Vieu. La commission a substitué la déclaration au greffe de la justice de paix à la lettre recommandée, qui avait été adoptée par la Chambre des députés,

M. le rapporteur nous dit, dans son rapport, que la lettre recommandée avait été écartée parce qu'elle était de nature à provoquer des abus et des difficultés.

Je ne les aperçois pas.

Il me semble, par contre, que la déclaration au greffe entraînera avec elle des difficultés beaucoup plus certaines. Il faudra que le locataire se présente au greffe : il faudra un registre spécial, d'où surcroît de formalités pour le justiciable et de travail pour le greffier.

Qui payera ce dernier ?

La commission a estimé que la lettre recommandée doit suffire lorsqu'il s'agit, par exemple, de notifier les décisions de la commission arbitrale aux parties défaillantes. Je ne vois pas pourquoi elle n'aurait pas le même effet suffisant dans le cas de résiliation prévu par l'article 3.

Il serait, à mon avis, beaucoup plus simple et plus commode de maintenir la lettre recommandée.

M. le rapporteur. Non. Il y a ici une différence importante avec le texte de la Chambre. En matière de résiliation, au lieu du délai uniforme prévu par la Chambre, délai qui allait jusqu'à six mois après les hostilités, nous impartissons, à partir du moment où l'événement est certain, un délai dans lequel, à peine de forclusion, le demandeur en résiliation doit formuler sa demande.

Etant donné ce délai, qui se traduit par une sanction de forclusion, il faut qu'il y ait un point de départ certain. Nous avons craint que la lettre recommandée ne le constituât point.

Je me permets de dire en passant que nous abusons un peu dans les lois de la substitution de la lettre recommandée aux formalités extra-judiciaires, plus sûres, qui étaient prévues jusqu'à présent. Il s'agit ici d'un délai de six mois qui courra à partir de la demande en résiliation.

La personne à laquelle est adressée la lettre recommandée pourra prétendre n'avoir rien reçu.

Quelle sera la preuve ? Vous aurez en mains un récépissé de lettre recommandée, mais vous ne pourrez établir ce qu'il y avait dans la lettre.

Nous avons voulu, je le répète, un point de départ certain, étant donné le caractère de forclusion qui s'attache à la demande. Je suis convaincu que cette explication donnera satisfaction à l'honorable M. Vieu.

M. André Lebert. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Lebert.

M. André Lebert. Je demande à M. le rapporteur une précision de commentaire au sujet de l'alinéa 3 de l'article 3.

Je lis : « Cette déclaration aura lieu... dans les six mois qui suivront le décès ou l'avis officiel du décès ».

Chacun sait combien il est parfois délicat, mais toujours nécessaire, de fixer avec netteté le point de départ des délais de forclusion.

Je me demande s'il n'y a pas ambiguïté, discussion possible à cause de la juxtaposition des mots « décès » ou « avis officiel du décès ». La date du décès n'est pas celle de l'avis officiel. S'agit-il de l'une ou de l'autre de ces dates ? Assurément pas, mais bien de l'une et de l'autre, suivant la double hypothèse qu'a certainement envisagée la commission.

Le point de départ du délai de six mois sera le décès, si l'acte a pu en être dressé au jour où l'événement douloureux s'est produit, comme il advient quand le mobilisé décède dans un hôpital ou dans une formation sanitaire de l'arrière.

Le point de départ du même délai de six mois sera, au contraire, la date de l'avis officiel du décès, tel qu'il est adressé à nos

mairies par l'autorité militaire, quand la mort, à une date plus ou moins certaine, a frappé le mobilisé dans la zone des armées combattantes.

Je souhaiterais que M. le rapporteur voulût bien nous dire si ma pensée est conforme à la sienne et s'il n'y a aucune confusion possible à cause des mots : « les six mois qui suivront le décès ou l'avis officiel du décès ».

M. le rapporteur. La pensée de la commission est tout à fait conforme à celle que vient d'exposer avec sa clarté habituelle l'honorable M. Lebert. Il peut y avoir, d'une part, le décès immédiatement connu de la famille. Il peut aussi arriver que le décès ne soit pas connu immédiatement, comme cela s'est vu souvent en temps de guerre, et alors c'est l'avis officiel du décès adressé par le ministère de la guerre.

Je remercie l'honorable M. Lebert de son observation, et je ne puis que confirmer son commentaire.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation sur l'article 3 ?...

Je le mets aux voix.

(L'article 3 est adopté.)

M. le président. « Art. 4. — La résiliation du bail peut, dans les mêmes cas, et sous réserve de la déclaration prévue à l'article 3 dans les délais déterminés par ledit article, être prononcée sur la demande des autres héritiers du locataire. Elle est alors ordonnée par la commission arbitrale, avec ou sans indemnité, suivant les circonstances. » (Adopté.)

« Art. 5. La résiliation peut être prononcée sans indemnité, sur la demande de la femme, des enfants ou, à leur défaut, des ascendants des locataires appelés sous les drapeaux, dont le décès, sans avoir été officiellement constaté, peut être présumé. »

« La déclaration prévue à l'article 3 doit alors être faite, à peine de forclusion, dans les six mois de l'avis donné par le ministère de la guerre qu'il y a présomption de décès. »

« Si l'avis de présomption de décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, la déclaration devra être faite dans le délai de six mois à dater de la dite promulgation. » (Adopté.)

« Art. 6. — Lorsque tous les membres d'une société en nom collectif ou tous les gérants d'une société en commandite simple ont été tués à l'ennemi ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, le bail conclu par la société est résilié de plein droit sur la déclaration du liquidateur ou, à défaut de liquidateur, sur la déclaration des héritiers. »

« Si l'un des associés en nom collectif ou en commandite a été tué à l'ennemi ou est mort des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux, et si son décès a entraîné la dissolution de la société, la résiliation du bail peut être prononcée sur la demande du liquidateur ou, à défaut de liquidateur, sur la demande d'un ayant droit. »

« La déclaration prévue à l'article 3 doit être faite à peine de forclusion dans les cas déterminés au paragraphe 1^{er} du présent article, dans les trois mois de l'avis officiel du décès du dernier sociétaire en nom collectif ou du dernier gérant de la société en commandite simple. Dans le cas prévu par le troisième paragraphe, elle doit être faite dans les trois mois de la dissolution de la société. »

« Si le décès prévu au paragraphe 1^{er} ou si la dissolution de société prévue au troisième paragraphe sont antérieurs à la promulgation de la présente loi, les délais ci-dessus impartis courent à partir de ladite promulgation. »

« La résiliation dans les cas prévus par le présent article a lieu, suivant les circonstances, avec ou sans indemnité. »

M. le président. La parole est à M. Vieu.

M. Vieu. Je désire appeler l'attention de M. le rapporteur et de la commission sur le point suivant :

Nous sommes ici en matière de sociétés en nom collectif : lorsque tous les membres ont été tués à l'ennemi ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie contractée sous les drapeaux le bail peut être résilié de plein droit sur la déclaration du liquidateur ou des héritiers.

Or, l'article 550 du code de commerce, prévoit, en matière de faillite que « si le bail est résilié, le propriétaire d'immeubles affectés à l'industrie ou au commerce du failli aura privilège pour les deux dernières années de location échues avant le jugement déclaratif de faillite, pour l'année courante, pour tout ce qui concerne l'exécution du bail et pour les dommages-intérêts qui pourront lui être alloués par les tribunaux. »

Je demande si cet article du code de commerce restera applicable.

Dans le cas que vise l'article 6 de la commission, il me semble que le propriétaire peut avoir le droit — je ne dis pas qu'il en usera — de demander, s'il y a des créanciers sociaux qui ne sont pas encore désintéressés, la déclaration de la faillite de ses débiteurs. Il y aura lieu alors à application de l'article 550 du code de commerce.

J'appelle l'attention de la commission et de M. le rapporteur sur cette question qui me paraît particulièrement intéressante et je serais heureux de connaître leur avis sur les conséquences de cette dualité de dispositions.

M. le rapporteur. Il s'agit, dans notre article 6, uniquement de la résiliation, des conditions dans lesquelles elle pourra être demandée, de la date à laquelle elle produira ses effets. L'honorable M. Vieu soulève une question très intéressante mais qui est d'un autre ordre : elle sera examinée dans un instant à propos d'un autre article.

M. Vieu a fait allusion au privilège du bailleur en cas de faillite déterminé par l'article 550 du code de commerce, modifié par la loi du 11 février 1872. Nous aurons, à propos d'un amendement déposé par M. Teuron sur lequel il y a, je crois, contradiction entre le Gouvernement et lui, à nous expliquer sur les droits du bailleur en cas de faillite, sur le montant de la créance pour laquelle il pourra produire ; nous nous expliquerons en même temps, si M. Vieu le veut bien sur le privilège du bailleur en cas de faillite. Ainsi les droits de M. Vieu sont réservés et il n'y a aucun inconvénient à voter, dans les termes où il est conçu, l'article 6.

M. Vieu. Sous cette réserve, je ne m'oppose pas au vote de l'article.

M. le président. Je mets aux voix l'article 6.

(L'article 6 est adopté.)

M. le président. « Art. 7. — Si le locataire qui a été mobilisé établit que, par suite de blessures reçues ou de maladie, il n'est plus en état d'exercer la profession pour laquelle il avait conclu le bail, ou qu'il a subi une diminution notable et permanente de sa capacité professionnelle et qu'il se trouve privé désormais des ressources normales nécessaires pour payer le prix du bail, la résiliation sera prononcée sur sa demande sans indemnité.

« Le locataire, dans les cas prévus au paragraphe précédent, devra faire, à peine de forclusion, la déclaration prévue par l'article 3, dans les six mois qui suivront sa

mise en réforme et, si cette mise en réforme est antérieure à la promulgation de la présente loi, dans les six mois, de ladite promulgation. »

M. Vieu. L'observation que je viens de faire s'appliquait également aux articles 7, 8 et 9, mais étant donné que des explications seront fournies sur l'ensemble de ces articles par la commission, je n'insiste pas pour le moment.

M. le président. Je mets aux voix l'article 7.

(L'article 7 est adopté.)

M. le président. « Art. 8. — Seront admis au bénéfice des dispositions qui précèdent et, dans les mêmes conditions, les veuves et les héritiers des locataires qui, sans être mobilisés, ont été tués au cours de faits de guerre ou sont morts des suites de blessures reçues ou de maladie se rattachant à ces faits.

« La déclaration prévue à l'article 3 devra être faite dans les six mois de l'avis officiel du décès et si cet avis de décès est antérieur à la promulgation de la présente loi, dans les six mois de ladite promulgation. »

— (Adopté.)

« Art. 9. — La résiliation du bail pourra être prononcée avec ou sans indemnité sur la demande du locataire qui justifiera que, par suite des conséquences de la guerre, il se trouve privé des ressources nécessaires à l'exécution du bail. Cette déclaration devra être faite, à peine de forclusion, au plus tard dans les trois mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités. »

Il y a sur cet article un amendement de M. Lemarié qui propose de le rédiger ainsi :

« La résiliation du bail pourra être prononcée, avec ou sans indemnité, sur la demande du locataire qui justifiera que, par suite des conséquences de la guerre, il se trouve privé des ressources nécessaires à l'exécution du bail, ou qu'il n'a pu, par suite de mobilisation, entrer en jouissance des lieux loués.

« Cette déclaration devra être faite, à peine de forclusion, au plus tard dans les trois mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, s'il s'agit du premier cas, et, dans le second cas, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi. »

La parole est à M. Lemarié.

M. Lemarié. Messieurs, mon amendement ajoute au texte de l'article 9 une disposition qui a pour objet de créer un nouveau cas de résiliation, mais de résiliation qui devra être soumise à la commission arbitrale et non d'une résiliation de plein droit.

Supposons un individu qui a passé un bail quelques jours avant la guerre : il avait l'intention de s'établir à Paris, par exemple, et, au mois de juin ou de juillet 1914, il a loué un appartement pour entrer en jouissance au mois d'octobre suivant. Il est mobilisé dès le 2 août 1914 ; il lui a été impossible d'entrer en possession de l'appartement loué.

Il est véritablement cruel de l'obliger à payer le prix de cet appartement pendant toute la durée de la guerre.

Je ne demande pas qu'on accorde à ce locataire le droit de provoquer la résiliation du bail avec effet rétroactif, je demande qu'il ait le droit de provoquer la résiliation du bail à partir de la promulgation de la loi et dans un délai qui est indiqué dans le second alinéa de mon amendement.

La déclaration, en ce qui concerne les cas prévus par le texte de la commission, doit être faite dans les trois mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités ;

dans le cas qui me préoccupe, je demande que la déclaration soit faite dans les trois mois de la promulgation de la présente loi.

La commission a trouvé que cet amendement avait pour objet de donner satisfaction à une situation très intéressante, elle l'a accueilli : je demande au Sénat de ratifier la décision de la commission. (Très bien ! très bien !)

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'honorable M. Lemarié apporte à notre article 9 une amélioration dont la commission reconnaît volontiers l'utilité. Notre article ouvrait le droit de demander la résiliation au locataire qui justifierait que, par suite des conséquences de la guerre, il se trouverait privé des ressources nécessaires à l'exécution du bail.

Il est entendu que cette première cause de résiliation est maintenue.

L'honorable M. Lemarié envisage le cas du locataire qui avait passé un bail et qui, à cause de sa mobilisation, n'a pu entrer en jouissance des lieux loués.

Je reconnais qu'il est utile que la commission arbitrale puisse tenir compte de situations aussi intéressantes et la commission accepte, d'accord avec le Gouvernement, l'amendement de l'honorable M. Lemarié.

M. le garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. Messieurs, je ne discute pas l'amendement devenu le texte de la commission. Le Gouvernement l'accepte. Je veux simplement dire qu'à l'article 13, la commission a bien voulu adopter une suggestion que je lui avais soumise : il est dit dans cet article 13 qu'il fallait que les ressources fussent normales. C'est par suite d'un lapsus que ce mot « normales » ne figure pas dans l'article 9.

Je demanderai en conséquence, d'accord avec la commission, que le texte soit ainsi modifié : « La résiliation du bail pourra être prononcée avec ou sans indemnité sur la demande du locataire qui justifiera que, par suite des conséquences de la guerre, il se trouve privé des ressources normales nécessaires à l'exécution du bail... etc. »

M. le rapporteur. La rectification signalée est conforme à celle qui a déjà été faite à l'article 7.

La commission ne peut que l'accepter.

M. le président. Je donne lecture de l'article 9 ainsi rectifié :

« La résiliation du bail pourra être prononcée, avec ou sans indemnité, sur la demande du locataire qui justifiera que, par suite des conséquences de la guerre, il se trouve privé des ressources normales nécessaires à l'exécution du bail, ou qu'il n'a pu, par suite de mobilisation, entrer en jouissance des lieux loués.

« Cette déclaration devra être faite, à peine de forclusion, au plus tard dans les trois mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, s'il s'agit du premier cas, et, dans le second cas, dans les trois mois de la promulgation de la présente loi. »

Je mets ce texte aux voix.

L'article 9 est adopté.

M. le président. « Art. 10. — La résiliation du bail pourra de même, sans préjudice de ce qui est dit à l'article 2, être prononcée, avec ou sans indemnité, à la demande du bailleur qui justifiera :

« 1° Ou que le locataire emploie la chose louée à un autre usage que celui auquel

elle a été destinée et cause ainsi un dommage au bailleur ;

« 2° Ou que le locataire ne jouit pas des lieux loués en bon père de famille ;

« 3° Ou que le locataire, non exonéré en vertu de la présente loi, ne se conforme pas, en ce qui concerne les paiements, aux décisions de la commission arbitrale ;

« 4° Ou que le locataire avait signifié au bailleur la résiliation du bail avant le 1^{er} août 1914. »

La parole est à M. Chastenot sur l'article.

M. Guillaume Chastenot. Messieurs, cet article 10 règle les conditions de résiliation en cas de bail, je n'ai rien à dire sur cette rédaction à laquelle je me rallie.

Mais, en dehors d'un bail, d'un lien de droit entre un propriétaire et son locataire, il y a des situations de fait qui sont extrêmement délicates et à propos desquelles je voudrais poser une question à M. le garde des sceaux et, s'il le permet, à son très éminent directeur des affaires civiles.

Voici par exemple un fait qui se présente. Un ménage, un mari et une femme sont employés dans une maison en qualité de valet et de femme de chambre. Il sont logés dans les pièces du dernier étage réservé aux domestiques. Le mari, valet de chambre, a été mobilisé.

Sa femme abandonne son service. Elle y trouve d'abord cet avantage qu'elle peut ainsi être admise à l'allocation journalière. De plus, elle va faire des journées en ville. En outre, elle a la prétention de conserver son logement. Dans ce petit logement elle amène d'ailleurs des gens sur lesquels il est assez difficile de se renseigner. Que faire en pareil cas ?

La question se pose à peu près semblable dans d'autres espèces.

Voici un jardinier, un cocher, qui, avec leurs femmes, habitaient un pavillon séparé. L'homme est parti, la femme reste ; elle n'est pas locataire ; va-t-elle pouvoir s'obstiner à demeurer et à priver le propriétaire de la jouissance de ses locaux ? Dans nos campagnes, on installe souvent des domestiques de terre, des bordiers, des vigneronnes, hommes et femmes, dans des maisonnettes séparées. Le mari a été mobilisé ; la femme, pour une raison ou pour une autre, cesse de donner son temps au propriétaire, elle va travailler ailleurs. Si elle s'obstine à demeurer dans les locaux qu'elle occupe, bien qu'elle n'en soit locataire à aucun degré, le propriétaire auquel cette habitation est nécessaire pour les besoins de son exploitation agricole ne peut-il donc d'aucune façon en reprendre la jouissance ? Nous ne sommes plus en matière de baux, mais devant le fait d'une occupation qui, très souvent, ne peut être justifiée.

N'est-il, pour le propriétaire lésé, aucun moyen de droit, en dehors de la violence, qui lui permette de recouvrer l'usage des locaux qu'il n'a mis à la disposition de ses domestiques de la terre que parce que ceux-ci s'employaient à son service et pour les besoins de sa propriété ? Il ne saurait en être ainsi, et c'est pour cela que, prévoyant la réponse qui me sera faite, et qui me donnera satisfaction, je pose la question à M. le garde des sceaux, afin que la réponse qu'il voudra bien me faire puisse servir de direction à ses magistrats (*Très bien ! très bien !*)

M. le garde des sceaux. M. Chastenot pose une question qui ne peut être résolue que par le juge placé en présence du fait. Si j'ai bien compris cette question, elle se pose ainsi :

Des personnes occupent indûment un logement en ne rendant pas les services pour lesquels ce logement leur a été concédé. Quel sera le droit du propriétaire en présence de cette rupture de contrat ? Je ré-

ponds : cela dépend de la nature du contrat existant entre le propriétaire et ces personnes. Ce contrat peut être de plusieurs sortes. Ou c'est un contrat de louage, en ce sens que les personnes en question sont des serviteurs à gages, attachés à la personne. Or, le projet que nous discutons n'a aucun rapport avec le contrat de louage : le propriétaire peut les faire expulser de son domicile.

Ou, au contraire, il y a un contrat de bail, passé avec des personnes qui résident dans l'immeuble, qui ne sont aux gages de personne, mais qui prétendent se prévaloir d'une sorte de concession de jouissance ; alors nous restons dans le cas de la loi et je crois pouvoir dire, qu'il n'est pas possible d'introduire des exceptions. Ces personnes restent régies par le projet de loi et dans la mesure où il l'indique.

M. Guillaume Chastenot. La réponse me donne satisfaction ; il était intéressant qu'elle fût donnée publiquement.

M. le président. M. Touron propose de rediger le 4^e de cet article, comme suit :

« 4° Ou que le bail avait été régulièrement dénoncé par l'une des parties avant le 1^{er} août 1914. »

M. le rapporteur. Cet amendement précise la quatrième hypothèse de notre article 10.

Nous avons dit : « 4° Ou que le locataire avait signifié au bailleur la résiliation du bail avant le 1^{er} août 1914. » Je reconnais que la formule « signifier la résiliation du bail » n'est ni élégante, ni précise. Elle exprime l'idée d'une dénonciation du bail aux époques prévues par le bail lui-même. Ce droit de dénonciation appartient d'ailleurs dans le plus grand nombre de cas, à l'une ou à l'autre des parties. C'est ce que M. Touron propose d'écrire : La commission accepte l'amendement de M. Touron qui se substitue ainsi au 4^e de notre article.

M. le président. La commission accepte le texte de M. Touron qu'elle substitue au sien.

Je mets aux voix l'art. 10 ainsi modifié. (L'article 10 est adopté.)

M. le président. « Art. 11. — Dans tous les cas prévus ci-dessus, la résiliation devra être déclarée ou prononcée pour un terme d'usage en observant les délais ordinaires des congés, sans que ceux-ci puissent excéder trois mois. Toutefois, la commission arbitrale pourra ordonner que la résiliation produira effet à partir d'une autre date fixée par elle. » — (Adopté.)

« Art. 12. — La demande de résiliation du bail de l'immeuble dans lequel s'exploite un fonds de commerce grevé d'inscriptions doit être notifiée aux créanciers antérieurement inscrits.

« Le locataire devra produire à l'appui de sa demande en résiliation un état des inscriptions pouvant grever son fonds, ou un certificat négatif.

« Les créanciers pourront notifier leur opposition dans le délai de quinzaine, à la charge de déclarer qu'ils entendent continuer le bail et d'en assumer les charges à leurs risques et périls pour parvenir à la résiliation dans les conditions prévues par la loi du 17 mars 1909. » — (Adopté.)

M. le président. La commission présente pour l'article 13 une nouvelle rédaction, dont je donne lecture :

TITRE II

EXONÉRATIONS ET DÉLAIS

« Art. 13. — Sans préjudice des règles du droit commun et des clauses des conven-

tions, il pourra être accordé, pour la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, des réductions de prix pouvant aller à titre exceptionnel jusqu'à l'exonération totale, au locataire qui justifiera que, par le fait de la guerre, il a été privé, ou bien des avantages d'utilité ou d'usage de la chose louée, ou bien des ressources normales nécessaires au paiement de ses loyers.

« Dans tous les cas, la commission arbitrale devra tenir compte, tant pour admettre le droit à la réduction que pour en déterminer l'étendue, de l'ensemble des ressources et des charges du locataire. »

Il y avait sur cet article un amendement de M. Louis Martin qui propose de rédiger comme suit la fin du premier alinéa : « ... ou bien d'une notable partie des ressources sur lesquelles il pouvait compter pour faire face au paiement du loyer ».

M. Louis Martin. Je retire mon amendement. La commission me donnant satisfaction.

M. le président. L'amendement étant retiré, je mets aux voix l'article 13. (L'article 13 est adopté.)

M. le président. « Art. 14. — Dans tous les cas, il pourra être accordé au locataire, suivant les circonstances, terme et délai pour se libérer, soit en totalité, soit par fractions. » — (Adopté.)

« Art. 15. — Sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 13 et comme tels totalement exonérés du paiement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus ou à échoir pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, les locataires mobilisés, privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement ou salaire habituel et ne recevant pas une solde égale ou supérieure audit traitement ou salaire, pourvu qu'ils occupent des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories suivantes :

« 1° A Paris et dans le département de la Seine :

« Locaux d'un loyer inférieur ou égal à 400 fr., si le locataire est célibataire ; à 500 fr., s'il est marié ;

« 2° Dans les communes de 100,001 habitants et au-dessus :

« Logements dont le loyer est égal ou inférieur à 300 fr., si le locataire est célibataire ; à 350 fr. s'il est marié ;

« 3° Dans les communes de 20,001 à 100,000 habitants :

« Logements d'un loyer inférieur ou égal à 200 fr., si le locataire est célibataire ; à 250 fr., s'il est marié ;

« 4° Dans les communes de 5,001 à 20,000 habitants :

« Logements d'un loyer inférieur ou égal à 150 fr., si le locataire est célibataire ; à 200 fr. s'il est marié ;

« 5° Dans les communes de 1,000 à 5,000 habitants :

« Logements d'un loyer inférieur ou égal à 100 fr., si le locataire est célibataire ; à 150 fr. s'il est marié.

« 6° Dans les communes de moins de 1,000 habitants :

« Logements d'un loyer inférieur ou égal à 75 fr., si le locataire est célibataire ; à 100 fr. s'il est marié.

« Les chiffres prévus aux paragraphes précédents seront majorés de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge du locataire dans les villes de plus de 5,000 habitants et de 25 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge, dans les autres communes.

« Si les locataires désignés au paragraphe premier n'ont été mobilisés que pendant une partie de la guerre, ou n'ont été privés, par

suite de cette mobilisation de leur traitement ou salaire habituel que pendant une partie de la guerre. L'exonération de plein droit ne s'appliquera, sauf ce qui sera dit à l'article 16, qu'à la période durant laquelle ils auront été mobilisés, ou pendant laquelle ils auront été privés de leur traitement ou salaire.

« L'exonération accordée par le premier alinéa pour les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, ne s'appliquera qu'aux locataires ayant été mobilisés au moins pendant les six derniers mois précédant ladite cessation des hostilités. »

Il y a sur cet article un amendement de M. Reynald ainsi conçu :

« Rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

« Sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 13 et comme tels totalement exonérés du paiement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus ou à échoir, pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, les locataires mobilisés, privés par suite de cette mobilisation de leur traitement, gain ou salaire habituel et ne recevant pas une solde ou une rétribution égale ou supérieure audit traitement, gain ou salaire, pourvu qu'ils occupent des locaux rentrant dans l'une des catégories suivantes. »

La parole est à M. Reynald.

M. Reynald. Messieurs, l'amendement que j'ai l'honneur de proposer ne semble pas aller à l'encontre de la pensée de la commission.

Il porte simplement sur des modifications de mots. Il a été inspiré simplement par un désir de précision meilleure.

L'article 15 a pour objet de déterminer quelle est la catégorie de locataires qui peuvent bénéficier de l'exonération de plein droit. Ce sont les locataires mobilisés. Encore faut-il qu'une double condition soit remplie.

Cette double condition est exprimée de la façon suivante par le texte de la commission qui décide que « bénéficient des dispositions de l'article 15 les locataires mobilisés, privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement ou salaire habituel et ne recevant pas une solde égale ou supérieure audit traitement ou salaire, pourvu qu'ils occupent des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories suivantes :... »

Il m'a paru que les mots « traitement ou salaire » ne sont pas suffisants pour englober l'ensemble des ressources que le locataire pouvait avoir avant la mobilisation. Je propose d'y ajouter le mot « gain » qui s'applique mieux aux revenus industriels et commerciaux.

M. le rapporteur. Très bien !

M. Reynald. Inversement, lorsqu'il s'agit de définir quelles peuvent être les ressources dont dispose le locataire militarisé, le mot « solde », qui est le seul employé par la commission, me paraît de sens trop restreint. La solde est essentiellement la paye militaire, l'appointement du grade. Or, il peut fort bien arriver qu'un mobilisé, détaché dans une usine comme technicien, ou bien de par sa profession agent des chemins de fer et militarisé dans son emploi, trouve dans ces fonctions des ressources égalant celles dont il disposait antérieurement.

J'ai adjoint le mot « rétribution » qui me paraît avoir une portée plus générale et s'appliquer aux divers cas.

Enfin, pour exprimer que seuls les locataires habitant des locaux rentrant dans la catégorie des petits loyers bénéficient de ces dispositions, l'article 15 dresse la liste

des petits loyers et établit des catégories variables suivant l'importance des villes et des localités, en employant pour désigner les lieux loués les mots logements d'habitation.

Il m'a paru que ce dernier terme crée une équivoque. Il est bien entendu que nous voulons que le prix du loyer pris comme base du classement, porte sur la totalité des locaux occupés. Il ne faudrait pas que, par exemple, au cours d'une discussion devant la commission arbitrale, tel locataire payant un loyer de 800 fr. vint dire : « Je paie 800 fr. mais les locaux que j'occupe comprennent à la fois un logement d'habitation et un atelier, une boutique ou un magasin. Vous n'avez visé dans l'article que les logements d'habitation ; il y a par conséquent une ventilation à faire et ma situation ne doit être appréciée que sur la fraction du prix s'appliquant à la partie des locaux afférente à l'habitation. »

Je répète qu'il ne doit pas y avoir de doute à cet égard, que nous ne distinguons pas la partie de l'immeuble utilisée pour le logement personnel de celle qui a une affectation industrielle ou commerciale. Pour apporter une définition plus précise, et qui ne puisse prêter ni à confusion ni à équivoque, j'ai fait usage d'un terme qui se trouve dans d'autres passages du projet de loi, le mot « locaux ». Par sa portée d'ensemble et générale, il supprime toute discussion éventuelle et ne permet à personne de songer à étendre abusivement à son profit le bénéfice des dispositions de la loi.

Je crois que la commission ne verra pas d'inconvénient à adopter ces simples rectifications de détail.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Messieurs, notre distingué collègue Reynald a l'habitude d'apporter tant de précision dans ses paroles qu'il n'y a rien à y ajouter. La commission accepte son amendement. (Très bien !)

M. Gaudin de Villaine. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Gaudin de Villaine.

M. Gaudin de Villaine. Messieurs, si j'ai demandé la parole, ce n'est pas pour proposer un amendement ; c'est tout simplement pour soumettre au Sénat une observation qui aurait peut-être dû lui être présentée par les représentants de la ville de Paris. (Mouvements divers.)

Je lis dans l'article :

« 1° A Paris et dans le département de la Seine :

« Locaux d'un loyer inférieur ou égal à 400 fr., si le locataire est célibataire ; à 500 fr. s'il est marié ;

« 2° Dans les communes, etc. »

Et plus loin :

« Les chiffres prévus aux paragraphes précédents seront majorés de 50 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge du locataire dans les villes de plus de 5,000 habitants et de 25 francs par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge, dans les autres communes. »

Eh bien, messieurs, ce texte est inopérant à Paris. Prenons, en effet, un ménage ouvrier dont le très modeste logement se compose de deux ou trois pièces au plus, indispensables. Quand un de ces ménages veut, pour loger son enfant d'une façon plus hygiénique, et aussi plus morale, augmenter d'une pièce son logement, l'accroissement du loyer est immédiatement et sans fractionnement, de 100 fr. Si en effet, dans

les logements bourgeois à Paris, il est d'usage, de la part des propriétaires, d'augmenter le prix de location de 1,000 fr. par chambre supplémentaire, pour les logements ouvriers, le chiffre de 100 fr. est admis en principe dans les conditions identiques. (Assentiment sur divers bancs.)

Par conséquent, si vous accordez 50 fr., ce chiffre est inopérant, comme je le disais en commençant, dès lors, votre texte, en ayant l'air de faire quelque chose pour les petits ménages parisiens, ne leur accorde rien. Je propose donc de fixer le chiffre à 100 fr. pour Paris, en conservant les autres chiffres indiqués pour les villes de population moindre. (Très bien ! très bien ! sur divers bancs.)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. L'article 15 énumère les catégories de logements dont les locataires mobilisés sont exonérés de plein droit, et nous allons voir l'article 16 renvoyer à l'article 15, en ce qui concerne les petits locataires non mobilisés. Nous avons pris des chiffres que nous avons cru raisonnables : évidemment, en pareil cas, on ne peut pas arriver à une appréciation indiscutable.

Nous nous sommes basés sur des statistiques. Et à quoi aboutissons-nous ?

En ce qui concerne Paris et le département de la Seine, nous prenons comme chiffre de logement 500 fr. si le locataire est marié, et nous ajoutons 50 fr. par enfant. Par conséquent, quand le locataire a deux enfants, c'est le loyer de 600 fr. qui est visé. Cela veut-il dire que les gens qui ont un loyer de plus de 600 fr. ne pourront obtenir aucune réduction ? Non, car ils sont placés sous le régime de l'article 13 et pourront obtenir une réduction de la commission arbitrale.

Quelle est la conséquence des chiffres que nous fixons à cet article 15 ? C'est que, seuls, les propriétaires des petits logements recevront une indemnité. Je vois M. le représentant du ministère des finances, faire un geste qui signifie que l'on est déjà allé loin dans cette voie. Nous indemnisons le propriétaire des petits logements énoncés dans l'article 15, parce qu'il y a là, pour les locataires, une exonération de plein droit.

Nous avons préparé, je crois, un texte équitable, nous avons mis les chiffres suivant l'importance des villes : 600 fr. à Paris, s'agissant d'un ménage avec deux enfants. Je sais bien que ce n'est pas un gros loyer, mais il fallait s'arrêter à une limite pour la catégorie des petits logements. Je demande donc au Sénat de bien vouloir maintenir le chiffre de la commission.

J'ajoute, pour répondre à une observation de mon compatriote M. Gaudin de Villaine qui ne me pardonnerait pas de la laisser sans réponse, que ceux des représentants du département de la Seine qui faisaient partie de la commission, MM. Poirrier, Charles Deloncle et Steeg, ont, au nom de la représentation si dévouée de leur département, très chaleureusement défendu les intérêts de leurs commettants.

M. Paul Strauss. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Strauss.

M. Paul Strauss. Nous remercions M. Gaudin de Villaine du concours apporté par lui aux efforts tentés par les sénateurs de la Seine, au sein de la commission. Nous aurions été très heureux que la commission introduisit dans son texte la majoration de 100 fr. pour les petits loyers telle que la Chambre l'avait adoptée.

Les petits ménages chargés d'enfants

supportent des charges si fortes que l'on ne saurait se montrer trop généreux ou trop prévoyant à leur égard.

Par conséquent, nous serions extrêmement heureux que le Sénat voulut bien accepter le relèvement du chiffre de 50 à 100 fr. de majoration par enfant, et nous insistons à nouveau auprès de M. le rapporteur de la commission.

M. Gaudin de Villaine. Je tiens à bien préciser ma pensée que mon très distingué compatriote, M. Chéron, ne me paraît pas avoir comprise exactement.

M. le rapporteur. Mais si !

M. Gaudin de Villaine. J'ai obéi, en intervenant, à une préoccupation d'hygiène et de moralité. Dans les petits logements d'ouvriers la promiscuité est très dangereuse et déplorable. (*Adhésion.*)

M. le rapporteur. Je suis de votre avis.

M. Gaudin de Villaine. On ne saurait donc trop encourager les petits ménages à séparer la chambre des enfants de celle des parents. Chez beaucoup d'ouvriers, cette pensée maîtresse amène la location d'une chambre complémentaire; qu'il y ait un enfant ou deux, c'est la même chose au point de vue de la moralité et de l'hygiène. C'est sur ce point que j'aurais désiré une amélioration. Du moment que le logement s'accroît d'une chambre, l'augmentation de loyer est de 100 fr., invariablement. Donc, si vous accordez moins de 100 fr., cela revient à ne rien accorder. Voilà ma pensée.

M. le garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. M. le ministre des finances est retenu par d'autres obligations dans une autre Chambre. S'il était présent, il insisterait plus fortement que moi pour demander le maintien du texte présenté par la commission. Il ferait valoir que la question qui se pose est d'ordre financier et qu'à l'heure présente, il est obligé de compter avec les questions de cette nature.

Il avait produit cette observation devant la Chambre et je suis certain qu'il la reproduirait devant vous. Il constaterait, avec M. Chéron, que des augmentations de 50 fr., qui se cumulent par tête d'enfant, finissent par permettre à un loyer d'être couvert jusqu'à 650 fr. si le père de famille a trois enfants, et 600 fr. s'il en a deux. Je me borne à rappeler ces paroles prononcées par M. le ministre des finances, lorsqu'il a été conduit à demander le maintien du texte qui vous est présenté.

M. Gaudin de Villaine. Mon observation demeure, cependant.

M. le président. N'étant saisi pour le moment d'aucun amendement écrit, je vais mettre aux voix l'article 15.

M. Fabien Cesbron. N'y a-t-il pas un amendement de M. Louis Martin?

M. le président. Il n'a pas été maintenu par son auteur.

M. Vieu. Peut-être pourrait-on réserver cet article? (*Mouvements divers.*)

M. Paul Strauss. Nous allons vous remettre, monsieur le président, un amendement signé de plusieurs de nos collègues et demandant le relèvement à 100 fr.

M. de Selves, président de la commission. La commission demande le maintien de son texte.

M. le rapporteur. Je désire qu'il n'y ait pas de malentendu; d'ailleurs, il ne peut en

subsister aucun après les paroles prononcées, au nom du Gouvernement, par M. le garde des sceaux.

Deux sortes de situations doivent être envisagées :

M. Gaudin de Villaine. C'est une question d'hygiène.

M. le rapporteur. Ou bien les locataires sont exonérés de plein droit, ou bien ils pourront solliciter une réduction à la commission arbitrale.

Dans cet alinéa de l'article 15, nous énumérons uniquement les locataires exonérés de plein droit, qui n'ont pas besoin d'aller devant la commission.

Comme l'a fait remarquer M. le garde des sceaux, cette disposition a des conséquences financières, attendu que là, le propriétaire a droit à une indemnité.

Le locataire qui sera dans une situation très intéressante, — en dehors de ceux prévus à l'article 15, — peut aller devant la commission arbitrale; mais dans ce cas il n'y aura pas indemnité au propriétaire.

M. Fabien Cesbron. Ce qui est injuste, d'ailleurs !

M. le rapporteur. Vous discuterez cela quand nous en serons à la question de l'indemnité.

Je rappelle, en terminant, que, s'il y a plusieurs enfants, le chiffre du loyer est majoré d'autant de fois 50 fr. qu'il y a d'enfants, et je prie le Sénat de vouloir bien s'en tenir à ce chiffre.

Nous avons fait de notre mieux. Si nous avions mis 600 fr. au lieu de 500, quelqu'un nous aurait dit que ce n'était pas assez, qu'il fallait aller plus loin : de même si nous avions mis 100 fr. par enfant au lieu de 50.

M. Gaudin de Villaine sait combien je me suis toujours intéressé aux familles nombreuses. Je crois être d'accord avec les idées que j'ai toujours défendues à cet égard en proportionnant l'importance de l'exonération au nombre des enfants.

Je demande, d'accord avec le Gouvernement, le maintien du texte de la commission.

M. Paul Strauss. Je dois rappeler au Sénat que le chiffre adopté par la Chambre et accepté par le Gouvernement était au moins celui de 600 fr., pour le locataire ayant une ou plusieurs personnes à sa charge, et que ce chiffre était complété par une nouvelle majoration de 100 fr. par enfant. Le chiffre de 600 fr. consacre la situation de fait.

Voilà pourquoi, dans la discussion si brillante qui a eu lieu avant hier, M. le garde des sceaux, dans son éloquent discours, s'est constamment servi du chiffre de 600 fr. C'est le chiffre habituel, consacré par les décrets moratoires et qui, par suite, doit constituer un minimum lorsqu'il y a un ménage avec enfants de moins de vingt ans.

M. Gaudin de Villaine. C'est la vérité même.

M. le rapporteur. La commission, messieurs, pour les raisons qui viennent d'être exposées, a le regret de ne pouvoir donner satisfaction à l'honorable M. Strauss.

Elle insiste pour que le Sénat vote le texte qu'elle a soumis à son approbation. (*Adhésion.*)

M. le président. L'amendement qui m'est remis par M. Paul Strauss est ainsi conçu :

« Les chiffres prévus seront majorés de 100 fr. »

M. le président de la commission. A quel chiffre global arriverez-vous, avec ce texte, pour toute la France !

M. Paul Strauss. La formule qui limite-

rait la dépense au chiffre de 600 fr., reproduirait les termes du paragraphe similaire voté par la Chambre, en ce qui concerne Paris et le département de la Seine.

M. Touron. Je demande le vote par division de l'article 15. (*Très bien!*)

M. le président. Le Sénat va se prononcer par division et je donne une nouvelle lecture du premier alinéa modifié par la commission, conformément à l'amendement de M. Reynald.

« Sont présumés remplir les conditions fixées par l'article 13 et comme tels totalement exonérés du paiement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus ou à échoir, pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, les locataires mobilisés, privés par suite de cette mobilisation de leur traitement, gain ou salaire habituel et ne recevant pas une solde ou une rétribution égale ou supérieure audit traitement, gain ou salaire, pourvu qu'ils occupent des locaux rentrant dans l'une des catégories suivantes. »

Je consulte le Sénat sur ce texte.

(Le premier alinéa est adopté.)

M. le président. Le deuxième alinéa serait ainsi conçu :

« 1° A Paris et dans le département de la Seine :

« Locaux d'un loyer inférieur ou égal à 400 fr., si le locataire est célibataire; à 500 fr. s'il est marié. »

M. Strauss et plusieurs de ses collègues demandent, par voie d'amendement, que le chiffre de 500 fr. soit porté à 600 fr.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je voudrais faire remarquer à M. Strauss que l'amendement se retournerait contre les familles nombreuses qu'il a l'intention de défendre.

En effet, au système qui consistait à fixer à 600 fr. le logement de l'homme marié en deçà duquel il y a exonération, nous avons préféré celui qui consiste à faire une majoration suivant le nombre d'enfants. (*Très bien! très bien!*)

Il est bien entendu que nous disons 500 francs et en plus 50 fr. par enfant.

Avec le système de M. Strauss, de 600 fr., à forfait, un homme qui a quatre enfants ne serait exonéré de plein droit que jusqu'à 600 fr. Avec notre système, il le sera jusqu'à 700 fr.

Il y a un intérêt moral à trancher la question suivant le nombre d'enfants. (*Nouvelle approbation.*)

M. Paul Strauss. Je retire mon amendement.

M. le président. L'amendement est retiré. Je mets aux voix le 1°.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. « 2° Dans les communes de 100,001 habitants et au-dessus :

« Logements dont le loyer est égal ou inférieur à 300 fr., si le locataire est célibataire; à 350 fr., s'il est marié. » — (Adopté.)

« 3° Dans les communes de 20,001 à 100,000 habitants :

« Logements d'un loyer inférieur ou égal à 200 fr., si le locataire est célibataire; à 250 fr., s'il est marié. » — (Adopté.)

« 4° Dans les communes de 5,001 à 20,000 habitants :

« Logements d'un loyer inférieur ou égal à 150 fr., si le locataire est célibataire; à 200 fr. s'il est marié. » — (Adopté.)

« 5° Dans les communes de 1,000 à 5,000 habitants :

« Logements d'un loyer inférieur ou égal

à 40 fr., si le locataire est célibataire; à 150 fr. s'il est marié. » — (Adopté.)

« 6° Dans les communes de moins de 1,000 habitants :

« Logements d'un loyer inférieur ou égal à 75 fr. si le locataire est célibataire; à 100 fr. s'il est marié. » — (Adopté.)

« Les chiffres prévus aux paragraphes précédents seront majorés de 50 fr. par par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge du locataire dans les villes de plus de 5,000 habitants et de 25 fr. par enfant de moins de seize ans ou autre personne à la charge, dans les autres communes. »

Sur l'alinéa dont je viens de donner lecture, il y a un amendement de M. Paul Strauss, ainsi conçu :

« Les chiffres prévus aux paragraphes précédents seront majorés de 100 fr. par enfant de moins de seize ans ou autres personnes à la charge du locataire, dans les villes de plus de 5,000 habitants, et de 50 fr. par enfant pour les enfants de moins de seize ans ou autres personnes à charge dans les autres communes. »

Cet amendement est soumis à la prise en considération.

La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je fais remarquer à M. Strauss qu'en adoptant son amendement, nous aboutirions à des conséquences tout à fait excessives. Il s'applique à toutes les villes de plus de 5,000 habitants.

Ainsi, dans un petit chef-lieu de canton, on exonérerait de plein droit pour des logements de 800 à 900 fr. loués à des personnes ayant une certaine fortune. Or, nous n'avons voulu appliquer cette mesure qu'à des petits locataires et non pas à ceux qui ont des rentes. (*Très bien !*)

Je crois que nous avons fait des choses raisonnables et équitables.

Revenant à ce que disait tout à l'heure M. le g^rde des sceaux, je puis déclarer que cet amendement aurait des conséquences financières très graves.

M. le ministre des finances est allé fort loin déjà, à notre demande, et nous l'en remercions; mais on ne peut faire davantage.

Je demande donc à M. Strauss, dont je comprends très bien le sentiment, d'admettre nos chiffres.

M. Paul Strauss. Tenant compte des observations de M. le rapporteur, je modifie mon amendement pour n'admettre la majoration que dans les villes de plus de 100,000 habitants, et je le recommande à la sollicitude éclairée du Sénat.

M. le rapporteur. La commission repousse la prise en considération.

M. le ministre des finances. Le Gouvernement aussi.

M. le président. Je mets aux voix la prise en considération de l'amendement de M. Paul Strauss, qui est repoussée par la commission et par le Gouvernement.

(L'amendement n'est pas pris en considération.)

M. le président. Je donne lecture de la dernière partie de l'article 15 :

« Si les locataires désignés au paragraphe premier n'ont été mobilisés que pendant une partie de la guerre, ou n'ont été privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement ou salaire habituel que pendant une partie de la guerre, l'exonération de plein droit ne s'appliquera, sauf ce qui sera dit à l'article 16, qu'à la période durant laquelle ils auront été mobilisés, ou pendant laquelle ils auront été privés de leur traitement ou salaire.

« L'exonération accordée par le premier

alinéa, pour les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités ne s'appliquera qu'aux locataires ayant été mobilisés au moins pendant les six derniers mois précédant ladite cessation des hostilités. »

M. Henri-Michel. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Henri Michel.

M. Henri-Michel. Pour mettre en harmonie l'avant-dernier alinéa avec le premier, il y aurait lieu d'ajouter le mot « gain » après le mot « traitement ».

M. le rapporteur. La commission accepte cette rectification.

M. le président. Je donne lecture de la dernière partie de l'article ainsi modifié :

« Si les locataires désignés au paragraphe 1^{er} n'ont été mobilisés que pendant une partie de la guerre, ou n'ont été privés, par suite de cette mobilisation, de leur traitement, gain ou salaire habituel que pendant une partie de la guerre, l'exonération de plein droit ne s'appliquera, sauf ce qui sera dit à l'article 16, qu'à la période durant laquelle ils auront été mobilisés, ou pendant laquelle ils auront été privés de leur traitement, gain ou salaire.

« L'exonération accordée par le premier alinéa pour les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités ne s'appliquera qu'aux locataires ayant été mobilisés au moins pendant les six derniers mois précédant ladite cessation des hostilités. »

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix l'ensemble de l'article 15.

(L'article 15 est adopté.)

M. le président. « Art. 16. — Sauf la faculté réservée au propriétaire d'administrer la preuve contraire devant la commission arbitrale, sont présumés, sur leur déclaration au greffe de la justice de paix faite dans les deux mois de la promulgation de la présente loi, être privés des ressources nécessaires au paiement de ce qu'ils restent devoir sur leurs loyers échus du 1^{er} août 1914 au 1^{er} octobre 1916 et comme tels exonérés dudit paiement :

« 1° Les locataires mobilisés occupant des logements compris dans l'une des catégories déterminées à l'article 15 et non exonérés de plein droit pour la durée de la guerre par l'article précédent ;

« 2° Les locataires non mobilisés occupant des logements d'habitation rentrant dans l'une des catégories déterminées à l'article 15.

« A partir du 1^{er} octobre 1916, ces locataires seront placés sous le régime de l'article 13 et devront justifier devant la commission arbitrale des raisons pour lesquelles ils sollicitent une réduction du prix de leur bail dans les conditions dudit article. »

Sur cet article, il y a un amendement de M. Reynald ainsi conçu :

Réviser comme suit le 2° de cet article :

« 2° Les locataires non mobilisés occupant des locaux rentrant dans l'une des catégories déterminées à l'article 15. »

M. Reynald. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Reynald.

M. Reynald. Mon amendement substitue les mots « locaux rentrant » aux mots logements, habitations. C'est la même modification qui a été acceptée par la commission et ratifiée par le Sénat à l'article précédent; je n'ai rien à ajouter.

M. le rapporteur. C'est la conséquence

du texte voté à l'article 15 : la commission accepte l'amendement de M. Reynald.

M. le président. La commission accepte le texte de M. Reynald et le fait sien.

Je mets aux voix l'article 16 ainsi modifié.

(L'article 16 est adopté.)

M. le président. « Art. 17. — Les réformés à la suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre seront exonérés du paiement de leurs loyers pendant la durée de la guerre et les six mois qui suivront, s'ils justifient qu'ils n'ont pas conservé de ressources suffisantes ou qu'ils n'ont pu reprendre un métier ou une profession leur permettant de payer tout ou partie du prix de leur bail. »

M. Brager de La Ville-Moysan. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Brager de La Ville-Moysan.

M. Brager de La Ville-Moysan. La demande que je vais faire à la commission sera, j'en suis certain, acceptée par elle.

L'article 17 ne parle que des réformés. Or il peut se faire que, peu de temps après sa réforme, le réformé succombe aux suites de ses blessures ou des maladies dont la guerre a été la cause pour lui.

Il est probable que, dans l'intention du législateur, la veuve et les enfants mineurs du réformé pourront continuer à bénéficier de la même exonération pendant la durée de la guerre et les six mois qui suivront, si le réformé a démontré qu'il y avait droit.

M. le rapporteur. Les droits de la veuve et de la famille du militaire décédé sont réglés dans des articles spéciaux.

M. le président. Il n'y a pas d'autre observation sur l'article 17?...

Je le mets aux voix?...

(L'article 17 est adopté.)

M. le président. « Art. 18. — Les locataires des maisons ou locaux d'habitation visés aux articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 de la présente loi et qui ne se trouvent point dans la catégorie des petits locataires déterminés aux articles 15 et 16 n'auront droit aux réductions ou exonérations prévues à l'article 13 que pour la période comprise entre le 1^{er} août 1914 et la date extrême fixée par les articles 3, 4, 5, 6, 7, 8 et 9 pour l'exercice de leur droit de demande en résiliation.

« Pour les locataires des locaux commerciaux ou industriels, cette date extrême sera celle déterminée à l'article 9. » — (Adopté.)

« Art. 19. — Seront maintenus en possession des lieux loués, à charge d'en jouir paisiblement et en bons pères de famille :

« 1° Pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, les petits locataires mobilisés exonérés en vertu de l'article 15;

« 2° Jusqu'au 1^{er} octobre 1916, les petits locataires non mobilisés occupant des logements rentrant dans les catégories déterminées à l'article 15 et exonérés dans les conditions de l'article 16;

« 3° Durant tout le temps où ils seront exonérés en vertu de l'article 17 et sans que ce délai puisse dépasser l'expiration des six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, les réformés à la suite de blessures ou de maladies se rattachant à la guerre;

« 4° Pendant toute la durée de la guerre et les six mois qui suivront le décret fixant la cessation des hostilités, mais sur leur demande, à la condition de se conformer pour le paiement aux décisions rendues par les commissions arbitrales et sous réserve de ce qui a été dit à l'article 18 :

« a) Les locataires mobilisés n'appartenant pas aux catégories déterminées à l'article 15;

« b) Les veuves des militaires morts sous les drapeaux et les membres de leur famille qui habitaient antérieurement avec eux les lieux loués;

« c) Les militaires réformés à la suite de blessures reçues ou de maladie se rattachant à la guerre;

« d) Les locataires non mobilisés occupant des logements de l'une des catégories déterminées à l'article 15;

« 5° Pendant le délai ordinaire des congés, sans toutefois que celui-ci puisse dépasser trois mois, et à la condition de se conformer aux conditions du bail, les locataires n'appartenant pas aux catégories ci-dessus, qui occuperont les lieux loués au jour de la promulgation de la présente loi et dont le bail sera expiré ou expirera dans le mois de ladite promulgation.

« Les dispositions ci-dessus ne feront pas obstacle à l'exercice de la demande en résiliation prévue à l'article 10 dans les cas visés par ledit article. »

Je mets ce texte aux voix.
(Ce texte est adopté.)

M. le président. Ici se place une disposition additionnelle de M. Debierre ainsi conçue :

« Dans toute l'étendue du territoire français, toutes les locations verbales consenties aux réfugiés ou évacués des régions envahies ne pourront subir aucune augmentation quel que soit le montant de leur loyer.

« Tous les délais en matière de congé relatifs aux dites locations des réfugiés sont suspendus jusqu'à la libération des pays envahis, au profit exclusif du locataire réfugié.

« Les baux écrits consentis aux réfugiés arrivés à expiration seront régis comme locations verbales. »

La parole est à M. Debierre.

M. Debierre. Messieurs, à la fin de 1914, un grand nombre de nos réfugiés de la Somme, du Pas-de-Calais et du Nord en particulier, sont venus sur les côtes de Picardie et de l'Artois chercher un logement dans les chalets qui étaient ordinairement loués pendant la saison balnéaire, ils ont obtenu des conditions de bail avantageuses. Postérieurement, pendant l'été, au moment de l'exploitation de ces villas, les propriétaires ont eu la prétention d'augmenter les loyers dans des proportions considérables : des locations consenties pour 1,200 fr., par exemple, ont passé facilement à 3,000 ou 4,000 fr.

Nos réfugiés ont protesté auprès des préfets du Pas-de-Calais et de la Somme. Leur protestation qui a été transmise au groupe parlementaire des régions envahies a été portée par nous au ministère de l'intérieur. Malgré nos démarches, aucune décision n'a été prise et, à l'heure actuelle, nos réfugiés sont encore exposés à se trouver dans l'obligation de consentir à des augmentations considérables de location pour pouvoir conserver les maisons ou logements dans lesquels ils se sont réfugiés, eux et leurs familles.

Nous comprenons très bien que les propriétaires des villes cotières qui ont l'habitude de retirer des prix très avantageux de leurs immeubles se trouvent dans des conditions moins favorables en ce moment qu'en temps normal ; néanmoins, ils auraient dû comprendre qu'ils avaient, eux aussi, à faire des sacrifices nécessaires aux familles des réfugiés, et ils ne devaient pas, sous menace d'expulsion, les contraindre à accepter des augmentations de loyer.

Je demande donc que les baux verbaux consentis aux réfugiés ne puissent être actuellement majorés par le propriétaire. Ils ont été acceptés sans restriction, à la fois par les deux parties : je demande qu'ils ne puissent pas être modifiés tant que nos régions envahies n'auront pas été débarrassées de l'ennemi.

M. Hervey. Seulement pour les petites locations.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Les dispositions générales de notre loi ne s'appliquent qu'aux baux antérieurs au 1^{er} août 1914. M. Debierre désire que nos compatriotes réfugiés, venant des pays envahis, et qui, en raison même de la date de l'invasion n'ont pu contracter que depuis le 1^{er} août 1914, soient dans la possibilité d'obtenir une réduction, car nous avons fait mieux que de parler d'une non-augmentation des prix, nous avons parlé d'une réduction.

Or, cette question est réglée par l'article 26. J'ajoute — et je ne crois pas commettre d'indiscrétion — qu'elle l'a été à la suite de l'insistance toute particulière de l'honorable M. Touron devant la commission.

L'article 26, donne satisfaction à M. Debierre. Il est donc bien entendu que, même pour des baux postérieurs au 1^{er} août 1914, c'est-à-dire les baux passés depuis la guerre, les réfugiés des départements envahis peuvent venir demander une réduction à la commission arbitrale. A plus forte raison ne saurait-il s'agir de laisser augmenter le loyer d'une façon systématique dans les conditions qu'indiquait l'honorable M. Debierre.

L'avantage réalisé par cette faculté d'aller devant la commission arbitrale, c'est qu'on y appréciera les cas d'espèce.

Il ne peut être dans la pensée de l'honorable M. Debierre que le possesseur d'une grosse fortune, qui l'aurait toujours entre les mains, qui, par conséquent, pourrait payer, puisse se dispenser d'exécuter les conditions d'un bail contracté depuis la guerre.

Au contraire, dans un grand nombre de cas, il y a des situations très intéressantes. La commission arbitrale pourra en tenir compte, même pour les baux passés après le 1^{er} août 1914.

J'aurais pu reporter cette discussion et formuler ces observations à propos de l'article 26. Mais j'ai tenu dès maintenant, s'agissant des réfugiés pour lesquels le Parlement n'a que respect et sympathie, à montrer que M. Debierre reçoit satisfaction par les propositions de la commission. (Très bien ! très bien !)

M. le garde des sceaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le garde des sceaux.

M. le garde des sceaux. L'article 23, que vient de rappeler et d'interpréter l'honorable rapporteur dispose que, même pour les baux conclus après le 4 août 1914, les réfugiés seront couverts comme si le contrat avait été passé avant. Mais, avant même l'heure à laquelle nous sommes, nous nous étions préoccupés, dans les décrets moratoires, de faire aux réfugiés une situation favorable et de dire que s'agissant pour eux de baux passés seulement après le 4 août, il fallait les considérer comme ayant le droit d'invoquer le moratorium. Et je ne suppose pas que, dans leur jurisprudence, les juges de paix se soient écartés des prescriptions que nous leur avons données.

J'ajoute que M. le ministre de l'intérieur,

d'accord avec moi, a mis à la disposition des réfugiés les plus pauvres, par voie de réquisition, certains immeubles ou locaux qu'il a pu se procurer.

Enfin, à l'heure présente, les réfugiés plus pauvres, couverts par le décret moratoire, quand ils payent moins de 600 fr. à Paris par exemple, vont, dès la mise en application de la loi, être couverts par l'article 26. Ainsi, aucune lacune ne se produira entre la situation faite pour le passé par les moratoires et celle que l'article 26 établira pour l'avenir.

Resteront en dehors des moratoires, et de même de l'article 26, ceux des réfugiés qui, en réalité, possèdent une fortune suffisante ou qui occupent des villas ou des maisons importantes. Il est bien difficile de soustraire ces personnes, si intéressantes qu'elles soient, à ce qui deviendra demain le droit commun, c'est-à-dire à leur comparution devant la commission arbitrale.

Je ne crois pas d'ailleurs peser d'avance sur les commissions arbitrales en disant que je suis bien persuadé que, dans leur équité supérieure, les magistrats trouveront bien des excuses sur les lèvres de nos malheureux compatriotes qui, même lorsqu'ils seront dotés d'une certaine aisance, singulièrement atteinte d'ailleurs par les événements, viendront plaider devant une commission arbitrale en réclamant, non pas la justice, mais l'équité, et en demandant qu'une situation plus favorable leur soit accordée.

M. Touron. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Touron.

M. Touron. Après les explications si complètes qui viennent d'être données par M. le rapporteur et par M. le garde des sceaux, je m'excuse d'intervenir en qualité de représentant de régions envahies et comme auteur, vous me permettez de le rappeler, puisque M. le rapporteur a trahi le secret de la commission — je ne lui en fais pas un reproche — de l'article 26.

Que mon collègue M. Debierre soit bien convaincu que, comme à lui, les réfugiés me sont chers à plus d'un titre. J'ai songé, mon cher collègue, comme vous, comme tous ceux d'entre nous siégeant au Parlement, députés et sénateurs, qui représentent ces malheureuses régions envahies, au traitement qui pourra être réservé aux réfugiés par la loi que nous discutons. Je tiens à dire que, d'accord avec mes collègues de la commission, je considère que cette loi sera tout à fait insuffisante en ce qui concerne les réfugiés.

M. de Selves, président de la commission. Nous sommes d'accord.

M. Touron. La disposition que j'ai demandé à la commission d'introduire dans l'article 26 n'est qu'une disposition d'extrême urgence.

Quant à la loi, elle sera insuffisante, aussi bien pour les propriétaires que pour les locataires. Nous aurons, hélas ! à nous occuper souvent de nos malheureux mandants et nous le ferons, j'en suis sûr, avec toute la bienveillance du Sénat.

Je remercie la commission et le Gouvernement d'avoir adopté l'article 23 et je suis convaincu que le Sénat va l'adopter également.

Quant à ce que vient de dire M. le garde des sceaux, à savoir que le Gouvernement avait pris des dispositions avant que nous ayons rédigé le texte de l'article 26, qu'on me permette de rappeler d'une façon très exacte comment les choses se sont passées.

J'avais été le premier à lui demander de prendre une disposition spéciale visant les réfugiés. M. le garde des sceaux, avec sa bienveillance ordinaire, obéissant à ses sen-

liments bien connus, n'avait pas hésité à répondre en me donnant satisfaction. Puis, en rédigeant le décret, il a pensé qu'il suffisait de porter une référence dans l'exposé des motifs, sans rien dire dans le dispositif du décret.

Je prends acte aujourd'hui de sa déclaration et j'espère qu'elle aura du retentissement auprès des juges de paix. Il est donc bien entendu que, d'ores et déjà, avant même le vote de la loi, le moratoire joue également pour les baux verbaux ou écrits consentis pour les réfugiés depuis le 1^{er} août 1914.

Sous le bénéfice de ces quelques observations, je demande au Sénat de bien vouloir voter l'article 26 plutôt que l'amendement de M. Debierre.

Je crois, j'en suis même sûr, que nous serons obligés de faire une loi spéciale. Son amendement serait insuffisant lui aussi. Il faut, en effet, que nous examinions le cas de tous les propriétaires et de tous les locataires des régions envahies. Les minima d'exonération seront insuffisants. De même nous serons probablement obligés d'aller beaucoup plus loin dans les indemnités à accorder aux propriétaires. La situation est telle qu'une loi comme celle-ci ne peut pas répondre aux conséquences d'un cataclysme tel que celui qui atteint nos malheureux concitoyens des régions envahies. (*Très bien! très bien!*)

M. Debierre. Ce que m'offrent la commission et le Gouvernement n'est pas tout à fait ce que je demande. En cas de différend entre propriétaire et locataire ils les renvoient devant la commission arbitrale: ce n'est pas ce que je désire.

Je demande que les réfugiés et les évacués des régions envahies qui ont conclu des baux, écrits ou verbaux, ne puissent voir, d'un moment à l'autre, modifier le bail qu'ils ont librement conclu avec leurs propriétaires et ne se trouvent exposés à chaque instant à des augmentations de loyer, voire même à l'expulsion.

Voici, en outre, un argument que je fournis à la commission.

On a exigé de tous nos réfugiés le paiement d'avance des locations faites par eux: ils n'ont pas pu invoquer des moratoires qui ne leur ont jamais été applicables. Ce que je demande, c'est le maintien du *statu quo*.

Deux personnes ont passé un contrat. Par la volonté du propriétaire le contrat est déchiré et celui-ci dit à son locataire « Vous payerez plus cher ou vous quitterez ma maison ». Je demande que ce qui a été consenti initialement soit maintenu. Tel est l'objet de mon amendement.

M. le garde des sceaux. L'honorable M. Debierre objecte que le moratorium n'a pas couvert les réfugiés parce que les propriétaires leur ont imposé le paiement des loyers d'avance. Il y a des situations de fait auxquelles ni le Gouvernement ni une assemblée, quelque unanime qu'elle soit, ne peuvent obvier. Je vais en donner un exemple.

Si l'amendement de M. Debierre était voté, serait-il toujours opérant? Il ne sera pas d'ordre public et on pourra y déroger dans les conventions des parties. Le propriétaire dira au réfugié: « Je ne vous donne asile que si vous consentez à des augmentations de prix, sinon, je ne vous loge pas ». Le texte si généreux de M. Debierre trouverait ici un obstacle dans les conventions passées entre les parties.

C'est ce qui me permet de dire qu'il ne faut pas s'étonner si, quelquefois, des réfugiés ne peuvent, en effet, invoquer les décrets. Le moratorium n'étant pas d'ordre public ils peuvent y renoncer, ils y renoncent en pénétrant dans le local qui leur est

fourni: dès lors quand ils vont devant la justice, on ne peut que prendre acte de la renonciation à laquelle ils ont consenti.

Au surplus, l'honorable M. Debierre ne prévoit pas dans son amendement une période d'application. Il faudrait prévoir l'état de guerre.

Enfin, les réfugiés ne se ressemblent pas tous; il y a des réfugiés pauvres que protègent les moratoires et l'article 26; mais l'épithète de « réfugiés » englobe dans son ampleur des réfugiés dont la situation nous inspire certes le respect et la sympathie, mais dont l'aisance ne permet pas de les comparer avec les autres.

M. Jénouvrier. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jénouvrier.

M. Jénouvrier. Nous manifestons notre entière sympathie à l'égard de tous les réfugiés à quelque classe sociale qu'ils appartiennent, cependant, il faut bien reconnaître que, parmi eux, il s'en trouve qui sont dans une situation de fortune honorable, indépendante, je pourrais dire considérable.

J'ai l'honneur, avec mes collègues, M. Lemarié et M. de La Ville-Moysan, de représenter un département à stations balnéaires. Au mois d'août 1914, nous y avons vu arriver des habitants des départements envahis ou qui allaient l'être. Ils sont venus avec une nombreuse famille qu'ils ont gardée auprès d'eux, et je sais une villa, à Dinard, toute proche d'une autre villa qui m'est particulièrement chère, ou un valet de chambre en habit, attend, toute la journée, les visites des réfugiés du Nord.

Croyez-vous qu'il serait convenable que le législateur imposât au propriétaire de cette villa qui, en temps normal, tire 5 ou 6,000 fr. de sa villa, le prix d'occasion de 1,000 fr. qu'il a consenti pour les mois d'août et de septembre 1914?

M. Debierre s'apitoie sur le sort des réfugiés indigents ou même besogneux; mais l'article 26 y pourvoit.

Ménageons, messieurs, l'argent des propriétaires, qui doit être respecté, et celui du Trésor public qui demande merci. M. le ministre des finances, ne me démentira pas.

M. Ribot, ministre des finances. Non certes.

M. Lemarié. M. Debierre a fait allusion à ce qui s'est passé dans les départements du Pas-de-Calais et de la Somme. Des réfugiés du Nord ont loué des villas dans le Pas-de-Calais et dans les départements voisins. A Saint-Malo et à Paramé se sont passés des faits qui ont soulevé certaines difficultés. Ces réfugiés, qui avaient une certaine situation, ont occupé gratuitement des villas au mois de septembre 1914. Ils sont arrivés le 2 septembre. Des propriétaires de villas non louées les ont mises gracieusement à leur disposition. Seulement, ils ont dit ceci: « Il est évident que si, au moment de la saison, nous trouvons à louer nos villas, nous ne pourrions plus consentir à vous y laisser gratuitement; nous voulons bien les louer moins cher, mais non pas sacrifier complètement notre saison. »

Voilà les faits qui se sont produits à ma connaissance.

Il y a certains réfugiés qui, après avoir conclu des arrangements écrits dans ce sens se sont, au mois de mai et de juin, refusés à quitter leurs villas. La justice ne leur a pas donné raison, et il est certain qu'elle ne pouvait faire autrement.

Maintenant, y a-t-il des propriétaires qui ont abusé de la situation? Je ne le crois pas, mais, dans ce cas, je ne leur donnerais pas raison. Quoi qu'il en soit, il y a eu abus de la part de certains réfugiés sur nos côtes.

Certes, ils méritent toute notre sympathie mais il y a une mesure en tout. Je suis convaincu que des faits semblables se sont passés sur les côtes du Pas-de-Calais.

M. le président. La parole est à M. Debierre.

M. Debierre. M. Jénouvrier invoque une espèce particulière et rare. Je connais comme lui des réfugiés du Nord qui ont maintenant une situation brillante, plus brillante même que celle qu'ils avaient auparavant. Mais il s'agit, là, d'une exception, et je vous montrerai une quantité de réfugiés, autrefois dans une certaine aisance, et qui se trouvent maintenant dans l'embaras. Entre les nécessiteux et ceux qui sont riches, il y a une autre catégorie très nombreuse, très intéressante. Voilà pourquoi je maintiens mon amendement.

M. Touron. Tout à l'heure, en écoutant notre collègue, M. Jénouvrier, je m'adressais le reproche d'avoir prolongé la discussion, car je me disais que l'on finirait, à la longue, par dire au Sénat que les réfugiés appartiennent à la catégorie des gens les plus riches. (*Mouvements divers.*) Laissez-moi vous dire qu'il ne faut pas citer trop de cas, parce que, les cas étant trop nombreux, il faudrait les citer tous.

Ce que j'ai demandé est raisonnable, et la commission l'a accepté ainsi que le Gouvernement.

L'article 26 permet à tout réfugié, quelle que soit sa situation, de faire juger son cas par la commission arbitrale. Il est certain que le cas cité par M. Debierre est extrêmement fréquent.

Vous avez pu voir bien souvent des réfugiés du Nord, de la Somme, de la Meuse, venus sur les côtes, croyant passer peu de temps, avec un petit magot pour subvenir à leurs besoins, et qui se sont trouvés avec un loyer grossi peu à peu.

Alors, certains propriétaires ont émis la prétention d'augmenter les loyers, non pas seulement sur les côtes, mais aussi à Paris; certains ont même voulu le faire tous les trimestres. C'est à ceux-là que je pense, parce qu'ils forment la majorité.

En insérant dans le projet de loi l'article 26 qui exonère des droits les tout petits, aussi bien ceux qui sont installés avant le 1^{er} août 1914 que ceux qui le sont après cette date, l'article laisse à tous les autres le recours devant la commission arbitrale, c'est-à-dire leur applique le droit commun sans y mettre cette condition qu'ils fussent installés dans les locaux avant l'invasion, et c'est tout naturel.

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Je crois qu'il n'y a rien à ajouter aux paroles prononcées par M. Touron, il s'agit de cas d'espèce.

Qui peut les trancher? La commission arbitrale.

Les dernières paroles de M. Touron ont évidemment donné satisfaction à une préoccupation de M. Debierre qui disait que l'article 26 ouvrirait l'accès de la commission arbitrale aux seuls occupants des petits logements. Erreur. Ils sont couverts par l'exonération de plein droit; et l'accès de la commission arbitrale est ouvert à tous les autres.

M. Debierre ayant satisfaction, j'insiste pour qu'il veuille bien retirer son amendement.

M. Debierre. Je maintiens mon amendement.

M. le président. Je mets aux voix la disposition additionnelle de M. Debierre. (Le Sénat n'a pas adopté.)

M. le président. L'article 19 demeure adopté.

« Art. 20. — Sont interdites pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation, toutes instances, toutes assignations, toutes procédures d'exécution ou de saisies conservatoires à l'égard des locataires mobilisés.

« S'il s'agit de locataires occupant des locaux ne rentrant pas dans les catégories déterminées aux articles 15 et 16, l'intérêt à 5 p. 100 des termes échus courra de plein droit à partir de la promulgation de la présente loi. Si la commission arbitrale accorde aux lits locataires, sur leur demande ou celle de leurs représentants, les réductions prévues à l'article 13, l'intérêt des termes échus ne portera que sur la portion du loyer restant exigible. »

M. Lemarié, par voie d'amendement, demande la suppression des mots « ou de saisies conservatoires ».

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. M. Lemarié demande qu'on supprime les mots « ou de saisies conservatoires ». Voici pourquoi :

Il ne veut pas qu'un locataire ayant un logement d'une certaine importance, profite de sa qualité de mobilisé pour dénigrer à la cloche de bois, suivant l'expression consacrée, sans que son propriétaire puisse prendre aucune mesure de sauvegarde.

La commission accepte l'amendement.

Il est bien entendu alors qu'on demeurera, pour ce cas spécial, sous le régime du décret du 22 janvier 1916 : autorisation du président du tribunal, dans les conditions déterminées par ledit décret.

M. le président. Je donne lecture de l'article 20 modifié par la suppression proposée par M. Lemarié, et accepté par la commission :

« Sont interdites pendant toute la durée des hostilités et les six mois qui suivront le décret fixant leur cessation toutes instances, toutes assignations, toutes procédures d'exécution à l'égard des locataires mobilisés.

« S'il s'agit de locataires occupant des locaux ne rentrant pas dans les catégories déterminées aux articles 15 et 16, l'intérêt à 5 p. 100 des termes échus courra de plein droit à partir de la promulgation de la présente loi. Si la commission arbitrale accorde aux lits locataires, sur leur demande ou celle de leurs représentants, les réductions prévues à l'article 13, l'intérêt des termes échus ne portera que sur la portion du loyer restant exigible. »

Je mets aux voix l'article 20.
(L'article 20 est adopté.)

M. le président. « Art. 21. — Pour la détermination du chiffre des loyers prévus à l'article 15, il ne sera tenu compte que des prix de loyer en vigueur au 1^{er} août 1914. » — (Adopté.)

« Art. 22. — Au cas où le locataire aura cédé son bail et où l'occupant demandera la réduction ou l'exonération de son loyer, le locataire principal pourra appeler le propriétaire devant la commission arbitrale. S'il y a une caution, elle pourra elle-même demander à être entendue. La commission réglera la situation de chacun des intéressés.

« Le locataire principal qui a perçu d'un sous-locataire, en tout ou en partie, le prix du bail, en doit compte au propriétaire et ne peut, pour en refuser le paiement, invoquer aucune des exceptions prévues par la présente loi.

« Dans le cas visé au paragraphe ci-des-

sus, si le locataire principal a négligé de verser au bailleur les sommes correspondant aux termes perçus du sous-locataire, ces sommes porteront, à partir de la promulgation de la présente loi, intérêt de plein droit à 6 p. 100 l'an au profit du bailleur et à la charge dudit locataire principal. »

Sur cet article, il y a deux amendements : le 1^{er}, de M. André Lebert, propose de rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

« Au cas où le locataire aura cédé son bail et où le cessionnaire de videra la réduction ou l'exonération de son loyer, il devra appeler son cédant et le propriétaire devant la commission arbitrale.

« Le propriétaire et le cessionnaire pourront être également appelés par le cédant.

« S'il y a une caution, elle devra être appelée de son côté. Il n'est rien modifié pour ce qui la concerne aux articles 2013 et 2028 du code civil.

« Au cas de sous-location, le locataire principal appelé devant la commission arbitrale pourra mettre en cause le propriétaire.

« Dans tous ces cas, la commission arbitrale réglera la situation de chacun des intéressés. »

La parole est à M. Lebert.

M. André Lebert. Messieurs, j'ai eu l'honneur d'être reçu par la commission, qui a bien voulu m'autoriser à débattre devant elle les termes de cet amendement.

La commission a entendu mes arguments avec faveur. J'ai donc confiance que, d'accord avec le Gouvernement, elle consentira à me faire aujourd'hui le même accueil.

Avant de vous demander le vote de ce texte, messieurs, il convient, je crois, de l'éclaircir de quelques courtes observations devant le Sénat. Il s'agit de régler d'une façon plus précise qu'il n'avait été fait, à mon sens du moins, dans le paragraphe 1^{er} de l'article 22, la situation de personnes — situation fort intéressante, vous l'allez voir — qui se trouvent comme interposées entre l'occupant de fait d'un logement et le propriétaire de l'immeuble dans lequel se trouve ce logement : c'est le cas du locataire qui a sous-loué, ou cédé ses droits au bail.

C'est aussi le cas de la caution, c'est-à-dire de la personne qui s'est engagée à assurer le paiement des loyers, à défaut du locataire ou de l'occupant de ce logement. J'ai surtout envisagé, je l'avoue, car elle est fréquente et peut se révéler fort préjudiciable pour l'intéressé, la situation qui pourrait être faite au vendeur d'un fonds de commerce dont l'acquéreur mobilisé serait recevable à invoquer le bénéfice de la loi. Ce vendeur est parfois le débiteur principal, au regard du propriétaire de l'immeuble ; quelquefois aussi, il peut apparaître en qualité de caution de son successeur.

Supposons un commerçant, parisien ou provincial, peu importe, qui avait cédé son fonds de commerce quelques mois avant la déclaration de guerre. A ce moment, il a passé, avec son acquéreur, un contrat qui paraissait devoir se réaliser normalement ; la mobilisation est survenue et les prévisions des cocontractants ont été bouleversées ; le fonds de commerce périlite ; il est peut-être absolument improductif. Or, que se passe-t-il, dans la pratique, au moment où un commerçant cède son fonds de commerce ? Il cède aussi son droit au bail, qui constitue l'un des éléments les plus importants de ce fonds, — car l'achalandage dépend, le plus souvent, surtout pour certains commerces, — de la situation des lieux où ce fonds est exploité. Il peut aussi se dispenser de le faire.

J'admets qu'il l'ait fait. Deux hypothèses se présentent alors. Ou le bailleur va agréer

le successeur, dont la solvabilité et les chances de réussite lui paraissent certaines, et décharger le cédant du fonds du paiement de son loyer, qu'il recevra directement des mains du nouveau locataire, quel que soit le nom porté sur la quittance — cela est infiniment rare — ou le bailleur, au contraire, tout en agréant, pour la forme, le successeur de son locataire, prétendra conserver deux répondants au lieu d'un.

C'est ce qui se passe dans la pratique ordinaire des choses.

Or, l'occupant de fait est mobilisé, le vendeur du fonds de commerce ne l'est pas. Il est tenu d'acquitter le prix du loyer : il l'acquitte, soit volontairement, soit contraint, et il l'acquitte intégralement, puisqu'il n'est pas mobilisé et ne saurait, au regard du bailleur, invoquer la mobilisation du véritable débiteur, c'est-à-dire de son successeur.

Messieurs, si la situation du mobilisé est intéressante, et elle l'est au point que vous songez à l'améliorer quant aux charges de son bail, penseriez-vous que celle du commerçant retiré, du vendeur de ce fonds de commerce, n'est pas elle-même digne de la plus sérieuse attention ? (*Très bien ! très bien !*)

Il est possible, il est même à peu près certain, si la cession de fonds a eu lieu peu de mois avant la mobilisation, que le cédant n'est pas désintéressé. Tout son avoir peut être engagé dans l'aventure. En tout cas, il est sûrement créancier, créancier important, de son successeur.

Le fonds n'est pas intégralement payé, pas du tout peut-être. Il est possible, même, qu'une partie des marchandises laissées en magasin ne le soient pas davantage.

Débiteur principal, le cédant a donc payé, et il a payé au propriétaire de l'immeuble l'intégralité des termes échus depuis le début des hostilités.

Qu'a-t-il en face de lui pour récupérer cette avance, car il a payé en l'acquit du mobilisé ? Pourra-t-il même la récupérer tout entière, si le mobilisé obtient, plus tard, de la commission arbitrale, une diminution de loyer, car j'écarte même — peut-être à tort — l'hypothèse de l'exonération complète ?

Sans doute, il est subrogé aux droits du créancier qu'il a désintéressé ; sans doute, il pourra exercer ses propres droits contre son successeur, s'il n'y avait pas de lien de droit entre celui-ci et le bailleur. Mais dans quelles proportions, eu égard à la future sentence de la commission arbitrale ?

Dans le texte de la commission, le vendeur du fonds de commerce, cédant des droits au bail, n'était recevable à débattre ses intérêts personnels, que je viens de définir, pourtant assez considérables, que si le mobilisé prétendait y faire prévaloir les siens, en réclamant de cette commission exonération ou diminution du loyer. Je n'ai pas pensé que ce fût assez et que cet intéressant créancier dût en être réduit, pour faire régler son sort, à l'initiative d'autrui.

Sans doute, elle se produira presque toujours, puisque c'est contre lui, débiteur au regard du propriétaire, mais créancier du loyer au regard du mobilisé, que se formera la demande. Mais il m'a paru nécessaire que le cédant, c'est-à-dire notre vendeur de fonds de commerce, pût appeler, *motu proprio*, devant la commission arbitrale et le propriétaire et son cessionnaire, qui pourraient, car il faut tout prévoir, s'accommoder d'une situation onéreuse, surtout pour lui, et préparer, peut-être à son préjudice, des accords plus personnels pour le lendemain.

C'est ce droit que j'ai essayé de préciser dans un texte peut-être plus explicite et plus complet que celui qui allait être présenté au Sénat et que je remercie encore la commission d'avoir approuvé.

D'ailleurs, messieurs, si, dans un sentiment de généreux accord vous avez admis que sous une forme quelconque, le propriétaire d'immeubles doit supporter sa part de pertes du fait de la guerre, c'est bien la propriété immobilière que vous avez consenti à obérer et non pas le vendeur du fonds de commerce dont j'ai l'honneur de vous signaler le sort par trop injustement amoindri.

Je ne doute point que votre volonté ne soit, au contraire, de régler ce sort en toute équité, dans le cadre même de la loi que vous allez voter.

Quant à la caution, sa situation méritait aussi d'être expressément fixée. La caution est payée, mais elle ne peut être tenue — c'est l'article 2013 du code civil qui le dit — au delà même du débiteur principal. Il était intéressant que la chose fût rappelée, pour que la caution pût aussi défendre son droit, dans le cas où les sentences des commissions arbitrales viendraient à réduire le chiffre de la dette.

Les commissions arbitrales, tribunaux d'exception prévus par la loi, jugeront en équité; elles s'efforceront aussi de juger en droit; d'abord et bien naturellement, en appliquant le droit spécial et temporaire que vous êtes en train de forger. Mais il est bon, je l'estime du moins, de remettre sous leurs yeux les principes généraux du droit dont elles peuvent s'écarter, parce que vous n'entendez pas qu'il y soit porté atteinte.

Voilà pourquoi, tout en rappelant les commissions spéciales à l'étude attentive et à l'application attentive du titre XIV du code civil tout entier, qui traite du cautionnement et des obligations de la caution, il m'a paru opportun de stipuler, dans la loi, que, plus expressément, l'article 2013 et l'article 2028 restent en pleine vigueur.

Je ne dis rien du locataire principal, dont la situation est connue et qui mérite certaines protections qui lui seront, comme à la caution, garanties par le texte du Gouvernement.

Sous le bénéfice de ces observations, j'espère que le Sénat voudra bien, d'accord avec la commission et le Gouvernement, adopter mon amendement. (*Très bien! très bien!*)

M. le rapporteur. Je n'ai rien à ajouter, messieurs, à l'exposé si clair et si juridique de l'honorable M. Lebert. Notre article 22, en cas de sous-location, permettait d'appeler devant la commission arbitrale le propriétaire, le locataire principal et le sous-locataire. S'il y avait une caution, elle pouvait demander elle-même à être entendue.

M. Lebert, précisant notre article, nous demande de distinguer trois cas: celui de la cession de bail, celui de la sous-location, celui de la présence d'une caution. Pour ce qui est de cette dernière, il rappelle, fort à propos les dispositions des articles 2013 et 2028 du code civil.

Le premier est relatif à l'étendue du cautionnement. L'article 2023 concerne l'effet du contrat passé entre la caution et le débiteur. La commission accepte volontiers la substitution du texte proposé par M. Lebert au premier alinéa de l'article 22.

M. le président. La commission substitue à son premier alinéa le texte de l'amendement de M. Lebert.

Dans ces conditions, je propose au Sénat de procéder par division, M. Herriot et quelques-uns de ses collègues ayant un amendement sur l'un des alinéas. (*Adhésion.*)

Je mets aux voix le premier alinéa du nouvel article 22 de la commission:

« Au cas où le locataire aura cédé son bail et où le cessionnaire demandera la réduction ou l'exonération de son loyer, il devra appeler son cédant et le propriétaire devant la commission arbitrale. »

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Ici se place la disposition additionnelle suivante de MM. Herriot, Vermorel, Beauvisage et Pontelle :

« ... Il en sera de même pour celui qui, en tant que locataire, a construit sur terrain d'autrui et a lui-même sous-loué; il sera admis à introduire devant la commission arbitrale une demande soit de remise, soit de délai, soit de prolongation de baux. »

La parole est à M. Herriot.

M. Herriot. Messieurs, la disposition additionnelle que j'ai l'honneur de présenter au Sénat, sous forme d'amendement, a simplement pour objet de remédier à ce que je crois être une lacune involontaire du projet de loi.

Il s'agit des personnes ayant construit sur le terrain d'autrui. Pour préciser ma pensée et l'éclairer, je vous demande la permission de citer un exemple qui se reproduit très fréquemment dans la commune à laquelle j'appartiens.

Une institution publique, les hospices civils, est propriétaire d'une grande partie de la ville. Tout naturellement, elle ne veut pas vendre ses terrains, afin de bénéficier des plus-values progressives qu'ils subiront. Les hospices louent donc ces terrains, pour une période qui est généralement de 18 ans, à une série de personnes qui y font édifier des maisons d'habitation et sont propriétaires, par suite, de petites constructions élevées sur le terrain d'autrui, dans l'espèce sur le terrain des hospices.

Ces petits propriétaires qui louent surtout à la classe ouvrière, à la classe pauvre, vont être très directement et très lourdement atteints par les conséquences de la loi actuelle. Il est donc tout à fait équitable de les admettre eux-mêmes au bénéfice de la procédure que vous avez instituée, c'est-à-dire de les autoriser à venir devant la commission arbitrale pour demander au propriétaire du sol d'accepter, en principe, une réduction correspondante, sur le loyer des terrains, aux pertes qu'ils auront dû subir, aux réductions qu'ils auront dû accorder. Mon amendement n'a pas d'autre objet.

Toutefois, j'y ai ajouté une phrase, la seconde, que je prierais la commission de bien vouloir accepter aussi. Elle n'a d'autre but, en effet, que de préciser le sens de cette disposition.

Je demande que la commission arbitrale ait le droit de statuer, soit sur la demande de remise, soit sur la demande de délai; soit sur la demande de prolongation de baux. Comme il s'agit du bien des pauvres et que, malgré tous les égards que je réclame pour ces petits propriétaires, il faut aussi le protéger, dans ce cas, il appartiendra à la commission arbitrale de rechercher la solution susceptible de sauvegarder le mieux les intérêts du propriétaire, sans porter atteinte aux droits essentiels de l'institution. Dans certains cas, une prolongation de bail, librement consentie, pourra dispenser, soit de remise, soit de délai.

Vous le voyez, messieurs, il s'agit simplement d'une disposition d'équité, et j'espère que la commission d'abord, le Sénat, ensuite, voudront bien la voter. (*Très bien!*)

M. Boivin-Champeaux. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Boivin-Champeaux.

M. Boivin-Champeaux. Messieurs, j'ai déposé, avec mon collègue M. Jénouvrier, un amendement tendant au même but que celui de M. Herriot.

Sur le fond des choses, nous sommes tout à fait d'accord. J'ai simplement une préférence qui n'est pas tout à fait une

préférence d'auteur, pour la rédaction que M. Jénouvrier et moi avons proposée.

L'amendement de M. Herriot porte :

« Il en sera de même pour celui qui, en tant que locataire, a construit sur terrain d'autrui et a lui-même sous-loué... »

Or, au point de vue strictement juridique, il n'y a pas sous-location. Le propriétaire constructeur prend en location le sol; il donne en location les locaux de sa maison, il ne sous-loue pas.

M. Jénouvrier. Il est le propriétaire de sa maison.

M. Boivin-Champeaux. Il n'y a donc pas, en fait, de sous-location.

C'est une objection de forme; au fond, je le répète, nous sommes tout à fait d'accord; il est de toute justice que le propriétaire de la maison, qui voit réduire les loyers de ses locataires, obtienne, de son côté, une réduction de loyer vis-à-vis du propriétaire du sol. (*Très bien!*)

M. le président. Je donne lecture de l'amendement de M. Boivin-Champeaux :

« Au cas de constructions édifiées sur le terrain d'autrui, le propriétaire de la maison, appelé devant la commission arbitrale par ses locataires, pourra lui-même mettre en cause le propriétaire du sol et demander une réduction de son loyer vis-à-vis de ce propriétaire. »

M. Herriot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Herriot.

M. Herriot. J'avais eu l'honneur d'entretenir M. Boivin-Champeaux de cette question, et, après avoir entendu ses observations, je pensais que nous étions d'accord, non seulement sur le fond, mais sur le texte même de la proposition.

Au reste, le texte qui sera voté m'est indifférent, pourvu qu'il respecte les deux intérêts essentiels que j'ai défendus.

Peut-être M. Boivin-Champeaux obtiendrait-il satisfaction si, pour tenir compte des très justes observations d'ordre juridique qu'il vient de présenter, je supprimais simplement du texte de mon amendement les mots « sous-loué ».

Vous faites observer, mon cher collègue, — ce qui est très juste — que l'intéressé visé par mon amendement est locataire du terrain et propriétaire de l'immeuble; il se trouve donc dans une situation juridique complexe.

Peut-être que, si l'on disait: « celui qui... a construit sur le terrain d'autrui et a lui-même loué... » M. Boivin-Champeaux aurait satisfaction.

M. Boivin-Champeaux. Je n'ai aucun amour-propre d'auteur et je m'en remets à la commission.

M. le rapporteur. Puisqu'on veut bien prendre l'arbitrage de la commission — ce qui est d'autant plus naturel qu'il s'agit d'aller devant la commission arbitrale (*Sourires*), ce n'est donc qu'une anticipation — je constate que l'honorable M. Herriot et l'honorable M. Jénouvrier sont d'accord.

Il me semble que le texte de M. Boivin-Champeaux exprime d'une manière particulièrement précise les idées que vient de défendre M. Herriot. Puisque vous êtes d'accord, l'amendement vous devient commun. La commission l'accepte.

M. Herriot. J'accepte le texte que la commission et le Sénat jugeront bon d'accepter, pourvu que je sois assuré que les propriétaires, tels que je les ai définis, reçoivent la satisfaction qui leur est due, et ensuite — puisqu'il s'agit de viser un cas un peu spécial, celui des hospices civils de la ville de Lyon — s'il est inscrit dans ce texte que la procédure devra être aussi souple que pos-

sible, pour éviter les dommages qui pourraient résulter de l'application abusive ou maladroite de cette procédure.

M. André Lebert. Je demande la parole pour une question de rédaction.

M. le président. Vous avez la parole.

M. André Lebert. M. Herriot, dans la rédaction de son amendement, a voulu placer au 1^{er} alinéa, après les mots : « appeler le propriétaire devant la commission arbitrale », les mots : « il en sera de même, etc. »

Si ces amendements de MM. Herriot et Boivin-Champeaux doivent être intercalés dans l'article, ils ne viennent qu'après le deuxième alinéa, c'est-à-dire après le mot : « cédant ».

M. le rapporteur. Je demande même qu'ils viennent plus loin.

M. Jénouvrier. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jénouvrier.

M. Jénouvrier. Messieurs, la situation décrite au Sénat par MM. Herriot et Boivin-Champeaux m'a frappé, car la situation qui existe dans la ville de Lyon se présente aussi dans la ville de Rennes.

Les hospices de Rennes ont loué dans les mêmes conditions que les hospices de Lyon.

A côté d'eux, des propriétaires ont loué de même.

Nous désirerions — que M. Herriot me permette de le lui dire — voir adopter la rédaction de M. Boivin-Champeaux et la mienne, qui sont peut-être un peu plus juridiques.

Nous nous sommes rendu compte que le propriétaire de l'édifice n'est pas un locataire ; il est propriétaire à ce point qu'il peut constituer hypothèque.

Je puis donner à M. Herriot l'assurance qu'il aura toute satisfaction, non seulement pour l'administration des hospices dont il est le chef, mais pour tous ses compatriotes qui ont loué des terrains sur lesquels des édifices ont été élevés.

M. le rapporteur. La commission considère, après les observations échangées, qu'elle est en face d'un seul texte qui émane de M. Herriot et de ses collègues, de M. Boivin-Champeaux et de M. Jénouvrier, texte relatif à des situations qu'on rencontre notamment dans la ville de Lyon, dont M. Herriot est l'administrateur très distingué.

Je demande que ce texte unique prenne place, dans l'amendement de M. Lebert devenu le texte de la commission, avant l'alinéa : « Dans tous les cas la commission... » (C'est cela !)

M. le président. Je mets alors aux voix les trois alinéas du texte de la commission tel qu'il résulte de l'amendement de M. Lebert.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Ici se place la disposition additionnelle de MM. Herriot, Vermorel, Beauvisage, Cazeneuve, Ponteille, Boivin-Champeaux et Jénouvrier.

J'en donne une nouvelle lecture :

« Au cas de constructions édifiées sur le terrain d'autrui, le propriétaire de la maison, appelé devant la commission arbitrale par ses locataires, pourra lui-même mettre en cause le propriétaire du sol et demander une réduction de son loyer vis-à-vis de ce propriétaire. »

M. Herriot. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Herriot.

M. Herriot. Je désire demander un ren-

seignement à M. Boivin-Champeaux ou à M. le rapporteur.

Dans le texte que M. le président vient de relire, il est question du propriétaire appelé devant la commission arbitrale.

Il est bien entendu que l'amendement vise aussi le propriétaire qui se voit appliquer les dispositions de l'article 15, concernant les exonérations d'office ?

M. le rapporteur. Dès que vous entrez dans la loi, vous entrez dans les dispositions générales de la loi.

M. Herriot. Il faut préciser. Beaucoup de petits propriétaires se verront appliquer d'office les dispositions de l'article 15. Ils auront, bien entendu, le droit d'appeler le propriétaire du terrain devant la commission arbitrale ?

M. le rapporteur. Je ne puis que répéter l'observation que je viens de faire.

M. le président. Je mets aux voix l'amendement de MM. Herriot et Boivin-Champeaux.

(Cet amendement est adopté.)

M. le président. Je mets aux voix le dernier alinéa du texte de la commission ainsi conçu :

« Dans tous ces cas, la commission arbitrale réglera la situation de chacun des intéressés. »

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Je donne lecture de la dernière partie de l'article 22 :

« Le locataire principal qui a perçu d'un sous-locataire, en tout ou en partie, le prix du bail, en doit compte au propriétaire et ne peut, pour en refuser le paiement, invoquer aucune des exceptions prévues par la présente loi.

« Dans le cas visé au paragraphe ci-dessus, si le locataire principal a négligé de verser au bailleur les sommes correspondant aux termes perçus du sous-locataire, ces sommes porteront, à partir de la promulgation de la présente loi, intérêt de plein droit à 6 p. 100 l'an au profit du bailleur et à la charge dudit locataire principal. »

M. Leblond. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Leblond.

M. Leblond. Dans son commentaire du deuxième alinéa, l'honorable rapporteur dit ceci : « Certains locataires principaux mobilisés, ayant perçu de leurs sous-locataires le montant des termes destinés au propriétaire, l'avaient gardé par devers eux, en invoquant leur qualité de mobilisé. »

J'appelle l'attention de la commission sur le locataire qui, bien que n'étant pas locataire principal, a sous-loué tout ou partie des locaux qu'il occupe et n'a pas payé son propriétaire, en invoquant le moratorium.

Est-il, dans ce cas, assimilé au principal locataire dans les termes du paragraphe en question ?

M. le rapporteur. Une jurisprudence est intervenue à cet égard depuis la rédaction du rapport. Le propriétaire peut saisir-arrêter entre les mains du sous-locataire. La difficulté se trouve ainsi résolue.

M. Leblond. Je remercie M. le rapporteur de ses explications, qui me donnent complète satisfaction.

M. le président. Je mets aux voix la dernière partie de l'article 22.

(Ce texte est adopté.)

M. le président. Avant de mettre aux voix l'ensemble de l'article 22, j'en donne lecture.

« Au cas où le locataire aura cédé son bail et où le concessionnaire demandera la

réduction ou l'exonération de son loyer, il devra appeler son cédant et le propriétaire devant la commission arbitrale.

« Le propriétaire et le cessionnaire pourront être également appelés par le cédant.

« S'il y a une caution, elle devra être appelée de son côté. Il n'est rien modifié pour ce qui la concerne aux articles 2013 et 2023 du code civil.

« Au cas de sous-location, le locataire principal appelé devant la commission arbitrale pourra mettre en cause le propriétaire.

« Au cas de constructions édifiées sur le terrain d'autrui, le propriétaire de la maison, appelé devant la commission arbitrale par ses locataires, pourra lui-même mettre en cause le propriétaire du sol et demander une réduction de son loyer vis-à-vis de ce propriétaire.

« Dans tous les cas, la commission arbitrale réglera la situation de chacun des intéressés.

« Le locataire principal qui a perçu d'un sous-locataire, en tout ou en partie, le prix du bail, en doit compte au propriétaire et ne peut, pour en refuser le paiement, invoquer aucune des exceptions prévues par la présente loi.

« Dans le cas visé au paragraphe ci-dessus, si le locataire principal a négligé de verser au bailleur les sommes correspondant aux termes perçus du sous-locataire, ces sommes porteront, à partir de la promulgation de la présente loi, intérêt de plein droit à 6 p. 100 l'an au profit du bailleur et à la charge dudit locataire principal. »

(L'article 22 est adopté.)

M. le président. « Art. 23. — L'obligation de tenir compte au propriétaire du montant de chaque sous-location perçue, et ce à peine d'intérêts moratoires, ne s'appliquera pas aux logeurs en garni. Pour ces derniers, la commission arbitrale appréciera, en envisageant le loyer d'ensemble de l'immeuble et les charges du logeur, et ce dans les termes de l'article 13, les réductions ou exonérations qui pourront leur être accordées sur les justifications prévues par ledit article.

« Les logeurs en garni ne pourront, contre le paiement de la somme ainsi fixée par la commission arbitrale, invoquer aucune des exceptions prévues par la présente loi. »

Ici se place un amendement de MM. Poirrier, T. Steeg, Charles Deloncle et de Las Cases qui est ainsi conçu :

« Article 23. — Rédiger comme suit le premier alinéa de cet article :

« L'obligation de tenir compte au propriétaire du montant de chaque sous-location perçue, et ce à peine d'intérêts moratoires, ne s'appliquera pas aux logeurs en garni. Pour ces derniers, la commission arbitrale appréciera, en envisageant le loyer d'ensemble de l'immeuble du logeur, les charges du logeur et l'indemnité à laquelle il aura droit en vertu de l'article 29, les réductions ou exonérations qui pourront leur être accordées sur les justifications prévues par ledit article. (Le reste sans changement). »

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. Nos collègues MM. Poirrier, Steeg, Deloncle et de Las Cases ont introduit une précision utile dans l'article 23, qui aura sa répercussion dans l'article 29, relative aux logeurs en garni. Leur amendement est ainsi conçu :

« L'obligation de tenir compte au propriétaire du montant de chaque sous-location perçue, et ce à peine d'intérêts moratoires, ne s'appliquera pas aux logeurs en garni.

Pour ces derniers, la commission arbitrale appréciera, en envisageant le loyer d'ensemble de l'immeuble du logeur, les charges du logeur et l'indemnité à laquelle il aura droit en vertu de l'article 29, les réductions ou exonérations qui pourront leur être accordées sur les justifications prévues par ledit article.

« Les logeurs en garni ne pourront contre le paiement de la somme ainsi fixée par la commission arbitrale, invoquer aucune des exceptions prévues par la présente loi. »

La commission accepte l'amendement.

M. le président. La commission acceptant l'amendement, je donne une nouvelle lecture de l'article 23, ainsi modifié.

Je mets aux voix l'art. 23.

(L'article 23 est adopté.)

M. le président. « Art. 24. — La compensation en tout ou en partie des sommes versées à titre de loyer d'avance avec le montant des termes échus pendant la durée de la guerre pourra être ordonnée par les commissions arbitrales qui fixeront les délais dans lesquels les loyers d'avance devront être reconstitués. » (Adopté.)

« Art. 25. Les règles établies par toutes les dispositions qui précèdent sont applicables aux locataires en garni.

« Toutefois, les commissions arbitrales devront déterminer dans le chiffre du loyer la fraction représentative des fournitures qui demeureront à la charge des locataires. » (Adopté.)

Art. 26. — Les dispositions de la présente loi ne s'appliquent qu'aux baux antérieurs au 1^{er} août 1914 ou aux locataires qui étaient déjà en possession des lieux loués à cette époque.

« A titre exceptionnel, elles pourront cependant être invoquées même pour des baux postérieurs au 1^{er} août 1914 :

« 1^o Par les réfugiés des départements envahis ;

« 2^o Par les locataires appelés sous les drapeaux en vertu de lois ou décrets postérieurs au 1^{er} août 1914 ou par leurs ayants droit ;

« 3^o Par les hommes engagés postérieurement au 1^{er} août 1914 ou par leurs ayants droit.

« Nonobstant les termes du premier alinéa du présent article, les personnes visées aux articles 3, 4, 5, 6, 7 et 8 du titre 1^{er} de la présente loi pourront, même pour des baux postérieurs au 1^{er} août 1914, exercer le droit de résiliation dans les cas prévus par les dits articles. » (Adopté.)

« Art. 27. — L'exercice du privilège ou des droits et actions du bailleur peut être limité à une partie déterminée et suffisante du mobilier garnissant les lieux loués et servant de gage spécial à sa créance.

« Le bailleur peut, si le locataire quitte les lieux loués avant le complet paiement des loyers encore dus et sans fournir une caution suffisante, réaliser le gage affecté à sa créance, laquelle deviendra immédiatement exigible. »

M. Jénouvrier. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Jénouvrier.

M. Jénouvrier. L'article 27 prévoit le cas où un locataire solliciterait une réduction dans l'étendue du privilège et des droits et actions du bailleur. Et l'alinéa 1^{er} de l'article 27 dit que cette réduction peut être accordée.

Je demande à M. le rapporteur par quelle juridiction.

M. le rapporteur. Par la commission arbitrale.

M. Fabien Cesbron. Ainsi n'importe quel

locataire pourra demander cette limitation de l'exercice du privilège ou des droits et actions du bailleur ?

M. le rapporteur. C'est la commission arbitrale qui appréciera.

M. le président. S'il n'y a plus d'observation, je mets aux voix l'article 27. (L'article 27 est adopté.)

M. le rapporteur. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le rapporteur.

M. le rapporteur. La commission propose au Sénat de renvoyer à la prochaine séance la suite de la discussion, parce que des questions importantes vont comporter certains développements; le cas du bailleur en présence de la faillite, notamment.

La commission demande au Sénat de vouloir bien reprendre la discussion à l'article 28, demain à deux heures et demie.

M. le président. Personne ne s'oppose au renvoi de la suite de la discussion?...

Le renvoi est ordonné.

12. — DÉPÔT DE PROJETS DE LOI

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. Ribot, ministre des finances. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat deux projets de loi, adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, portant ouverture de crédits additionnels au titre du budget annexe des monnaies et médailles, en vue de la reprise des frappes de monnaie de nickel ;

Le 2^o, portant autorisation d'avances aux gouvernements alliés ou amis.

M. le président. Les projets de loi sont renvoyés à la commission des finances.

Ils seront imprimés et distribués.

La parole est à M. le garde des sceaux.

M. René Viviani, garde des sceaux, ministre de la justice. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat, au nom de M. le ministre de la guerre, un projet de loi, adopté par la Chambre des députés relatif 1^o à l'admission des officiers d'administration dans les corps de troupes, et des officiers combattants dans une arme autre que dans leur arme d'origine; 2^o à l'admission des officiers de réserve dans l'armée active.

M. le président. Le projet de loi est renvoyé à la commission de l'armée.

Il sera imprimé et distribué.

13. — DÉPÔT DE RAPPORTS. — INSERTION AU « JOURNAL OFFICIEL »

M. le président. La parole est à M. Beauvisage pour le dépôt d'un rapport.

M. Beauvisage. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un rapport fait au nom de la commission des finances chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels au titre du budget annexe des monnaies et médailles, en vue de la reprise des frappes de monnaie de nickel.

M. le président. La commission demande la déclaration d'extrême urgence, l'insertion du rapport au *Journal officiel* et l'inscription du projet de loi à l'ordre du jour de la séance de demain.

Je mets aux voix la déclaration d'extrême urgence.

(L'extrême urgence est déclarée.)

M. le président. Personne ne s'oppose à l'insertion du rapport au *Journal officiel* de demain?...

L'insertion est ordonnée.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate qui est demandée par vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Mascaraud, Rivet, Renaudat, Cazeneuve, Doumer, Milliès-Lacroix, Petitjean, Cornet, T. Steeg, Bérard, Gérard, Maurice Faure, Jénouvrier, Lourties, Guillier, Chastenet, Beauvisage, Gervais, Bourganel, plus une signature illisible.

Il n'y a pas d'opposition?...

La discussion immédiate est prononcée. — L'inscription à l'ordre du jour de la prochaine séance est également ordonnée.

La parole est à M. Gervais.

M. Gervais. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat deux rapports faits au nom de la commission des finances chargée d'examiner les projets de loi adoptés par la Chambre des députés :

Le 1^{er}, portant application à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, modifiée par les lois des 5 mars 1890, 17 avril 1901, 27 mars 1903 et 23 juillet 1911, ainsi que des dispositions des règlements d'administration publique rendus pour l'exécution de ces lois ;

Le 2^o, relatif à la régularisation d'un décret du 5 août 1915, ouvrant un crédit de 256,063 fr. 58 au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion (exercice clos 1913).

M. le président. La commission demande la déclaration de l'urgence, l'insertion des rapports au *Journal officiel* et l'inscription des projets de loi à l'ordre du jour de la séance de demain.

Je mets aux voix la déclaration d'urgence.

(L'urgence est déclarée.)

M. le président. Personne ne s'oppose à l'insertion des rapports au *Journal officiel* de demain?...

L'insertion est ordonnée.

Je consulte le Sénat sur la discussion immédiate qui est demandée par vingt de nos collègues dont voici les noms : MM. Doumer, Bérard, Petitjean, Milliès-Lacroix, Beauvisage, Maurice Faure, Guillier, Gervais, Lourties, Cazeneuve, Renaudat, Rivet, Mascaraud, Chastenet, Jénouvrier, Bourganel, Gérard, Cornet, T. Steeg, plus une signature illisible.

Il n'y a pas d'opposition?...

La discussion immédiate des deux projets de loi est prononcée. — Leur inscription à l'ordre du jour de demain est également ordonnée.

14. — TRANSMISSION DE DEUX PROPOSITIONS DE LOI

M. le président. J'ai reçu de M. le président de la Chambre des députés les communications suivantes :

» Paris, 27 juillet 1916.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 27 juillet 1916, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi relative au fonctionnement des cours d'appel et des tribunaux de première instance pendant la durée de la guerre.

« Conformément aux dispositions de l'article 103 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agréez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,

« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi est renvoyée aux bureaux.

Elle sera imprimée et distribuée.

• Paris, le 27 juillet 1916.

« Monsieur le président,

« Dans sa séance du 27 juillet 1916, la Chambre des députés a adopté une proposition de loi tendant à exempter des droits de timbre et à enregistrer gratis les procurations des mutilés de la guerre, que la nature de leurs blessures empêche de signer.

« Conformément aux dispositions de l'article 105 du règlement de la Chambre, j'ai l'honneur de vous adresser une expédition authentique de cette proposition dont je vous prie de vouloir bien saisir le Sénat.

« Je vous serai obligé de m'accuser réception de cet envoi.

« Agrérez, monsieur le président, l'assurance de ma haute considération.

« Le président de la Chambre des députés,

« PAUL DESCHANEL. »

La proposition de loi est renvoyée à la commission des finances.

Elle sera imprimée et distribuée.

15. — DÉPÔT DE RAPPORT

M. le président. J'ai reçu de M. Perchot un rapport fait au nom de la commission chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant suppression des contributions directes et établissement d'un impôt général sur les revenus et d'un impôt complémentaire sur l'ensemble du revenu (titre III disjoint par le Sénat les 18 et 19 mars 1914).

Le rapport sera imprimé et distribué.

16. — DÉPÔT D'UN AVIS. — INSERTION AU « JOURNAL OFFICIEL »

M. le président. La parole est à M. Steeg.

M. T. Steeg. J'ai l'honneur de déposer sur le bureau du Sénat un avis présenté au nom de la commission des finances, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux indemnités accordées aux fonctionnaires de l'enseignement (art. 98 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913).

M. le président. La commission des finances demande que l'avis qui vient d'être déposé par M. Steeg, soit inséré au *Journal officiel* de demain, le projet de loi auquel il se réfère étant déjà inscrit à l'ordre du jour.

Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi ordonné.

17. — RÈGLEMENT DE L'ORDRE DU JOUR

M. le président. Je donne la parole à M. le ministre de l'agriculture sur l'ordre du jour.

M. Méline, ministre de l'agriculture. Je serai reconnaissant au Sénat de vouloir bien maintenir à son ordre du jour, après la proposition de loi sur les baux à loyers, le projet de loi sur la mise en culture des terres abandonnées. Il n'échappera pas au Sénat qu'il y a le plus grand intérêt et la plus grande urgence à voter ce projet. Alors même qu'il ne pourrait pas retourner utilement devant la Chambre, le vote du Sénat permettrait de faire les préparations nécessaires pour l'application de ses importantes dispositions en vue de la campagne d'automne. (*Très bien! très bien!*)

M. le président. Si personne ne s'oppose à la demande de M. le ministre de

l'agriculture, le projet de loi relatif à la mise en culture des terres abandonnées sera inscrit à l'ordre du jour, immédiatement après le projet relatif aux loyers. (*Adhésion.*)

M. Ribot, ministre des finances. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. le ministre des finances.

M. le ministre des finances. Je demande au Sénat de bien vouloir mettre en tête de l'ordre du jour de la séance de demain le projet de loi relatif aux contributions directes, ainsi que les divers projets de loi intéressant mon département et, sous réserve qu'il n'y aura pas débat, le projet de loi concernant l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour les marchés administratifs relatifs au ravitaillement civil.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition ?

Il en est ainsi ordonné.

M. Audiffred. Je demande la parole.

M. le président. La parole est à M. Audiffred.

M. Audiffred. Au nom de la commission de l'outillage national, je prie le Sénat de bien vouloir inscrire à la suite de son ordre du jour la proposition de loi relative à l'achèvement des ports et des voies navigables.

M. le président. Il n'y a pas d'opposition ?...

Il en est ainsi ordonné.

Voici quel serait alors l'ordre du jour de la séance de demain vendredi 23 juillet :

A deux heures et demie, séance publique :

1^{re} délibération, sous réserve qu'il n'y ait pas débat, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux immunités accordées aux fonctionnaires de l'enseignement (art. 98 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913);

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1917;

1^{re} délibération, sous réserve qu'il n'y ait pas débat, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour les marchés administratifs ayant exclusivement pour objet l'approvisionnement de la population en vivres et moyens de chauffage;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à suspendre, jusqu'à la fin des hostilités, les effets de l'article 59 de la loi de finances du 25 février 1901 (suppression de l'allocation accordée aux dénaturalisés);

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1917);

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre;

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole pendant la guerre;

Discussion sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à modifier l'article 4 de la loi du 20 juillet 1895 sur les caisses d'épargne, et l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, ten-

dant à compléter l'article 20 de la loi du 24 juillet 1889 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés;

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à assurer le recrutement des sages-femmes et à supprimer la 2^e classe pour les herboristes et les sages-femmes;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant l'article 12 de la loi du 19 avril 1906, et l'article 15 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les allocations dues au personnel du service sanitaire maritime appelé à concourir à l'application de la loi du 17 avril 1907;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture sur l'exercice 1915 de crédits applicables aux services de la marine;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, comportant garantie par l'Etat des risques de guerre pour les voyages exécutés sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique jusqu'à la fin des hostilités, et remboursement aux budgets généraux de l'Afrique occidentale et équatoriale des sommes versées pour la garantie desdits risques depuis l'ouverture des hostilités;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant application à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane, de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, modifiée par les lois des 5 mars 1890, 17 avril 1901, 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, ainsi que des dispositions et règlements d'administration publique rendus pour l'exécution de ces lois;

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la régularisation d'un décret du 5 août 1915 ouvrant un crédit de 256,033 fr. 58 au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion. (exercice clos 1913);

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels au titre du budget annexe des monnaies et médailles, en vue de la reprise des frappes de monnaie de nickel;

1^{re} délibération sur la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, tendant à protéger les bénéficiaires des polices d'assurances sur la vie, à ordre et au porteur, des bons de capitalisation et d'épargne, dont les titres ont été égarés, détruits ou volés par le fait ou à l'occasion de la guerre;

1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les allocations aux familles des mobilisés; 2^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les cas de recours devant la commission supérieure des allocations;

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Audiffred, relative à l'achèvement des ports et des voies navigables. (*Adhésion.*)

Personne ne demande plus la parole ?...

La séance est levée.

(La séance est levée à six heures.)

Le Chef par intérim du service de la sténographie du Sénat,
ARMAND POIREL.

QUESTIONS ÉCRITES

Application de l'article 80 du règlement, modifié par la résolution du 7 décembre 1914 et ainsi conçu :

« Art. 80. — Tout sénateur peut poser à un ministre des questions écrites ou orales.

« Les questions écrites, sommairement rédigées, sont remises au président du Sénat.

« Dans les huit jours qui suivent leur dépôt, elles doivent être imprimées au Journal officiel avec les réponses faites par les ministres. Elles ne feront pas l'objet d'une publication spéciale.

« Les ministres ont la faculté de déclarer par écrit que l'intérêt public leur interdit de répondre ou, à titre exceptionnel, qu'ils réclament un délai pour rassembler les éléments de leur réponse. »

1074. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 26 juillet 1916, par M. Lebert sénateur, demandant à M. le ministre de la justice ce que sont les intérêts pour les non-commerçants faisant accidentellement acte de commerce un décret moratoire visant les opérations entre commerçants et un autre les opérations commerciales.

1075. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 27 juillet 1916, par M. Milan, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre de reviser les affectations des mobilisés des groupes spéciaux et de verser les hommes coupables seulement de fautes légères qui désirent se racheter sur le front, dans les unités régulières.

1076. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 27 juillet 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que les hommes des réserves de l'active et de la territoriale soient affectés aux formations du front avant les R. A. T., à n'affecter qu'aux services de l'intérieur ou de l'arrière.

1077. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 27 juillet 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre si les gendarmes étant assimilés au grade de sous-officier dans certaines prévôtés peuvent porter le galon de sous-officier au lieu de la baraque en laine bleue.

1078. — Question écrite, remise à la présidence du Sénat, le 27 juillet 1916, par M. Gaudin de Villaine, sénateur, demandant à M. le ministre de la guerre que des candidats inscrits au tableau d'avancement depuis 1913 et 1914 soient promus aux grades de brigadier et maréchal des logis.

RÉPONSES DES MINISTRES AUX QUESTIONS ÉCRITES.

Réponse de M. le ministre de l'intérieur à la question écrite n° 1058, posée, le 13 juillet 1916, par M. de Las Cases, sénateur.

M. de Las Cases, sénateur, demande à M. le ministre de l'intérieur si un fils unique orphelin, dont le père est mobilisé, a droit à l'allocation de 1 fr. 25 et si les décisions de l'assemblée cantonale peuvent être annulées en dehors de la commission d'arrondissement, et non exécutées par le sous-préfet.

Réponse.

Aux termes d'instructions ministérielles en date du 21 avril dernier, l'allocation

principale de 1 fr. 25 est accordée, au lieu et place de la simple majoration de 50 centimes, à l'enfant unique ou à l'aîné des enfants du veuf mobilisé.

D'autre part, l'administration préfectorale ne saurait ni annuler d'office, ni se refuser à exécuter la décision des commissions cantonales, celles-ci étant, aux termes de la circulaire du 22 août 1914, exécutoires notwithstanding appel.

Réponse de M. le ministre de l'agriculture à la question écrite n° 1059, posée, le 13 juillet 1916, par M. Monnier, sénateur.

M. Monnier, sénateur, demande à M. le ministre de l'agriculture que les pommes de terre soient entièrement réservées à l'alimentation des civils et des militaires, avec interdiction de leur distillation pour l'alcool.

Réponse.

La distillation des pommes de terre ne peut être interdite. Aucun texte de loi ne permet actuellement d'établir une réglementation dans ce sens. Toutefois, la question soulevée présentant un grand intérêt, le ministre de l'agriculture l'a signalée à M. le sous-secrétaire d'Etat de l'artillerie et des munitions, à qui il appartient d'imposer aux fabriques réquisitionnées l'obligation d'employer d'autres matières premières que les pommes de terre.

Réponse de M. le ministre du commerce de l'industrie, des postes et des télégraphes, à la question écrite n° 1060, posée, le 17 juillet 1916, par M. Martinet, sénateur.

M. Martinet, sénateur, demande à M. le ministre du commerce, de l'industrie, des postes et des télégraphes que les heures d'ouverture du bureau de poste d'une région ouvrière soient reprises comme précédemment.

Réponse.

L'administration des postes a pu jusqu'ici, malgré les très graves difficultés avec lesquelles elle a été aux prises, assurer l'exécution du service sans restreindre les facilités offertes au public. Mais par suite de la mobilisation de nouvelles classes d'agents et de l'affaiblissement consécutif de ses ressources en personnel exercé, elle s'est trouvée récemment dans l'obligation absolue d'appliquer aux bureaux des départements l'horaire qui a été mis en vigueur à Paris dès le début des hostilités.

Le fonctionnement régulier du service exige que cet horaire soit uniforme pour tout le territoire, les localités étant d'ailleurs nombreuses qui pourraient arguer d'une situation spéciale pour y faire exception.

RAPPORT, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi adopté par la Chambre des députés comportant garantie par l'Etat des risques de guerre pour les voyages exécutés sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique jusqu'à la fin des hostilités et remboursement aux budgets généraux de l'Afrique occidentale et équatoriale des sommes versées pour la garantie desdits risques depuis l'ouverture des hostilités, par M. Milliès-Lacroix, sénateur.

Messieurs, la Chambre des députés a voté dans sa séance d'hier un projet de loi destiné à assurer, par la garantie de l'Etat

contre les risques de guerre, les relations maritimes pour le service postal et pour les transports entre les colonies de l'Afrique occidentale et de l'Afrique équatoriale française et la métropole.

En vertu du cahier des charges du 6 février 1906 établi par application de la loi du 5 mai 1905, la compagnie des Chargeurs réunis doit exécuter, tous les deux mois, un voyage du Havre et Bordeaux jusqu'à Matadi et desservir toutes les escales de la côte occidentale et équatoriale d'Afrique prévues au contrat. Toutefois, ni le cahier des charges, ni la loi visés ci-dessus n'ont déclaré expressément qu'en cas de guerre, ainsi qu'il a été spécifié pour les autres lignes de navigation, la compagnie des Chargeurs réunis, si elle était invitée à continuer ses services, serait garantie par l'Etat contre les risques de guerre. Le projet de loi a pour but de faire cesser cette différence de traitement. La compagnie n'en a pas souffert puisqu'une grande partie des risques de guerre a été couverte par nos possessions d'Afrique, mais celles-ci ne peuvent supporter définitivement une charge aussi lourde. Aussi en même temps que la garantie des risques de guerre sera accordée par l'Etat aux voyages effectués sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique depuis la promulgation de la loi dont le texte vous est proposé jusqu'à la fin des hostilités, le projet de loi accorde aux budgets généraux des groupes de colonies, qui auront supporté, jusque là, la dépense de couverture des risques de guerre, le remboursement des sommes qu'elles auront dû verser.

L'Etat supportera les risques de guerre pour chaque voyage mensuel qui sera effectué de France jusqu'à Matadi. S'il s'agit d'un voyage par mois et non tous les deux mois, ainsi que le prévoit le cahier des charges du 6 février 1907, c'est que l'on considère, conformément aux stipulations de la loi du 5 mai 1906, qu'un voyage tous les deux mois ne peut assurer des relations suffisantes entre nos colonies d'Afrique et la métropole. Celle-ci est intéressée, au même titre que nos colonies à ces services mensuels et réguliers qui permettent d'assurer des transports pour la défense nationale et ont pour but de maintenir ou développer notre expansion économique.

Le projet de loi a donné lieu devant la Chambre des députés à un long débat des plus intéressants. D'accord avec la commission des affaires extérieures et coloniales de la Chambre des députés, M. le ministre des colonies n'a pas eu de peine à faire adopter le projet de loi. Après avoir fait valoir les conditions dans lesquelles le Gouvernement a négocié avec la compagnie des chargeurs réunis pour assurer la permanence des rapports de la métropole avec ses grandes colonies d'Afrique, l'honorable ministre a exposé les sacrifices de toute sorte que n'ont pas hésité à s'imposer nos grandes colonies depuis le début de la guerre pour concourir aux nécessités de la défense nationale.

« L'Allemagne, a-t-il dit, espérait s'emparer de nos colonies, nous avons pris les siennes. Nous occupons le Togo avec les Anglais, nous occupons seuls la presque totalité du Cameroun. Ces conquêtes ont été dues à la vaillance, à l'héroïsme de nos soldats et de leurs chefs qui n'ont pas été moindres que ceux des soldats et des chefs qui luttent sur le front français.

« Allez-vous signifier aux colonies, à l'Afrique occidentale française qui nous a donné 120,000 tirailleurs, à l'Afrique équatoriale française qui a réussi à mener à bien la conquête du Cameroun, qu'elles n'aient plus de communications avec la mère-patrie? Allez-vous lésiner pour des crédits minimes? Allez-vous dire au Cameroun que nous occupons et administrons, qu'il sera,

lui aussi, isolé de nous? Allez-vous faire que ce soient, demain, des compagnies anglaises, hollandaises, belges ou américaines qui assureront le service de la côte occidentale d'Afrique?

La commission des finances s'associe pleinement à l'appel fait par M. le ministre des colonies à la Chambre des députés. Elle a l'honneur en conséquence de vous proposer d'adopter le projet de loi ci-après :

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Sont garantis par l'Etat contre les risques de guerre courus jusqu'à la cessation des hostilités les voyages subventionnés exécutés du Havre-Bordeaux jusqu'à Matadi par la compagnie des chargeurs réunis en vertu de son contrat postal. Sera également garanti par l'Etat contre les mêmes risques tout voyage que le ministre des colonies jugera utile de faire exécuter de France sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique. Le nombre des voyages subventionnés ou non auxquels s'appliquera cette garantie de l'Etat ne pourra être supérieur à un toutes les trois semaines. La compagnie ne pourra suspendre le service tel qu'il est prévu ci-dessus avant d'y avoir été autorisée par l'Etat.

Art. 2. — L'Etat remboursera aux groupes des colonies de l'Afrique occidentale et équatoriale française les sommes qu'elles auront effectivement versées depuis l'ouverture des hostilités jusqu'à la promulgation de la présente loi, pour couverture des risques de guerre afférents aux voyages accomplis dans les conditions visées à l'article 1^{er}.

Art. 3. — Il est ouvert au ministre des colonies, au titre de l'exercice 1916, en addition aux crédits provisoires alloués par les lois des 29 décembre 1915, 30 mars et 30 juin 1916 et par des lois spéciales, un crédit de 950,000 fr. applicable à un chapitre nouveau du budget de son ministère portant le n° 40 bis et intitulé : « Remboursement aux budgets généraux de l'Afrique occidentale et équatoriale des sommes versées pour la garantie des risques de guerre depuis l'ouverture des hostilités ».

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi concernant les allocations dues au personnel du service sanitaire maritime appelé à concourir à l'application de la loi du 17 avril 1907, par M. Cabart-Danneville, sénateur.

Messieurs, l'article 51 de la loi du 17 avril 1907, concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce, est ainsi rédigé :

« Art. 51. — Les membres des commissions prévues aux articles 4, 6, 8 et 19, qui ne sont ni officiers, ni fonctionnaires en activité de service, recevront des rétributions sur les fonds du budget du département de la marine. Ils ne seront pas assujettis, en raison de ces fonctions, à la contribution des patentes. »

A l'article 4 qui vise la constitution des commissions de visite, on indique comme membre de cette commission :

« Le directeur de la santé du port ou un médecin sanitaire le suppléant; à défaut, un médecin de la marine en activité ou en retraite, ou un médecin civil. »

Les articles 6 et 8 ne concernent pas le service médical, et l'article 19 qui a trait à la commission supérieure comprend l'inspecteur général des services sanitaires de France et un membre du conseil supérieur de santé de la marine.

On voit que les membres des commis-

sions prévues par cette loi qui ne sont ni officiers ni fonctionnaires en activité de service reçoivent des allocations sur les fonds du budget de la marine. Mais cette disposition ne permet pas de rémunérer les médecins du service sanitaire maritime, chargés de concourir à la visite des navires, à celle des coffres à médicaments embarqués, etc. Tel a été, du moins, l'avis du conseil d'Etat, consulté sur le point de savoir si les médecins de ce service devaient être considérés comme fonctionnaires en activité de service.

Le conseil d'Etat, toutefois, en formulant cet avis, a exprimé le vœu que les moyens d'accorder une allocation aux médecins sanitaires pour leur participation à l'application de la loi de 1907 soient recherchés, et le ministre de l'intérieur, sous l'autorité de qui ces médecins sont placés, s'est prononcé dans un sens identique.

Il a fait remarquer que le concours qu'on demande à ces techniciens constitue pour eux un surcroît de travail appréciable, étranger à leurs attributions normales et pour lequel il ne serait pas équitable de leur refuser toute rémunération.

Dans ces conditions, il a été jugé nécessaire de préparer un projet de loi ayant pour objet d'attribuer aux médecins sanitaires, qui concourent aux visites prévues par la loi du 17 avril 1907, des allocations égales à celles qui sont accordées aux membres des commissions de visite, en vertu de l'article 51 de ladite loi.

En conséquence, messieurs, votre commission de la marine a l'honneur de vous proposer d'adopter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Les directeurs, agents principaux ou médecins du service sanitaire maritime, appelés à concourir à l'application de la loi du 17 avril 1907 concernant la sécurité de la navigation maritime et la réglementation du travail à bord des navires de commerce, seront rétribués pour ces fonctions sur les fonds du budget du département de la marine et suivant les tarifs déterminés en exécution de l'article 51 de ladite loi.

Art. 2. — Les retenues pour pensions civiles, énumérées à l'article 3 de la loi du 9 juin 1853, ne seront pas exercées sur cette rétribution.

RAPPORT fait au nom de la commission de la marine chargée d'examiner le projet de loi modifiant l'article 12 de la loi du 19 avril 1906 et l'article 15 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande, par M. Cabart-Danneville, sénateur.

Messieurs, l'article 12 de la loi du 19 avril 1906 sur les encouragements à la marine marchande est ainsi libellé :

« Le bénéfice des allocations instituées par la présente loi est réservé : 1° en ce qui concerne les primes à la construction, aux navires dont la coque ainsi que les machines motrices et les chaudières ont été construites en France; 2° en ce qui concerne les compensations d'armement, aux navires dont le port d'attache est en France. »

« Des primes à la construction et à l'armement pourront être allouées par les colonies françaises, sur les budgets locaux, aux navires construits dans les colonies ou y ayant leur port d'attache. »

« Est abrogé l'article 17 de la loi du 7 avril 1902. »

« Est également abrogé, pour les navires ayant leur port d'attache dans les colonies, l'article 2 de la loi du 21 septembre 1793, en ce qui concerne la composition de leurs

équipages, laquelle sera fixée par un règlement d'administration publique. »

La règle édictée par les deux premiers paragraphes de cet article est formelle et l'administration est, par suite, tenue de refuser les allocations pour l'ensemble du navire, dans le cas où les appareils moteurs sont de construction étrangère.

Sans doute, on a, dans la pratique, admis certains tempéraments à l'article 12, mais ces dérogations ont été limitées aux cas où il s'agissait de pièces accessoires (tels que les foyers de chaudières en tôle ondulée) que les constructeurs ne pouvaient se procurer en France, ou de pièces importées à l'état brut de forge et mises en œuvre dans les chantiers français.

Mais depuis le début de la guerre, la plupart des usines qui fabriquaient les chaudières et les machines motrices ont suspendu leurs travaux ou ont été utilisées pour les besoins de la défense nationale, et, à l'heure actuelle, les chantiers ne peuvent ni achever les bâtiments en cours de construction ni accepter de nouvelles commandes, car, d'une part, il leur est impossible de se procurer, en France, les machines motrices, et, d'autre part, s'ils veulent mettre à bord des machines de provenance étrangère, ils perdent, de ce fait, le bénéfice de la prime pour l'ensemble du bâtiment.

Il n'est cependant pas douteux que notre marine marchande aurait le plus grand intérêt à tirer le meilleur parti possible des moyens, très limités, d'ailleurs, dont les chantiers disposent actuellement pour la construction des coques nouvelles.

Dans ce but, il a paru au Gouvernement qu'il conviendrait d'autoriser la mise en place de machines et chaudières de provenance étrangère, sur les bâtiments en cours de construction ou qui seront mis en chantier jusqu'à l'expiration des huit mois qui suivront l'armistice mettant fin aux hostilités, sans, pour cela, faire perdre le bénéfice de la prime sur les parties du bâtiment construites en France.

D'un autre côté, aux termes de l'article 8 de la loi du 27 vendémiaire an II, modifié par l'article 15 de la loi du 7 avril 1902, les bâtiments français ne peuvent, sous peine d'être réputés bâtiments étrangers, être réparés ou radoubés en pays étrangers, si les frais de réparations ou de radoub excèdent 15 fr. par tonneau de jauge brute totale.

En effet, les deux articles sont ainsi conçus :

« Art. 8 de la loi du 27 vendémiaire an II. — Les bâtiments français ne pourront sous peine d'être réputés bâtiments étrangers, être radoubés ou réparés en pays étranger, si les frais de radoub ou de réparations excèdent 6 livres par tonne, à moins que la nécessité de frais plus considérables ne soit constatée par le rapport, signé et affirmé par le capitaine et autres officiers du bâtiment, vérifié et approuvé par le consul ou autre officier de France, ou deux négociants français résidant en pays étranger, et déposé au bureau du port français où le bâtiment reviendra. »

L'article 15 de la loi du 7 avril 1902 a ainsi modifié cet article :

« Les bâtiments français ne pourront sous peine d'être réputés bâtiments étrangers, être radoubés ou réparés en pays étranger, si les frais de radoub ou de réparation excèdent 15 fr. par tonneau de jauge brute totale, à moins que la nécessité de frais plus considérables ne soit constatée par le rapport signé et affirmé par le capitaine et autres officiers du bâtiment, vérifié et approuvé par le consul ou autre officier de France ou deux négociants français résidant en pays étranger, et déposé au bureau

du port français où le bâtiment reviendra.»

Or, d'une part, le remplacement ou la réparation des machines ou chaudières entraîne, dans la plupart des cas, des dépenses plus considérables et, d'autre part, les armateurs rencontrent, actuellement, les mêmes difficultés que celles signalées ci-dessus pour faire procéder, en France, à ces travaux sur les navires déjà en service, dont il y a, cependant, le plus grand intérêt à assurer l'utilisation.

A cet effet, nous estimons qu'il y aurait lieu d'autoriser, pendant la période envisagée, le remplacement ou la réparation à l'étranger de machines et chaudières, sans faire perdre aux navires le bénéfice de la francisation, alors même que les frais excéderaient 15 fr. par tonneau de jauge brute totale.

Nous avons, en conséquence, l'honneur de soumettre à vos délibérations le projet de loi dont la teneur suit, qui limite d'une façon expresse la durée de cette dérogation à celle fixée par les lois précédentes :

PROJET DE LOI

Art. 1^{er}. — Par dérogation aux dispositions de l'article 12 de la loi du 19 avril 1904, les navires en cours de construction et ceux dont la mise en chantier, dûment justifiée, sera antérieure à l'expiration des huit mois qui suivront l'armistice mettant fin aux hostilités, conserveront le bénéfice de la prime à la construction, alors même que les machines motrices ou chaudières, ou éléments de machines ou de chaudières seraient de provenance étrangère, sans toutefois que ces appareils ou leurs éléments finis de provenance étrangère, puissent eux-mêmes être primés.

Art. 2. — Pendant la même période, et par dérogation à l'article 8 de la loi du 27 vendémiaire an II, modifié par l'article 15 de la loi du 7 avril 1902, les machines et chaudières des navires français pourront être réparées ou remplacées à l'étranger

sans que ces navires perdent la francisation, alors même que les frais de ces réparations et remplacements excéderaient 15 fr. par tonneau de jauge brute totale.

Les droits d'entrée seront perçus sur les appareils et parties d'appareils d'origine étrangère mis à bord des navires.

RAPPORT, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels au titre du budget annexe des monnaies et médailles, en vue de la reprise des frappes des monnaies de nickel, par M. Beauvisage, sénateur.

Messieurs, une loi du 4 août 1913 a prescrit le retrait des monnaies de billon en circulation et leur remplacement par des monnaies de nickel perforées.

Des dispositions ont été prises aussitôt pour organiser la fabrication de ces monnaies.

Il a été procédé, le 20 novembre 1913, à l'adjudication relative à la fourniture des flans nécessaires ; mais les offres formulées par les concurrents s'étant trouvées supérieures au maximum fixé, l'adjudication n'a pu être prononcée. L'Administration dut alors passer, le 23 novembre 1913, des marchés de gré à gré.

Les livraisons, commencées au début de 1914, furent interrompues dès le mois de juillet 1914.

Sollicitée en janvier, puis en juin 1915, de reprendre la fabrication des flans de nickel, les fournisseurs ont répondu qu'il leur était absolument impossible de donner satisfaction à l'Administration des monnaies et médailles, attendu que tous leurs moyens de production sont absorbés par les besoins de l'armée et que leur personnel d'ingénieur ne saurait, sans dommage pour la défense nationale, être détourné de la direction des fabrications militaires par les soins à donner à une fabrication aussi délicate que

celle des flans de nickel ; l'une des sociétés contractantes a d'ailleurs ses usines en territoire envahi. Toutes les démarches faites à cette époque pour trouver des industriels qui acceptent de se charger de la fonte et du laminage du nickel nécessaires furent vaines.

Après de longues recherches, un marché a pu être passé avec des industriels parisiens qui s'engagent à fournir à l'Administration des monnaies et médailles, à partir du 16 septembre prochain, un minimum de 5,000 kilogr. de flans de nickel par semaine, dans les trois coupures de 25, 10 et 5 centimes suivant les proportions qui leur seront indiquées.

Aucune dotation n'ayant été prévue en 1916 pour la fabrication des monnaies de nickel, le ministre des finances sollicite du Parlement les crédits qui lui sont aujourd'hui nécessaires.

Ces crédits seraient imputables sur les chapitres 7 et 12 du budget annexe des monnaies et médailles :

Chap. 7. — Matériel spécial à la fabrication des monnaies. — Art. 4. — Façons de flans (monnaie de nickel), 293,100 fr.

Les fournisseurs ont demandé que les frais de fabrication des flans soient fixés pour trois périodes jusqu'à l'expiration du contrat.

1^{re} période. — Pendant sept mois à dater de la 1^{re} livraison de flans.

2^e période. — Pendant la durée de la guerre et les 120 jours qui suivront la date de la cessation des hostilités fixé par décret.

3^e période. — A compter du 121^e jour après la date de la cessation des hostilités fixée par décret jusqu'à l'expiration du marché.

Le tableau ci-dessous donne la comparaison des prix prévus lors du dépôt du projet de loi sur la monnaie de nickel, des prix résultant des marchés passés fin 1913 et des prix demandés par les soumissionnaires actuels.

	25 centimes.	10 centimes.	5 centimes.
	le kilogr.	le kilogr.	le kilogr.
Prévisions du projet de loi.....	2 40	2 50	2 80
Marchés passés fin 1913.....	2 67	2 77	3 07
Soumissionnaires actuels.....	1 ^{re} période (7 mois).....	3 20	3 30
	2 ^e période.....	2 90	3 ..
	3 ^e période.....	2 70	2 80

Ces prix ne paraissent pas exagérés en raison de la nécessité où se trouvent les futurs fournisseurs de faire construire un atelier spécial et de l'augmentation des prix

non seulement des matériaux de construction, mais aussi de la main-d'œuvre et des charbons et cokes de fonderie nécessaires au travail du nickel.

Le second tableau ci-dessous indique les prévisions de fabrication à raison de 25,000 kilogr. par mois pendant la durée du marché et les dépenses correspondantes.

1916. — Du 15 septembre au 31 décembre : 88,000 kilogr. (1 ^{re} période).	42.000 kilogr. de 0 25 à 3 20 le kilogr.....	134.400 ..	} 293.100 ..
	23.000 kilogr. de 0 10 à 3 30 le kilogr.....	75.900 ..	
	23.000 kilogr. de 0 05 à 3 60 le kilogr.....	82.800 ..	
1917. — Du 1 ^{er} janvier au 15 avril : 87,000 kilogr. (1 ^{re} période).....	23.000 kilogr. de 0 25 à 3 20 le kilogr.....	73.600 ..	} 294.400 ..
	32.000 kilogr. de 0 10 à 3 30 le kilogr.....	105.600 ..	
	32.000 kilogr. de 0 05 à 3 60 le kilogr.....	115.200 ..	
1917. — Du 16 avril à la fin de l'année : 213,000 kilogr. (2 ^e période)....	57.000 kilogr. de 0 25 à 2 90 le kilogr.....	165.300 ..	} 656.700 ..
	78.000 kilogr. de 0 10 à 3 .. le kilogr.....	234.000 ..	
	78.000 kilogr. de 0 05 à 3 30 le kilogr.....	257.400 ..	
1918 et 1919. — 512,000 kilogr. (3 ^e période).....	138.000 kilogr. de 0 25 à 2 70 le kilogr.....	372.600 ..	} 1.475.900 ..
	187.000 kilogr. de 0 10 à 2 80 le kilogr.....	523.600 ..	
	187.000 kilogr. de 0 05 à 3 10 le kilogr.....	579.700 ..	

La dépense pour 1916 s'élève donc à 203,100 fr., somme égale au crédit supplémentaire demandé.

Chap. 12. — Fabrication des monnaies de nickel.

Article unique. — Achat de nickel, 303,000 francs.

Le métal est fourni par la société le Nickel en vertu de conventions passées les 5 décembre 1912 et 14 juin 1915.

La fabrication des monnaies de nickel à prévoir en 1916 nécessitera l'achat de 88,000 kilogr. de nickel à 3 fr. 50 le kilogr., soit une dépense de 308,000 fr.

Le projet de loi portant ouverture des crédits ci-dessus a été adopté par la Chambre des députés dans sa séance de ce jour.

Votre commission des finances a l'honneur de vous en proposer l'adoption.

RAPPORT, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant application à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane, de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, modifiée par les lois des 5 mars 1890, 17 avril 1901, 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, ainsi que des dispositions des règlements d'administration publique rendus pour l'exécution de ces lois, par M. A. Gervais, sénateur.

Messieurs, le Gouvernement vous a saisis d'un projet de loi, adopté le 13 juillet courant par la Chambre des députés, dont l'objet est de rendre applicable dans les colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane, la législation métropolitaine en matière de réquisitions militaires.

La métropole ayant été amenée, au cours de la guerre actuelle, à faire de plus en plus largement appel, pour les besoins de la défense nationale et le ravitaillement des populations civiles, aux produits agricoles et industriels des colonies, l'administration, qui a la charge d'assurer la fourniture de ces produits, s'est trouvée dans la nécessité de recourir à la procédure de la réquisition pour suppléer à l'insuffisance des moyens ordinaires d'approvisionnement.

C'est tout d'abord à nos grandes colonies, l'Indo-Chine, Madagascar et l'Afrique occidentale notamment, que l'on a demandé les produits dont nos possessions d'outre-mer sont susceptibles d'approvisionner la métropole, pour l'alimentation des troupes et le fonctionnement des services techniques et des usines de guerre (viandes, graines, cuirs, caoutchouc, bois, graphite, etc.) et, dans ces colonies, soumises au régime des décrets, la réglementation établie depuis 1908, en matière de réquisitions militaires, permet d'appliquer cette procédure toutes les fois qu'il est nécessaire d'y recourir.

Dans ces grandes colonies, l'administration a généralement pu se procurer, par voie de marchés passés avec le commerce local et sans être obligée de recourir à la réquisition, les produits nécessaires aux services techniques de la guerre ou destinés au ravitaillement de la population civile. En ce qui concerne ces colonies, l'autorité investie du droit de réquisition par arrêtés locaux pris en exécution du décret du 30 août 1903, n'a été amenée jusqu'ici à l'exercer qu'à Madagascar, pour l'approvisionnement des cuirs destinés à l'équipement des troupes; on envisage également la possibilité de réquisitionner, pour les besoins de la défense nationale, la production de graphite de cette colonie.

La spéculation s'est, en effet, rarement exercée sur les produits dont la métropole s'approvisionne dans les colonies précitées

alors que dans nos vieilles possessions, aux Antilles notamment, dès que se sont accentués les besoins de l'armée et du ravitaillement civil en rhums et en sucre coloniaux, il s'est produit une telle hausse du prix de ces denrées que l'on a dû se préoccuper de substituer la réquisition aux modes ordinaires d'approvisionnement devenus trop dispendieux pour le Trésor.

Or, c'est précisément dans les colonies où la réquisition s'impose le plus impérieusement aujourd'hui que cette procédure est interdite à l'administration, en l'absence d'un texte législatif permettant de l'appliquer. Le projet de loi actuellement soumis aux délibérations du Sénat a pour objet de combler cette lacune de notre législation coloniale, en fournissant à l'administration les moyens de se procurer, par voie de réquisition, à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Guyane et à la Réunion, les importants approvisionnements de rhums et de sucres destinés au ravitaillement des troupes et à la consommation des populations civiles de la Métropole et, d'une manière générale, tous les produits que, dans les circonstances actuelles, nous pouvons avoir intérêt à réquisitionner dans ces colonies.

Aux Antilles, à la Guyane et à la Réunion, l'opportunité de la réquisition ne s'était pas immédiatement manifestée et c'est seulement depuis la fin de 1915 que l'insuffisance de la production métropolitaine d'alcool a fait envisager par le service de l'intendance la nécessité de compléter ou même de remplacer à l'aide des rhums provenant de nos vieilles colonies, l'alcool de vin de la ration du soldat. L'importance des besoins de l'intendance en rhums coloniaux n'ayant pas tardé à provoquer, dans la métropole, un fort mouvement de hausse, les gouverneurs des colonies intéressées ont dû, sur les sollicitations des producteurs eux-mêmes, demander la réquisition sur place de la production des usines locales. Le département des colonies s'est alors préoccupé de l'application dans les colonies productrices de rhum, du régime des réquisitions militaires et a soumis au Parlement un projet de loi étendant à ces colonies les dispositions qui régissent cette matière dans la métropole.

Le projet adopté par la Chambre des députés, déclare applicables à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane, la loi de 1877 sur les réquisitions militaires, ainsi que les lois des 5 mars 1890, 17 avril 1901, 27 mars 1906 et 23 juillet 1911 qui l'ont modifiée et les divers règlements d'administration publique qui sont intervenus pour compléter ces actes législatifs. Il dispose que les gouverneurs des colonies intéressées exerceront, en matière de réquisitions, les attributions dévolues au ministre de la guerre et que le droit de réquisition appartiendra à ces hauts fonctionnaires dans les mêmes conditions où il est conféré par la législation métropolitaine aux autorités militaires.

Votre commission des finances, après en avoir examiné le texte, vous propose de voter, sans retard, le projet de loi qui vous est soumis :

PROJET DE LOI

portant application à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane de la loi du 3 juillet 1877, sur les réquisitions militaires, modifiée par les lois des 5 mars 1890, 17 avril 1901, 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, ainsi que des dispositions des règlements d'administration publique rendus pour l'exécution de ces lois.

Article unique. — La loi du 3 juillet 1877 relative aux réquisitions militaires, modifiée par les lois des 5 mars 1890, 17 avril 1901, 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, ainsi

que les dispositions du décret du 2 août 1877, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 3 juillet précéden, modifié par les décrets des 23 novembre 1881, 3 juin 1890, 8 mai 1900, 13 novembre 1907, 25 juillet 1912 et 2 août 1914, sont rendues applicables aux colonies de la Martinique, de la Guadeloupe, de la Réunion et de la Guyane.

Toutefois, les attributions dévolues au ministre de la guerre sont exercées par les gouverneurs.

Dans tous les cas, le droit de réquisition appartient au gouverneur dans les mêmes conditions où il est conféré aux autorités militaires par les lois et décrets précités.

RAPPORT, fait au nom de la commission des finances, sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la régularisation du décret du 5 avril 1916, ouvrant un crédit additionnel de 256,063 fr. 58 au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion (exercice clos 1913), par M. A. Gervais, sénateur.

Messieurs, le compte d'administration du chemin de fer et du port de la Réunion, pour l'année 1913, a fait ressortir, à la clôture de l'exercice, un excédent de dépenses par rapport aux crédits ouverts au budget annexe, montant à 256,033 fr. 58.

Par application de la loi du 26 juillet 1897 un décret du 5 août 1915 a ouvert, au titre de ce budget annexe, un crédit additionnel de même somme.

Ce décret soumis, conformément aux dispositions de la même loi, à la sanction législative, a été ratifié par la Chambre des députés dans sa séance du 7 avril 1916.

Le crédit supplémentaire en question s'applique, pour 14,008 fr. 14 au chapitre 2 du budget annexe, administration centrale (personnel) et pour 242,055 fr. 44 au chapitre 5 — Entretien, exploitation (matériel).

Ce dépassement sur les crédits ouverts se justifie :

a) Par l'accroissement du trafic sur les prévisions, lequel s'est traduit par une augmentation des recettes de l'exploitation de près de 425,000 fr. sur les chiffres portés au budget;

b) Par la majoration du prix du charbon, dont le prix moyen à la Réunion a atteint en 1913, 60 fr. la tonne, alors qu'il n'avait pas dépassé 50 fr. dans les années précédentes dont les résultats avaient servi de base à la préparation du budget;

c) Par l'accroissement des salaires du personnel inférieur et des ouvriers.

La majoration corrélative des recettes d'exploitation permet d'ailleurs au budget annexe de supporter cette dépense supplémentaire sans modification de la subvention de l'Etat.

Ces diverses considérations justifient l'augmentation de dépenses et le crédit supplémentaire qui font l'objet du projet de loi que nous vous proposons d'approuver.

PROJET DE LOI

Article unique. — Est sanctionné le décret du 5 août 1915 rendu en application de la loi du 26 juillet 1893 et portant ouverture au titre du budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion, d'un crédit supplémentaire de 256,063 fr. 58, montant des créances liquidées à la charge de l'exercice 1913 et qui excèdent les crédits affectés aux chapitres désignés ci-après :

Chap. 2. — Administration centrale (personnel).....	14.008 14
Chap. 5. — Entretien, exploitation (matériel).....	242.055 44
Total.....	256.063 58

AVIS FINANCIER, présenté au nom de la commission des finances, sur le projet de loi relatif aux immunités accordées aux fonctionnaires de l'enseignement (art. 98 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913), par M. T. Steeg, sénateur.

Messieurs, votre commission des finances, saisie des conclusions du rapport de l'honorable M. Goy sur le projet de loi relatif aux immunités accordées aux fonctionnaires de l'enseignement a émis un avis favorable à l'adoption du texte qui nous est proposé par la commission spéciale.

Déjà en 1913 elle avait demandé la disjonction de l'article 98 de la loi de finances, non parce qu'elle était hostile aux dispositions qui y étaient contenues, mais parce qu'elle estimait une procédure plus régulière le dépôt d'un projet particulier.

Des renseignements qui nous ont été fournis par le ministère de l'instruction publique il résulte que le montant de la dépense qu'entraînerait l'attribution de la remise universitaire aux enfants des fonctionnaires de l'enseignement inférieur à 8,001 fr. serait annuellement de 94,793 fr. 75.

Votre commission a pensé que lorsqu'un professeur de l'enseignement secondaire était appelé à un poste de l'enseignement supérieur, souvent sans que son traitement fût augmenté, il est injuste de le priver de la remise universitaire dont profitaient ses enfants. Elle a estimé aussi que la haute valeur intellectuelle et scientifique en même temps que la modicité de la situation matérielle du personnel de l'enseignement supérieur justifiaient la mesure qui nous est proposée.

Ajoutons que les circonstances actuelles nous invitent à porter un vigilant intérêt à tout ce qui touche notre haut enseignement. L'élite des étudiants de nos facultés est glorieusement tombé sur les champs de bataille. Les survivants vont être attirés vers les carrières d'ordre pratique qui auront un pressant besoin d'eux. Le recrutement de notre enseignement supérieur risque de passer par une crise redoutable. Or, tant au point de vue de son prestige extérieur que de sa force matérielle et de sa prospérité économique, la France se devra, demain comme hier, d'encourager les hommes qui en tout désintéressement travaillent à créer, à enseigner et à appliquer la science.

Aussi votre commission des finances vous demande-t-elle de voter le texte qui lui est présenté par l'honorable M. Goy.

Ordre du jour du vendredi 28 juill et

A deux heures et demie, séance publique :

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux immunités accordées aux fonctionnaires de l'enseignement (art. 98 disjoint du projet de loi portant fixation du budget général des dépenses et des recettes de l'exercice 1913). (Nos 85, 130, 324, 334, année 1913, et 233, année 1916. — M. Goy, rapporteur ; et n° 317, année 1916, avis de la commission des finances. — M. T. Steeg, rapporteur.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux contributions directes et aux taxes y assimilées de l'exercice 1917. (Nos 235 et 301, année 1916. — M. Emile Aimond, rapporteur.) (Urgence déclarée.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif

à l'exonération des droits de timbre et d'enregistrement pour les marchés administratifs ayant exclusivement pour objet l'approvisionnement de la population en vivres ou en moyens de chauffage. (Nos 215 et 300, année 1916. — M. Emile Aimond, rapporteur.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, tendant à suspendre, jusqu'à la fin des hostilités, les effets de l'article 59 de la loi de finances du 25 février 1901 (suppression de l'allocation accordée aux dénaturateurs). (Nos 296 et 302, année 1916. — M. Emile Aimond, rapporteur.) (Urgence déclarée.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant répartition du fonds de subvention destiné à venir en aide aux départements (exercice 1917). (Nos 272 et 303, année 1916. — M. Alexandre Bérard, rapporteur.) (Urgence déclarée.)

Suite de la discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif aux modifications apportées aux baux à loyer par l'état de guerre. (Nos 200 et 258, et a nouvelle rédaction, année 1916. — M. Henry Chéron, rapporteur ; et n° 276, année 1916, avis de la commission des finances. — M. Emile Aimond, rapporteur.) (Urgence déclarée.)

1^{re} délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, sur la mise en culture des terres abandonnées et l'organisation du travail agricole, pendant la guerre. (Nos 228 et 263, année 1916. — M. Jules Develle, rapporteur.)

Discussion du projet de loi adopté par la Chambre des députés tendant à modifier l'article 4 de la loi du 23 juillet 1895 sur les caisses d'épargne et l'article 6 de la loi du 12 avril 1906 sur les habitations à bon marché. (N° 274 et 304, année 1916. — M. Lucien Cornet, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à compléter l'article 29 de la loi du 24 juillet 1889 sur les enfants maltraités ou moralement abandonnés. (Nos 136 et 230, année 1916. — M. Cazeneuve, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, tendant à assurer le recrutement des sages-femmes et à supprimer la 2^e classe pour les herboristes et les sages-femmes. (Nos 283, année 1914, et 253, année 1916. — M. Paul Strauss, rapporteur.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, modifiant l'article 12 de la loi du 19 avril 1905 et l'article 15 de la loi du 7 avril 1902 sur la marine marchande. (Nos 307, 311, année 1916. — M. Cabart Danneville, rapporteur.) (Urgence déclarée.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, concernant les allocations dues au personnel du service sanitaire maritime appelé à concourir à l'application de la loi du 17 avril 1907. (Nos 194, année 1915 et 310, année 1916. — M. Cabart-Danneville, rapporteur.) (Urgence déclarée.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture sur l'exercice 1915, de crédits applicables aux services de la marine. (Nos 275 et 287, année 1916. — M. Emile Chautemps, rapporteur.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, comportant garantie par l'Etat des risques de guerre pour les voyages exécutés sur la côte occidentale et équatoriale d'Afrique jusqu'à la fin des hos-

tilités et remboursements aux budgets généraux de l'Afrique occidentale et équatoriale des sommes versées pour la garantie desdits risques depuis l'ouverture des hostilités. (Nos 306-316 année 1916. — M. Millières-Lacroix, rapporteur.) (Urgence déclarée.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant application à la Martinique, à la Guadeloupe, à la Réunion et à la Guyane de la loi du 3 juillet 1877 sur les réquisitions militaires, modifiée par les lois des 5 mars 1890, 17 avril 1901, 27 mars 1906 et 23 juillet 1911, ainsi que des dispositions des règlements d'administration publique rendus pour l'exécution de ces lois. (Nos 267 et 322, année 1916. — M. Gervais, rapporteur.) (Urgence déclarée.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, relatif à la régularisation d'un décret du 5 août 1915 ouvrant un crédit de 256,063 fr. 58 au budget annexe du chemin de fer et du port de la Réunion (exercice clos 1913). (Nos 175 et 323, année 1916. — M. Gervais, rapporteur.) (Urgence déclarée.)

Discussion du projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant ouverture de crédits additionnels au titre du budget annexe des monnaies et médailles en vue de la reprise des frappes de monnaie de nickel. (Nos 314 et 318, année 1916. — M. Beauvisage, rapporteur.) (Urgence déclarée.)

Discussion de la proposition de loi adoptée par la Chambre des députés, adoptée avec modifications par le Sénat, modifiée par la Chambre des députés, tendant à protéger les bénéficiaires des polices d'assurances sur la vie, à ordre et au porteur, des bons de capitalisation et d'épargne, dont les titres ont été égarés, détruits ou volés par le fait ou à l'occasion de la guerre. (Nos 57, 139, 263 et 280, année 1916. — M. Guillaume Chastenet, rapporteur.) (Urgence déclarée.)

1^{re} délibération sur : 1^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les allocations aux familles des mobilisés ; 2^o la proposition de loi, adoptée par la Chambre des députés, concernant les cas de recours devant la commission supérieure des allocations. (Nos 352, 353, année 1915, et 23, année 1916. — M. André Lebert, rapporteur ; et n° 269, année 1916. — Avis de la commission des finances. — M. Laurent Thiéry, rapporteur.)

1^{re} délibération sur la proposition de loi de M. Audiffred, relative à l'achèvement des ports et des voies navigables. (Nos 107, année 1909, et 388, année 1914. — M. Audiffred, rapporteur.)

Errata

au compte rendu in extenso de la séance du 25 juillet 1916 (Journal officiel du 26 juillet).

Page 697, 2^e colonne, 42^e ligne, et page 712, 1^{re} colonne, 42^e ligne,

Au lieu de :

« ... à la commission des finances »,

Lire :

« ... à la commission des douanes ».